

Politique militaire prolétarienne : le cadavre sort du placard. Tant mieux !

Présentation.

Voici un article qui a la dimension d'une brochure et pourrait donc en devenir une, si suffisamment de camarades le permettent, pour qu'elle soit diffusée et, surtout, discutée.

Comme le rappelle son préambule, il a été suscité par une discussion mettant en relation la guerre de Poutine contre l'Ukraine, la seconde guerre mondiale et l'orientation politique méconnue que Trotsky avait commencé à formuler dans celle-ci, et qui ne fut pas celle des trotskystes : la politique militaire du prolétariat (PMP, bien que ce sigle soit en réalité une création de James P. Cannon qui ne l'avait pas comprise).

Il se trouve que j'y porte la dernière main ce 21 août 2022, jour anniversaire de la mort de Léon Trotsky suite au coup de piolet qui, la veille, a mis fin à son activité politique. Or, il avait juste auparavant écrit quelques lignes fort intéressantes sur cette « PMP » qui sont sa dernière contribution. Voyons, en cela, un hasard objectif digne de nous inspirer.

Ceci n'est pas une contribution de nature en premier lieu historique. La conclusion de cet article en donne la raison d'être politique. La voici :

« Une politique militaire prolétarienne n'a de sens et ne peut finalement exister qu'orientée sur la question du pouvoir, comme Trotsky le notait, quelques heures avant son assassinat : il ne s'agit pas de s'auto-congratuler dans le rôle de l'opposition d'extrême-gauche de l'ordre existant, il s'agit d'être candidats au pouvoir, c'est-à-dire d'aider le mouvement réel du prolétariat à s'emparer du pouvoir. Lorsque ce mouvement en vient à réclamer des armes, à s'en procurer, à imposer qu'on lui en distribue, cette question est à l'horizon. C'est pourquoi la grande leçon de la PMP, c'est aussi la mise en relation de la question des armes avec celle de la démocratie, des mots d'ordre démocratiques posant la question du pouvoir, de quelle classe dirige, tel que l'assemblée constituante. Plus la guerre ukrainienne sera une guerre populaire, plus les véritables internationalistes l'aideront à se développer en ce sens en combattant pour son armement, plus elle aboutira à la question de la nature de l'Etat à l'issue de la guerre, la question du pouvoir.

Ni monde « multipolaire », ni statu quo « occidental » : révolution prolétarienne démocratique et écosocialiste de la majorité du genre humain pour sauver la possibilité d'un avenir. La signification de l'engagement de militants et de courants de diverses provenances dans le soutien à la résistance « armée et non armée » du peuple ukrainien, c'est cela. L'internationalisme aujourd'hui, c'est donc leur regroupement. »

Mais c'est bien la compréhension de l'histoire qui nourrit nos moyens d'action présents. Cet article y revient à un double niveau : il comporte une relecture de la seconde guerre mondiale avec des faits connus et d'autres qui le sont moins ou pas du tout et qui en font, non pas seulement une guerre impérialiste, mais une guerre prolétarienne de libération qui poussait sous et contre la guerre officielle ; et il examine le contraste entre cette situation, l'analyse qu'en avait dessinée Trotsky lorsqu'il fut assassiné, et l'action des trotskystes, ce qui conduit à une réflexion sur la réalité de ce « trotskysme », que je poursuis dans quelques lignes traitant du retour malsain de ce qui a été alors refoulé, par exemple dans la « révolution-guerre » d'un certain Michel Pablo puis dans la « ligne de la

guérilla » en Amérique latine. Cette réflexion est nécessaire mais on ne refait pas l'histoire après coup : elle est nécessaire pour le présent, et donc pour l'avenir.

J'ose espérer que le lecteur curieux apprendra bien des choses, allant de la nature des rares mouvements de masse prenant la défense des Juifs contre les nazis, à la façon dont Natalia Sedova-Trotsky a commencé à s'opposer à ses camarades, en passant par l'histoire du grand chinois Chen Duxiu jusqu'au rôle de telle ou telle figure tutélaire de courants trotskystes futurs alors dans son jeune âge. Je ne me fais pas d'illusions, ceci dit, sur ceux qui à présent nous traitent au mieux de militaristes et au pire d'agents de la CIA : de poids morts de l'histoire, ils sont en train de devenir des partisans du repartage impérialiste et barbare du monde.

Nous ne sommes pas des militaristes, et c'est pourquoi nous appelons à comprendre pourquoi « le fusil » est une nécessité :

« Eh bien non, pour les révolutionnaires prolétariens, même militaristes, le pouvoir n'est pas au bout du fusil, et c'est absolument capital. **Le pouvoir dépend du degré d'organisation, de conscience et de lutte du prolétariat dont l'émancipation ne peut être que l'auto-émancipation.** Ceci implique, malheureusement, le fusil et les armes. Mais le pouvoir n'est pas au bout. Le pouvoir, fusil compris, est au bout de la conscience, de la lutte et de l'organisation. Croire que le pouvoir est au bout du fusil, c'est exproprier les masses, les prolétaires, les êtres humains. C'est le contraire de la révolution. »

Que ce travail, avec ses insuffisances, soit lu et discuté, et soit dédié à nos jeunes camarades ukrainiens antimilitaristes engagés dans la résistance populaire armée et non armée, dont ceux et celles qui ont pris le fusil, qui sont tombés ou sont aux mains de l'ennemi. Ils ont agi sous la nécessité, ils forcent les révolutionnaires du monde à remettre leurs pendules à l'heure, ils sont notre avenir, celui de l'humanité en guerre pour son avenir. Le proche avenir.

VP, le 21/08/2022.

Sommaire

Présentation

La « PMP » de Trotsky.

- Pourquoi Trotsky ?
- Les prémisses.
- Les documents de la PMP, été 40.
- Le dernier jour.
- Ce qu'il en était.
- Questions.

Sous la seconde guerre mondiale, la guerre révolutionnaire du prolétariat.

- *Avant juin 40.*
- *40 en Grande-Bretagne, c'est 36 !*
- *Grèce, Albanie, Yougoslavie.*
- *Barbarossa.*
- *Les PC des Balkans prennent une place à part.*
- *Maquis et partisans.*
- *La question de la défense des Juifs et de l'autodéfense juive.*
- *Darlan, Giraud, De Gaulle ... Badoglio.*
- *La révolution italienne contenue et ses leçons.*
- *L'implosion des forces italiennes d'occupation.*
- *L'armée grecque du Caire : avertissement.*
- *Front Est.*
- *Le III^e Reich craque mais tient.*
- *Le débordement par le Sud-Est.*
- *Le versaillais Churchill aidé par Staline en Grèce.*
- *La libération de la France.*
- *Guerre sociale en Italie.*
- *Lutte armée, stalinisme, constituantes : Grèce, Italie et France.*
- *Belgique et Luxembourg.*
- *Libérations et secondes occupations dans les mémoires collectives.*
- *Apocalypse allemande.*
- *Derniers actes et vrai début de la guerre d'Algérie.*
- *Conclusion sur l'Europe.*
- *Quelques mots sur l'Asie.*

Les trotskystes dans la guerre.

- *Pour appréhender la question.*
- *En Europe continentale : le paradigme français. Sa documentation.*
- *Le paradigme français : de juin 40 à juin 41.*
- *Le paradigme français : après le tournant de juin 41.*
- *La formation du Secrétariat européen.*
- *Les cellules clandestines dans la Wehrmacht.*

- *Et la lutte armée ?*
- *En 1944.*
- *De sacrés militants ...*
- *Le paradigme français : conclusion politique.*
- *Quelques mots sur le reste de l'Europe continentale : Grèce et Italie.*
- *Norvège, Allemagne, Autriche.*
- *Les guerres qui s'intégrèrent à la seconde guerre mondiale.*
- *Chen Duxiu et les trotskystes chinois.*
- *La question que nous pose Chen Duxiu : être pour la victoire des alliés. Evidemment !*
- *Le Socialist Workers Party des Etats-Unis pendant la seconde guerre mondiale : la PMP version Cannon.*
- *Le procès de Minneapolis.*
- *La tendance Goldman-Morrow (et Van).*
- *Natalia Sedova-Trotsky contre Cannon.*
- *L'extension de la lutte de tendances.*
- *Les trotskystes britanniques.*
- *Dans les armées du désert.*
- *Où Ted Grant se fait traiter de social-patriote et (à juste titre) le prend fort mal.*
- *Où survient un tandem ...*
- *Quelle Internationale ?*
- *D'un secrétariat international ... à un autre.*

Suite de cette histoire, ou le refoulé qui fait coucou.

Considérations sur l'union sacrée, le défaitisme et le fétichisme de 14-18.

- *Encore un coup d'œil sur juin 40 ...*
- *La fétichisation d'août 14.*
- *A propos du « défaitisme révolutionnaire » de Lénine.*
- *A nouveau sur les différences de 39-45 par rapport à 14-18.*
- *L'« internationalisme au-dessus de la mêlée » tend au final vers l'union sacrée.*

Prendre parti dans les guerres.

- *Avant le 24/02/2022.*
- *Depuis le 24/02/2022.*

Introduction

Dans un article repris sur le site Aplutsoc, Jacques Chastaing écrivait très récemment à propos de la réalité mondiale d'aujourd'hui :

« A l'heure où la guerre économique entre les USA et la Chine prend le tour d'une menace militaire autour de Taïwan, où les tensions grandissent entre la Serbie et le Kosovo et où la guerre de l'impérialisme russe en Ukraine s'est enfoncée dans son sixième mois, il devient clair que la guerre est entrée dans l'agenda actuel du capitalisme et de ses nationalismes.

La révolution doit entrer dans le nôtre avec l'internationalisme si nous voulons échapper au désastre. »

Dans un autre article de notre site, Robert Duguet revient sur la « Politique Militaire du Proletariat », une formule toujours peu connue de Léon Trotsky datant de 1940, et fait le lien avec la guerre que subit l'Ukraine :

« Les éléments éclairés de la résistance pensent déjà en termes de libération sociale. Quel pouvoir devra sortir de cette guerre ? »

Il est clair que le lien entre guerre et révolution est une question d'une actualité brûlante. Le renforce encore la réalité de la catastrophe du climat, causée par les conditions requises par l'accumulation du capital. Bien des jeunes militants de la cause climatique se posent à présent la question de l'action directe. Pour échapper au désastre. Action directe, cela veut dire en dernière instance, nécessairement, action armée.

La révolution s'oppose à la guerre, mais indissociablement, la révolution naît de la guerre, par la guerre, dans la guerre, depuis la guerre. Il n'y a pas la révolution d'un côté, la guerre de l'autre, de même qu'il n'y a pas la révolution d'un côté, le capitalisme de l'autre, si le capitalisme c'est, de plus en plus, la guerre. Les mêmes formules peuvent être appliquées à la catastrophe climatique.

Le présent article revient sur cet impensé, ce refoulé, ce dénié, de toute l'histoire du trotskysme qui, très largement de ce fait, n'a jamais été ce qu'il prétendait être – l'Internationale de la victoire révolutionnaire : la « politique militaire du prolétariat ». Envers la guerre, le révolutionnaire qui s'honore de son abstentionnisme en disant « voyez comme c'est horrible la guerre, contre le capital, ses guerres et ses nationalismes, nous ferons la révolution en nous tenant, pour commencer, en dehors de tout cela », n'est sûr que d'une seule chose : jamais il ne permettra à une révolution de gagner. De même qu'il faut entrer dans la lutte des classes pour y mettre un terme, il faut entrer dans son expression concentrée, la guerre, pour en sortir.

A l'heure où sont écrites ces lignes, un camarade, Maksim Butkevitch, est dans les griffes de l'armée de Poutine pour être entré dans l'armée ukrainienne en s'affirmant antimilitariste et partisan de la fraternité des peuples, et pour cela même. Ceux qui croient que tout cela n'est que frénésie, littérature ou emballement la fleur au fusil, peuvent passer ici leur chemin. Celles et ceux qui veulent changer le monde ont par contre besoin de se ressaisir de cette histoire parce que c'est maintenant son heure, notre heure.

La « PMP » de Trotsky.

Pourquoi Trotsky ?

Le rapport des luttes révolutionnaires à la guerre et à l'armement est bien sûr une affaire qui remonte à bien avant 1940. Mais en l'occurrence, au moment où commence la seconde guerre mondiale, on peut penser que l'organisateur de l'armée rouge, qui sauva la république soviétique à plusieurs reprises en 1918 et 1919, avait quelque qualification pour l'aborder. La raison de fond, ceci dit, qui donne toute son importance à sa position, est qu'il est à l'origine de la proclamation de la IV^e Internationale en septembre 1938, malgré les forces très réduites qu'elle regroupe alors, en vue de la transformation de la seconde guerre mondiale en révolution mondiale, dans le droit fil de la formule clef du Lénine de 1915 : « *transformer la guerre impérialiste en guerre civile* ». La raison d'être de cette organisation, pour Trotsky, n'était pas de témoigner d'une perspective révolutionnaire dans le demi-siècle à venir et au-delà, mais de permettre la victoire dans les dix ans, en raison de l'inévitabilité de la seconde guerre mondiale.

C'est l'édition des *Œuvres* de Trotsky sous la direction de Pierre Broué, à savoir leurs tomes 22 à 24, parus en français en 1985-1987 et couvrant la période allant du début de la seconde guerre mondiale (septembre 1939) à l'assassinat de Trotsky (20 août 1940, date du coup de piolet, Trotsky mourant le lendemain), qui a permis, à condition de bien vouloir les lire, de retrouver l'importance de ce thème, le thème de combat final de la vie du révolutionnaire. Or, l'historiographie trotskyste ou trotskysante traditionnelle continue généralement à l'ignorer : le *Cahiers Léon Trotsky* de 1985 qui appelait à en discuter n'a guère eu d'effets. Pour elle, la dernière grande bataille politique de Trotsky a porté sur la nature de l'URSS, toujours un « Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré », idée remise en cause par la forte minorité de la principale organisation de la IV^e Internationale alors, le Socialist Workers Party (SWP) des Etats-Unis, à la suite du pacte Hitler-Staline, du partage de la Pologne entre eux, de la vassalisation des trois pays baltes et de l'agression de la Finlande par l'URSS. En fait, il est clair que ce conflit politique et la scission du SWP, la minorité formant le WP (Workers Party) a détourné l'attention de Trotsky et a décalé l'élaboration, qu'il envisageait, d'une orientation adaptée à la « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile » dans la seconde guerre mondiale.

Toutefois, le point de départ de la discussion n'était pas la nature de l'URSS, mais l'attitude à avoir dans la guerre : invasion nazie de la Pologne puis partage du pays entre Hitler et Staline, vassalisation puis assimilation des trois pays baltes, agression soviétique contre la Finlande et vigoureuse résistance de celle-ci. Les problèmes de la guerre devaient reposer celui de la nature de l'URSS : Trotsky lui-même n'estimait-il pas que, de même que le sort de la révolution prolétarienne mondiale, celui de la nature de l'URSS devait être tranché par la guerre qui venait de commencer ?

Les prémisses.

Le *Programme de transition* adopté lors de la conférence de proclamation de la IV^e Internationale en septembre 1938 comportait un chapitre sur la guerre annoncée, avec la trame générale des revendications liées à celle-ci, en vue de conduire les prolétaires à la lutte pour le pouvoir : revendications démocratiques, confiscation des bénéfices de guerre, rejet de tout soutien (y compris et surtout le vote des crédits militaires dans les parlements) aux gouvernements capitalistes, soutien aux peuples colonisés et à l'URSS contre ceux-ci, qualification de la défaite de « notre » gouvernement capitaliste comme un « moindre mal », abolition de la diplomatie secrète, rejet du racisme et de l'antisémitisme, et une série de revendications précises qui supposent déjà la

militarisation de la société et se placent dans ce cadre : « *Instruction militaire et armement des ouvriers et des paysans sous le contrôle immédiat des comités ouvriers et paysans. - Création d'écoles militaires pour la formation d'officiers venus des rangs des travailleurs, choisis par les organisations ouvrières. - Substitution à l'armée permanente, c'est-à-dire de caserne, d'une **milice populaire** en liaison indissoluble avec les usines, les mines, les fermes, etc.* »

D'ores et déjà, le *Programme de transition* s'éloignait donc, dans le détail, de la tradition « pacifiste » dite par erreur « internationaliste » selon laquelle les révolutionnaires en temps de guerre entre impérialismes devaient se situer « *au-dessus de la mêlée* », suivant l'expression du romancier français Romain Rolland parti en Suisse en 1914. Les larges masses préfèrent la paix à la guerre, mais elles détestent les envahisseurs. Aucun de ces deux sentiments n'est plus « bourgeois » ou plus « révolutionnaire » que l'autre : cela dépend de la politique qui fait fond sur eux. « *Le pacifisme et le patriotisme bourgeois sont des mensonges complets. Dans le pacifisme et même dans le patriotisme des opprimés, il y a un noyau progressiste qu'il faut savoir saisir pour en tirer les conclusions révolutionnaires nécessaires. Il faut savoir dresser l'une contre l'autre ces deux formes de pacifisme et de patriotisme.* »

Les éléments de base de ladite « politique militaire du prolétariat » se trouvent, donc, dans le *Programme de transition*, et on les retrouve, de manière plus appuyée, dans le *Manifeste de la conférence d'alarme* de la IV^e Internationale de mai 1940. Mais celle-ci, concernant la IV^e Internationale elle-même, visait surtout à resserrer les rangs suite aux problèmes posés par le déclenchement de la guerre en Europe et par la scission du SWP sur la « question russe » en relation avec la guerre. Le plein développement de cette politique n'est donc engagé par Trotsky qu'au lendemain immédiat de cette conférence, et il est probablement provoqué, en urgence, par la débâcle française devant Hitler. En France, l'apathie des masses causée par le Front populaire puis par le pacte Hitler-Staline, et le défaitisme de la bourgeoisie envers Hitler, ont conduit à cet effondrement : il est en fait évident qu'un discours « défaitiste » ou « pacifiste » en France en mai-juin 40, s'il entre en résonnance facile avec l'ambiance dominante, n'a rien de révolutionnaire. Que dire et que faire ?

Les documents de la PMP, été 40.

Mi-juin 40, plusieurs jours de discussion avec procès-verbaux réunissent les dirigeants du SWP et les gardes du corps autour de Trotsky, à Coyoacán. Trotsky pose que la haine des masses, dans le monde entier, contre Hitler, est un sentiment sain, LE sentiment sain, sur lequel il faut miser : la « *militarisation* » rencontre le « *large soutien des masses ouvrières* » car elles « *portent à Hitler une haine sentimentale mêlée à des sentiments de classe confus. Elles haïssent les brigands victorieux.* » Mais James Patrick Cannon, le principal dirigeant historique du SWP, issu des luttes et de la tradition du syndicalisme, du socialisme et du communisme américain, est troublé : comment dire à la fois qu'on est contre la guerre et qu'elle est inévitable ? « *Il manque un maillon quelque part.* » ! Et franchement, « *pouvons-nous être appelés militaristes ?* »

Trotsky répond frontalement que oui : « *des militaristes révolutionnaires socialistes prolétariens* » ! Et « *toute confusion avec les pacifistes bourgeois* » en cette année quarante « *est 100 fois plus dangereuse qu'une confusion temporaire avec les militaristes bourgeois* » !

Dans ses articles du 17 juin et surtout du 30 juin 1940, il fait le constat de la situation nouvelle : « *A la suite de nombre d'autres Etats européens, la France est en train de devenir une nation opprimée.* »

Trotsky n'a strictement aucun doute sur le fait que le rejet de l'oppression nationale, de la violence fasciste et de l'exploitation impérialiste des nazis victorieux, va creuser leur tombe rapidement : « *De toutes les formes de dictature, la dictature totalitaire d'un conquérant étranger est la plus intolérable* ». Evoquant de manière significative « *l'expérience des Allemands en Ukraine en 1918* », il prévoit que l'on peut « ... *s'attendre avec assurance à la transformation rapide de tous les pays conquis en poudrières* », et que dix années semblent un bail bien trop optimiste pour le Reich de 1000 ans. Rappelons qu'en 1940 la majorité des commentateurs présentaient les victoires allemandes comme quasi définitives et que bien des courants politiques prétendaient établir leurs perspectives dans le cadre d'une Europe brune fondée sur le pacte Hitler/Staline ...

Si la stratégie révolutionnaire de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile prend en compte les sentiments des masses, pacifistes ou patriotiques, bellicistes ou défaitistes, de manière souple en fonction des situations, celle de l'année 1940 en Europe conduit clairement, pour Trotsky, à des positions bellicistes visant l'impérialisme allemand et le nazisme, toute union sacrée restant exclue, ainsi que tout chauvinisme, la recherche de la fraternisation avec les soldats adverses demeurant un axe du combat de classe. Mais ces constantes s'intègrent désormais pour lui à une orientation *pour la guerre* et non pas « contre la guerre ». A Albert Goldman du SWP, il écrit le 9 juillet : « *Service militaire ? Oui. Par l'Etat bourgeois ? Non.* » La première leçon, de portée mondiale, de la débâcle française de mai-juin 40 est l'accusation de défaitisme lancée à la bourgeoisie – et à Staline- face à Hitler, et le refus de toute politique « *à la Pétain* » aussi bien qu'à la Staline. Aux Etats-Unis il ne faut pas dire aux ouvriers « Nous avons un programme de paix » mais : « préparons-nous à la guerre », **notre** guerre, contre les fascistes et les nazis, en prévenant les prolétaires que leurs gouvernants vont les trahir et sont des Pétains potentiels, en luttant pour la militarisation du prolétariat, en pénétrant l'armée, en préparant ainsi la lutte directe pour le pouvoir par et dans la guerre antinazie. « *Le sentiment qu'ont les masses, c'est qu'elles doivent se défendre. (...) Roosevelt dit qu'il faut défendre le pays ? Bien, mais seulement si c'est notre pays, pas celui des 60 familles et de leur Wall Street.* »

A Cannon le 13 août, il précise que dire que l'on doit combattre Hitler par tous les moyens sauf l'intervention militaire directe n'est que pure hypocrisie. Oui, les américains doivent débarquer en Europe ! Oui, il faut aider l'Angleterre ! « *Ce que nous considérons comme valant d'être défendu, nous sommes prêts à le défendre les armes à la main.* » - et la « démocratie américaine » vaut manifestement d'être défendue, c'est très clair ici : « *C'est l'unique possibilité d'assurer la défense des libertés civiles et autres bonnes choses aux Etats-Unis. Mais nous refusons catégoriquement de défendre les libertés civiles à la manière française : les ouvriers et les paysans donnent leur sang pendant que les capitalistes concentrent entre leurs mains les leviers de commande. L'expérience Pétain devrait former maintenant le nouveau centre de notre propagande de guerre.* »

Le dernier jour.

Le jour même de son assassinat, Trotsky a dicté des notes préparant un article général sur la politique militaire du prolétariat, qui la situe dans la continuité de la politique léniniste de 1914 en précisant ainsi la relation entre 1940 et 1914 : « *La guerre actuelle, comme nous l'avons dit plus d'une fois, est la continuation de la dernière guerre. Mais continuation n'est pas répétition. En règle générale une continuation signifie un développement, un approfondissement, une accentuation.* ». Même relation entre la politique bolchevik de 1914-1917 et la politique actuelle. L'approfondissement et l'accentuation portent sur un point central : on ne s'en tient pas au refus de la défense de la patrie capitaliste, mais on prépare la prise du pouvoir et même la « *défense de la*

patrie socialiste ». Nous ne devons plus nous percevoir comme « *l'opposition d'extrême-gauche* » mais comme prétendant au pouvoir !

L'assassinat de Trotsky a stoppé cette élaboration capitale. Mais il est nécessaire et possible d'en achever l'explicitation. Le cadre général de la politique révolutionnaire en 14 et en 40 est le même, mais si on s'en tient là on liquide, en 40, tout contenu révolutionnaire concret.

Ce qu'il en était.

Cette guerre n'est pas notre guerre, formule de 14, reprise en 40. Faut-il la reprendre ? Oui, mais seulement en précisant que nous avons bien une guerre à mener contre Hitler et Mussolini. Celle-là c'est notre guerre, ce n'est pas celle des chefs d'Etat des « démocraties » capitalistes !

L'ennemi est dans notre propre pays, formule de Karl Liebknecht de 1915, reprise en 40. Faut-il la reprendre ? Bien sûr. Non seulement elle signifie le refus de l'union sacrée avec « notre » bourgeoisie, mais le refus de tout ordre impérialiste mondial et des partages et repartages du monde, et bien entendu refus des invasions et occupations nazies !

Refus de toute union sacrée, solidarité internationaliste de tous les prolétaires y compris sous l'uniforme, ces principes demeurent, mais l'orientation qui apparaissait très légitimement comme pacifiste en 14 ne saurait être telle en 40. Cela, parce que 40 vient après 14 et en est l'approfondissement et l'aggravation, parce qu'il y a des éléments internationaux nouveaux tels que l'existence de l'URSS – et de la politique désastreuse de ses chefs ! – et l'importance croissante des pays coloniaux et semi-coloniaux, et parce que s'est produite la défaite de 1933 donnant naissance à la forme nazie de l'impérialisme. La débâcle française de mai-juin 40 est le tournant ultime qui stérilise toute non-prise en compte de ces éléments nouveaux.

Le défaitisme révolutionnaire reste valide programmatiquement, en ce sens qu'une défaite militaire d'un Etat impérialiste provoquée par une révolution est forcément une situation meilleure que la victoire ou la résistance de cet Etat. Ainsi, une révolution prolétarienne en France en 1940 combinée à une défaite devant l'Allemagne aurait été une sorte de Commune dix fois plus menaçante pour Hitler que la première Commune l'avait été pour Bismarck. Mais la simple exposition de cette hypothèse théorique en montre l'absurdité : en France en 40, la révolution prolétarienne ouverte en juin 36 a été refoulée, et à cause de cela la défaite a été causée par la bourgeoisie. Le défaitisme et le pacifisme dans ces conditions, c'est quoi ? C'est l'union sacrée, qui plus est tournée vers les pétainistes et les fascistes. Le même internationalisme doit donc à présent être défensiste et belliciste. Refus de l'union sacrée et fraternisation peuvent et doivent parfaitement rentrer dans ce cadre défensiste et belliciste.

Et Trotsky allait jusqu'à préconiser l'intervention militaire américaine en Europe, naturellement pour poser la question de quel gouvernement, quel pouvoir, pour ce faire !

Questions.

C'était donc cela, la politique militaire du prolétariat en 1940 selon Léon Trotsky. Dès lors, sachant que, comme l'écrit récemment Pierre Salvaing réagissant au rappel de cette « PMP » dans l'article de Robert Duguet, « *Pendant la durée de la guerre, l'immense majorité des organisations se réclamant de la IV^e Internationale ou prétendant la représenter et la construire a adopté et fait adopter à ses militants une ligne de conduite qui tournait radicalement le dos aux préconisations de Trotsky.* »,

peut-on considérer que les « trotskystes » ont défendu la politique qu'envisageait Trotsky ? La réponse est clairement non.

On doit donc se demander ce qu'il en est réellement du « trotskysme ». Le problème n'est pas tellement de savoir si les trotskystes furent fidèles ou non à Trotsky. Ainsi présentée sous l'angle d'une autorité tutélaire, la question est secondaire et, qui plus est, oiseuse car à supposer que Trotsky fut trotskyste comme Marx aurait été marxiste (ce que ce dernier déniait !), il le fut de plusieurs manières différentes. La vraie question est de savoir si cette « PMP » a été confirmée par les événements. Plus précisément : comme elle n'a pas ou très peu été mise en œuvre, la question est de savoir si les événements ont malgré tout montré qu'elle aurait pu l'être. Je pense que la réponse est oui, mille fois oui, comme nous allons maintenant le voir.

Sous la seconde guerre mondiale, la guerre révolutionnaire du prolétariat.

Avant juin 40.

Chez Trotsky lui-même, l'explicitation de cette orientation est un processus progressif. Dès le *Programme de transition* sont présents, nous l'avons vu, les éléments de la PMP consistant à s'adapter à la militarisation de la vie sociale, à laquelle, nous le verrons, elle fut réduite par le SWP américain. De septembre 1939 à mai 1940 cette gestation est en apparence mise entre parenthèse par la prédominance du débat ouvert dans le mouvement par la crise de la section américaine suite à la mise en œuvre du pacte Hitler-Staline. C'est après la conférence d'alarme de mai 40 que Trotsky met les bouchées doubles, en relation avec la débâcle française. Il est cependant permis de se demander si les éléments de la PMP, comme orientation prolétarienne belliciste dirigée contre Hitler, n'auraient pas dû être formulés avant ce tournant.

C'est le remarquable article qu'avait écrit notre camarade Karel Kostal, précisément pour ce n° des *Cahiers Léon Trotsky* de septembre 1985 qui avait voulu être un pavé dans la marre lançant la discussion sur le « cadavre dans le placard », mais qui rencontra le profond silence des organisations se réclamant du trotskysme (en dehors d'une ou deux dénonciations chez les pires sectaires stalinisants), *Munich : l'envers tchécoslovaque du mythe*, qui m'inspire ici cette question.

On y apprend que lorsque les « démocraties », et l'URSS elle aussi tout en faisant semblant d'attendre que la France se décide, décidèrent de laisser tomber la Tchécoslovaquie devant Hitler, une grève générale spontanée, à laquelle aucune organisation n'avait appelé, avec des centaines de milliers de manifestants tchèques et non tchèques, éclata à Prague les 21 et 22 novembre 1938. Le mouvement reflua à l'appel des dirigeants de tous les partis, le PCT en tête dont le rôle fut décisif pour expliquer aux masses que la formation d'un gouvernement d'union autour d'un vieux militaire (l'ancien chef des légionnaires tchécoslovaques antibolcheviques de 1918 !), le général Syrový, offrait toute garantie de résistance. Ce fut ce gouvernement qui capitula et ouvrit la route aux troupes allemandes. Karel écrit que ces larges masses « ... savaient seulement qu'elles devaient se battre et cela ne leur fut pas donné. »

« Vingt-et-un mois plus tard, Léon Trotsky disait que la principale leçon de l'effondrement de la France était que l'on ne pouvait combattre le fascisme sous Pétain ou à sa façon et en obéissant à des généraux et amiraux fascistes. Ce qu'il disait là avait déjà été démontré par ce précurseur de Pétain qui s'appelait Syrový ... », écrit Karel Kostal.

Il est vrai, ceci dit, que globalement, l'état des prolétariats européens après 1937 est apathique, bien que des réactions comme celle du peuple pragois montrent que cela pouvait se retourner. C'était là le résultat de la défaite de la vague révolutionnaire elle-même défensive et réactive qui a suivi la victoire de Hitler, défaite qui fut causée par la politique des fronts populaires, notamment en France et en Espagne, empêchant la révolution au motif d'alliance avec la bourgeoisie antifasciste. Seule une victoire de la révolution prolétarienne en France ou en Espagne notamment aurait pu éviter encore la seconde guerre mondiale. Rappelons d'ailleurs à cette occasion que Trotsky, tout en dénonçant violemment le gouvernement « Negrin-Staline » en Espagne, a toujours persisté à préconiser le combat militaire dans les rangs de son armée et l'aide à celle-ci, malgré le fait que sur dix balles fournies, si neuf seraient pour les franquistes, une serait pour les militants révolutionnaires.

Le pacte Hitler-Staline a ensuite considérablement aggravé confusion, démoralisation et apathie. L'article de Karel Kostal a d'ailleurs le mérite de rappeler que déjà en novembre 1938 et contrairement à la légende stalinienne, l'URSS était défaitiste devant Hitler. Ce défaitisme forme une sorte de transition entre la politique d'alliance avec les impérialismes franco-britannique (front populaires) et le pacte Hitler-Staline. C'est le 21 septembre 1938 que les brigades internationales ont été retirées d'Espagne. Quand les nazis montent la Nuit de Cristal, *l'Humanité* dénonce Herschl Grynszpan, le jeune juif qui a exécuté un fonctionnaire nazi de l'ambassade allemande à Paris, prétexte des pogroms, comme agent provocateur de Hitler en relation avec les trotskystes. La plus grande manifestation contre les nazis américains, empêchant leur grand meeting de New York le 20 février 1939, est une initiative trotskyste dénoncée comme une provocation par les staliens. Le tournant vers un pacte possible avec Hitler est pris pendant le XVIII^e congrès du PCUS en mars 1939, lorsque Staline dénonce Londres et Paris, mais pas Berlin, les accusant de vouloir faire se battre URSS et Allemagne « *pour l'Ukraine* » et cautionnant l'annexion hongroise de la Ruthénie subcarpathique et, par là, le démantèlement final de l'Etat tchécoslovaque. Le pacte sera signé le 23 août, coup de tonnerre pour l'opinion publique pourtant clairement annoncé par Trotsky.

La première période de la seconde guerre mondiale proprement dite, qui s'ensuit, celle de la « drôle de guerre », n'a, en fait, vu de mobilisation de masse pour affronter un envahisseur que dans deux cas. L'un est celui de la résistance polonaise à la Wehrmacht, qui la surprend mais qui est écrasée dans un déluge de feu – la résistance polonaise à l'armée soviétique est faible car le partage intervient alors que la Pologne est déjà brisée, beaucoup de polonais et de juifs fuyant du côté soviétique, et les ukrainiens et biélorusses ne soutenant pas le maintien d'un Etat polonais et approuvant l'expropriation des propriétaires fonciers polonais. Comme à Prague en octobre 1938, la résistance polonaise, qui va cependant se prolonger et trouve là son origine, n'inverse pas la tendance générale.

Le second cas n'entre pas, en raison de sa position sur l'URSS, dans les vues de Trotsky (ni de Broué), et pourtant : la résistance finlandaise à l'agression de Staline, alors allié à Hitler, a vu jusqu'aux anciens survivants de la garde rouge de l'authentique pouvoir révolutionnaire finlandais de 1918, défait après Brest-Litovsk, se porter volontaires contre l'invasion !

40 en Grande-Bretagne, c'est 36 !

Malgré ces précédents, c'est bien la débâcle française qui constitue l'évènement majeur, bouleversant les rapports mondiaux, qui va susciter la réaction populaire dans d'autres pays (je reviendrai sur la France elle-même plus loin), et d'abord en Grande-Bretagne. Avant les Etats-Unis à propos desquels Trotsky soulève la question de l'appel à une intervention, que ses camarades se

garderont bien de répercuter (sans doute sans même se rendre compte qu'ils ont ainsi censuré sa position), c'est en Grande-Bretagne que la résistance armée à Hitler devient l'affaire de la population, la classe ouvrière au centre. Le tournant britannique de l'été 40 coïncide donc avec l'accélération de l'élaboration politique de Léon Trotsky stoppée net, elle, par son assassinat.

La comparaison qui s'impose concernant les anglais, écossais et gallois, est celle de la réaction profonde, mais moins immédiate, des français et des espagnols et catalans suite à la victoire de Hitler en février 1933. Le choc de la débâcle française, sans compter le fait que l'armée britannique s'y trouve prise, est d'une ampleur comparable voire supérieure. On ne sait guère de ce côté-ci de la Manche que dans la mémoire sociale britannique, ce qui se rapproche le plus de notre « 1936 » est l'été 1940. Un fait social précis montre la particularité de cette situation : en période de guerre et de pression étatique et patronale, les syndicats voient leurs effectifs progresser, et cela va durer tout au long de la guerre.

La question politique clef ici est de bien distinguer ce processus par en bas de la mise en place d'un gouvernement d'union nationale dirigé par Churchill lors de la crise gouvernementale et parlementaire des 8-13 mai 1940. Churchill, représentant ultra-réactionnaire de l'impérialisme britannique, estimait impossible pour lui d'accepter la domination impérialiste allemande du continent européen. Son arrivée au pouvoir signifie donc qu'il n'y aura pas d'entente avec Hitler, mais le type de guerre « à la Churchill », axé sur les opérations navales, accordant une importance centrale à la domination des Indes et de Singapour (qui sera prise par les Japonais début 1942), ne correspond pas du tout au type de guerre de résistance populaire aux projets de débarquement puis aux campagnes de terreur aérienne d'Hitler. Le congrès syndical des mineurs, à Blackpool en juillet 1940, réclame l'armement populaire pour affronter Hitler. Dès que la majorité de la population en aura la possibilité elle imposera un gouvernement travailliste et non un gouvernement d'union nationale, mais ce ne sera qu'à la fin de la guerre.

Tout en réprimant les grèves qui, peu à peu, se produisent à nouveau, le pouvoir bourgeois britannique doit accorder, dans le territoire britannique mais nullement dans les colonies, un champ de libertés démocratiques, culturelles, syndicales, ainsi que la participation des femmes à la défense territoriale (*Home Guard*), tout cela sans équivalent à cette date en période de guerre. Ceci n'est nullement l'œuvre de Churchill, mais l'effet de la pression sociale qui s'est exercée malgré lui et malgré l'union nationale au sommet.

Il est impossible d'affirmer qu'en dehors de cette poussée d'en bas la Grande-Bretagne aurait résisté à Hitler en 1940-1941, ou que les tendances au compromis avec Hitler, toujours présentes parmi les ministres torys (lord Halifax), n'auraient pas repris le dessus.

Grèce, Albanie, Yougoslavie.

A l'automne 1940 Mussolini ne voulant pas être en reste prend l'initiative d'attaquer la Grèce, depuis l'Albanie que l'Italie a progressivement vassalisée et qu'elle occupe depuis avril 1939. La Grèce est dirigée par le général Métaxas, admirateur du fascisme. A la surprise générale, son armée repousse les italiens en Albanie. L'état-major grec n'a pourtant pas de plan offensif, mais ses troupes sont portées par une volonté populaire extraordinaire, en outre soutenues par les paysans de l'Albanie colonisée. Comme l'explique André Kédros (*La résistance grecque. 1940-1944. Le combat d'un peuple pour sa liberté*, Paris, Robert Laffont, 1966), « voici que, si longtemps brimés par la dictature intérieure, ils [les Grecs] sont soudain sollicités de la combattre sous sa forme étrangère ». Ils ne sont pas anti-italiens, mais antifascistes ; « ... l'ardeur avec laquelle le peuple grec est allé au combat

ressemble étrangement au jet de vapeur qui s'échappe d'un récipient à l'eau bouillonnante trop longtemps contenue par un couvercle. »

Il n'échappe pas à Hitler qu'une guerre populaire nouvelle est en train de battre son principal allié. Cela n'échappe pas non plus à Churchill, qui se méfie radicalement de ce que pourrait donner un tel soulèvement et veut ménager une porte de sortie à Métaxas même en cas de médiation allemande. En fait, le 10 décembre 1940, Hitler décide le déclenchement de l'opération Marita, l'intervention allemande en Grèce, pour mars 1941, et, le 18, il fait arrêter la décision secrète de lancer Barbarossa contre l'URSS pour le 15 mai. La préparation de l'attaque est connue ; Churchill envisage d'abandonner la Grèce en se contentant d'opérations de renseignement et aéroportées, notamment en Crète, ce qui produit un conflit avec le ministre travailliste Eden.

Mais un nouveau développement imprévu pour Hitler se produit alors qu'il était en train d'entraîner le gouvernement yougoslave à la collaboration et la vassalisation et de permettre le passage de la Wehrmacht : fin mars début avril une vague de manifestations serbes appuie un coup d'Etat nationaliste et antiallemand à Belgrade. Hitler décide alors d'envahir aussi la Yougoslavie, avec le soutien de l'Italie et des oustachis (nationalistes intégraux fascisants) croates, en plus de la Grèce où seront aussi présentes les troupes italiennes et bulgares. Mais aussi bien en Yougoslavie qu'en Grèce, les troupes allemandes se heurtent à une résistance populaire imprévue qui les ralentit et qui prépare la suite – la guerre des partisans. A Athènes, le 31 mai 1941, Manolis Glézos et ses camarades, un groupe de jeunes, enlèvent le drapeau nazi qui flottait sur l'Acropole. La prise de la Crète aux anglais diffère encore les plans de Hitler d'autant que les civils prennent part aux combats sans que les officiers anglais les aient sollicités. Au printemps 1941 les Balkans sous la botte donnent le premier tableau majeur des nations occupées en train de se soulever. La conséquence est que Barbarossa sera lancée non le 15 mai, mais le 22 juin, un décalage d'une importance capitale.

Barbarossa.

Barbarossa devait, on le sait, se solder par la prise de Moscou avant la fin de l'année 1941. La guerre impérialiste devient alors véritablement mondiale et pas seulement européenne : Hitler en voulant coloniser l'URSS va disputer la domination mondiale aux Etats-Unis. Les partis staliniens étaient défaitistes envers Hitler depuis septembre 1939, même si beaucoup de leurs militants, des grecs qui sortent des prisons lors de l'invasion à l'instituteur Georges Guingouin dans les bois du Limousin, sont spontanément sur une ligne de préparation à la lutte armée antinazie. Mais leur ligne fondamentale, au sommet, était celle de la demande faite par le guépéoutiste Duclos en juin 40, à la *Kommandantur*, de parution légale de *l'Humanité* ; les autorités allemandes refusent en France ce qu'elles ont accordé aux PC belge et norvégien. Pendant une année décisive, la ligne de préparation à la lutte armée contre l'envahisseur fasciste ou nazi pouvait être déployée par des forces non staliniennes dans les pays envahis. A partir de l'invasion de l'URSS les PC vont directement, en envoyant, comme en France, au sacrifice les militants juifs et immigrés, lancer la « lutte armée » sur une nouvelle ligne front-populaire d'alliance avec les dirigeants américains et britanniques. Cependant, si l'URSS n'a pas été vaincue par Hitler en 1941, ils n'y sont pour rien.

Les territoires occupés par l'URSS en 1939-1940 dans le cadre du pacte Hitler-Staline ont été conquis en quelques jours, au maximum en deux semaines, par la Wehrmacht. Les populations l'ont, en fait, bien accueillie, et une partie d'entre elles, avec les organisations nationalistes intégrales bien disposées envers les nazis comme l'OUN ukrainienne de Bandera, ont pris part aux pogroms antisémites. Mais rapidement, la réalité du projet nazi est apparue : colonisation s'appuyant sur le

maintien des kolkhozes, aucune concession aux sentiments nationaux, massacres de masse et famine. Le retard d'un mois et une semaine causé par la résistance grecque, serbe et albanaise a fait le reste : ce sont des troupes allemandes fatiguées et non équipées pour l'hiver qui voient leur élan enfin brisé aux abords de Moscou, Leningrad, Sébastopol et Rostov, où apparaît une résistance populaire, ouvrière, armée, à leur progression. Il convient de relativiser, voire de renoncer, à de vieux récits souvent chers aux trotskystes, sur la reconstitution de quasi milices ouvrières voire le renvoi de déportés oppositionnels en première ligne, qui bloquent les forces allemandes ; ces récits légendaires reflètent les illusions persistantes sur l'URSS et sa « nature ». Est par contre attestée, dans Moscou et toute la région, dont l'arc ouvrier de Kostroma/Ivanovo-Voznessensk, une effervescence à la base produite par la panique dans la bureaucratie et les mesures d'évacuation : souvent, les ouvriers sont convaincus que les « huiles » vont les abandonner sur place, des grèves sur le tas ont lieu pour sauver le matériel et imposer des mesures de défense à tout prix (Oleg Khlevliuk, *Staline*, Folio-Gallimard, 2019). Inquiets, à juste titre, du paiement des salaires, et craignant le dynamitage des installations, des émeutiers bloquent usines et centres de transports. Ces émeutes sont spontanées et accompagnées de scènes de pillage et de beuveries. Elles ont sans aucun doute contribué à empêcher la retraite.

Début 1942 il apparaît que le régime stalinien a tenu, mais l'effondrement n'est pas passé loin : il n'a été ni renversé par l'invasion, ni chassé par un soulèvement d'en bas. Toute l'énergie d'en bas va désormais se diriger, dans l'armée rouge et au-delà, contre l'invasion nazie. La direction stalinienne chevauche ce mouvement en s'efforçant de garder le contrôle, en adoptant un discours patriotique russe, et en relâchant temporairement la maîtrise directe de l'économie. Dans les zones occupées la barbarie nazie multiplie la formation de groupes de partisans, alors que la principale force armée collaborationniste, l'armée Vlassov, sort directement du giron stalinien. Il est clair cette fois-ci, pour tout observateur sérieux, que Hitler ne peut pas gagner la guerre et va s'effondrer d'une façon ou d'une autre.

Mais l'impérialisme allemand ne peut sortir de sa fuite en avant. L'offensive de 1942 vise le pétrole à travers le Caucase, objectif fou qui aboutit à ce que la Wehrmacht construit elle-même le piège dans lequel elle sera prise à Stalingrad. Hitler impulse le génocide des Juifs – pogroms dans la zone occupée par l'URSS en 1939, puis « shoah par balles » à l'automne 41 et en 1942, et « solution finale » des camps d'extermination drainant toute la judéité européenne, sont organisés.

Les PC des Balkans prennent une place à part.

Durant cette période intermédiaire, entre le coup d'arrêt devant Moscou, qui signe le vrai commencement de la fin pour Hitler, et la bataille de Stalingrad puis celle de Kursk, qui en commencent la mise en œuvre, les partis communistes de la zone balkanique parviennent en position dirigeante dans les guérillas de masse antiallemandes.

En Yougoslavie, fin 41 une insurrection paysanne de masse au Monténégro a coïncidé avec la prise d'Užice par le PCY ; la fuite des unités de partisans de ces deux secteurs et leur jonction dans le Sandjak, donne naissance à une force officiellement « communiste » et « stalinienne », mais autonome, disposant de son propre appareil armé indépendant, qui, contrairement à la ligne d'union nationale, est en guerre aussi avec les tchetniks, nationalistes serbes.

Le PC albanais d'Enver Hoxha est créé sous l'égide des yougoslaves en liquidant une centaine de militants soupçonnés de trotskysme ou d'indiscipline, afin de prendre en main les armées paysannes qui apparaissent ici aussi.

En Grèce, alors que les grèves se succèdent à Athènes et que les « bandes » se multiplient à la campagne, le PC envoie, en 1942, le militant Aris Velouchiotis les fédérer, théoriquement sur une ligne d'union nationale. Mais le PC grec avait commis l'« imprudence » de lancer le mot d'ordre d'assemblée constituante au lendemain de l'intervention allemande : cet écart par rapport à la ligne de Moscou pose un obstacle à l'alliance avec les officiers monarchistes et les fascistes pro-britanniques, tout en facilitant encore plus l'entrée massive des plus larges masses dans l'armée de libération nationale en formation, l'ELAS (Hellinikos Laikos Apelleftherotiko Stratos, Armée de libération du peuple hellénique), sous la direction d'Aris.

Maquis et partisans.

D'une façon générale, mouvements de résistance et de partisans connaissent un essor croissant dans les pays occupés d'Europe, qui trouvent un thème spontané de mobilisation, fin 1942, dans le refus du STO, le Service du Travail Obligatoire consistant à faire des jeunes hommes de tout le continent des esclaves salariés en Allemagne. La Grèce est justement le pays d'Europe où les autorités d'occupation ont été contraintes de renoncer au STO. Mais les partis stalinien ont pris le tournant et cherchent partout, souvent avec un succès que permet l'indiscipline belliciste initiale de certains de leurs militants et cadres, qui seront par la suite purgés, à prendre le contrôle du mouvement. C'est ainsi qu'en France, les FTP (Francs-Tireurs et Partisans) puis les maquis naissent de l'organisation des bandes de jeunes réfractaires au STO.

Selon Marc Loris (Jean Van Heijenoort), l'ancien secrétaire de Trotsky, dans son important article de septembre 1942, *La question nationale en Europe*, publié dans le *Cahiers Léon Trotsky* de septembre 1985, « *En dehors des stalinien, les deux centres les plus notables de résistance du mouvement ouvrier sont constitués par les groupes socialistes de gauche en Pologne (certains proches du trotskysme et tous hostiles au gouvernement en exil) et par ce qui reste du mouvement syndical norvégien, que les nazis n'ont pas été capables d'extirper totalement.* »

Après avoir signalé la description du socialiste gaulliste André Philip sur le caractère surtout ouvrier et populaire de la résistance en France, il insiste particulièrement sur la Pologne : « *Le caractère social du mouvement est également particulièrement clair en Pologne. Là, la résistance à l'oppression allemande, au moins dans les villes, est dirigée par les groupes ouvriers socialistes qui n'ont que haine pour le régime d'avant-guerre et que mépris pour le gouvernement en exil de Londres. Ce trait du mouvement de l'empêche pas cependant de se déployer sous le mot d'ordre de l'indépendance du pays. Et à juste titre !* »

La question de la défense des Juifs et de l'autodéfense juive.

En outre, il est, de manière rétrospective, dramatiquement évident que dans la lutte antinazie, la défense des Juifs, et leur autodéfense, aurait pu et dû tenir une place essentielle, ainsi que celle des Roms ou Tsiganes. La dénonciation spécifique de l'antisémitisme nazi est un thème présent chez Trotsky, mais qu'il n'a pas développé. Si sauver et cacher des Juifs fut souvent un acte important de résistance, seuls deux épisodes massifs de lutte sociale et démocratique s'y rattachent directement : le *Februari Staking* à Amsterdam, les 22-24 février 1941, est le premier. L'occupation des Pays-Bas était d'une violence croissante à laquelle prenaient pleinement part les nazis hollandais de Seyss-Inquart, qui avaient entrepris de rafler et déporter les Juifs plus précocement ici qu'ailleurs dans les pays occupés d'Europe occidentale. Les traditions syndicalistes ainsi que certains aspects du protestantisme réformé libéral étaient heurtés frontalement par l'antisémitisme. En février 41, l'élimination d'un nazi hollandais par un groupe d'autodéfense juive entraîne des rafles massives. La

population est indignée. Dans cette ambiance explosive, la section locale du petit PC – que les autorités d'occupation n'ont pas autorisé et qui, ici, semble ne l'avoir d'ailleurs pas demandé – lance un appel à la grève générale - une initiative totalement autonome. A la surprise générale, cet appel est massivement suivi et des centaines de milliers de manifestants déferlent. La répression fera plusieurs centaines de morts. La disponibilité à la lutte pouvait-elle être mieux démontrée ?

Le second épisode massif de solidarité contre l'antisémitisme se produit au Danemark. Il est d'une nature différente car étroitement lié au problème de la nature de l'Etat et du degré de vassalisation de celui-ci par l'Allemagne nazie : en 1940 c'était en effet un protectorat allemand qui avait été mis en place sur le Danemark, préservant l'appareil d'Etat local et la démocratie formelle, existence des partis comprise. La pression pour la persécution et la déportation des juifs fut le biais principal d'une soumission accrue de l'Etat. En août 1943 l'Allemagne réclame des mesures antijuives et l'interdiction des grèves, puis impose par un ultimatum et des prises d'otage le passage à un régime d'administration directe. Ce sont la social-démocratie et les fonctionnaires en place qui ont réalisé l'évacuation vers la Suède, en octobre 1943, de 7220 des 7800 juifs du pays et de quelques centaines de leurs conjoints.

Dans une politique militaire prolétarienne, sauver les Juifs tout en soutenant leur autodéfense et en leur faisant toute leur place dans la lutte aurait pu être un aspect moteur du combat. Force est de constater que ce mobile, non seulement a été absent des objectifs de guerre soviétique (la Shoah est absente dans la propagande sur la « grande guerre patriotique » et Staline a fait fusiller les dirigeants du Bund Salomon Erlich et Victor Alter, réfugiés de Pologne en URSS et qui l'avaient alerté sur la préparation de Barbarossa) et occidentaux (pas de bombardements des voies ferrées menant aux camps d'extermination, mieux valait bombarder Dresde et les villes ouvrières allemandes ...), mais il n'est pas apparu clairement dans le programme des divers mouvements de résistance et des luttes de masse, à l'exception du Februari Staking d'Amsterdam et du sauvetage des juifs danois. Les juifs tiennent une place importante parmi les partisans de Biélorussie. L'autodéfense juive elle-même culmina, les 19 avril-16 mai 1943, dans l'insurrection du ghetto de Varsovie, menée par une organisation de combat groupant bundistes et sionistes de gauche, caractérisée par l'extrême jeunesse de ses membres, qui savaient être condamnés mais avaient décidé de mourir en combattant.

Darlan, Giraud, De Gaulle ... Badoglio.

La situation générale de l'Europe rendait impérieuse une intervention militaire anglo-américaine directe sur ou en vue du continent. La cause profonde en était l'inévitable effondrement du nazisme à moyen terme. Roosevelt et Churchill cherchent à prévenir la révolution autant ou plus qu'à libérer rapidement la France et les pays occupés. C'est ce qui explique le très grand angle par lequel la reconquête de l'Europe occidentale est engagée fin 1942 : par les colonies françaises du Maroc et d'Algérie, en s'entendant avec l'ami de Hitler Franco, auquel le maintien au pouvoir en Espagne est promis de même qu'à Salazar au Portugal, pour passer Gibraltar, et en misant sur l'amiral Darlan, bras droit jusque-là de Pétain, comme nouvel allié privilégié, le tout en préservant bien entendu la domination coloniale mais même le régime dit de Vichy avec son statut discriminatoire envers les Juifs !

Cette orientation politique avait largement commencé à nourrir crise et contestation aux Etats-Unis, inquiétant grandement toute la « gauche rooseveltienne », et en Grande-Bretagne, quand un jeune royaliste et gaulliste assassine Darlan. Qu'à cela ne tienne : le nouvel homme fort sera Giraud,

militaire français typique, prisonnier en Allemagne en 1940-1942 puis évadé, rallié à Pétain mais qui avait espéré être investi par Roosevelt des pleins pouvoirs après un débarquement qu'il avait cru devoir avoir lieu en Provence ...

Nous avons donc affaire à la recherche effrénée d'un chef militaro-bonapartiste de la France « libérée », pour laquelle les impérialismes nord-américain et britannique rechignent à envisager le rétablissement des libertés démocratiques d'une république bourgeoise « normale ». Du coup, la personnalité militaire qui avait fait le plus précocement le choix de la poursuite de la guerre à leur côté, le général De Gaulle réfugié à Londres dès juin 1940, bénéficiant du choix des chefs socialistes de le reconnaître comme dirigeant de la « résistance », puis s'alliant après juin 41 avec les FTP communistes, apparaît, lui, comme le seul chef militaro-bonapartiste antiallemand semblant garantir un plein rétablissement des libertés démocratiques sans compromis avec le pétainisme, d'où sa popularité par rapport aux Darlan et aux Giraud.

Cette politique des alliés est fort significative, mais elle était intenable. Je me permets ici un morceau de récits familiaux personnels. Mon oncle Benito Hieyte, républicain basco-espagnol libéré d'un camp de concentration franquiste, a rejoint les troupes américaines d'Afrique du Nord en tant qu'« apatride ». Il racontait que dans son régiment, on ne cessait d'exiger d'aller butter Mussolini en Italie et Hitler en France et en Allemagne ; que les soldats avaient voté le refus de marcher contre les « arabes » si jamais cela leur était demandé ; et qu'ils avaient tourné le dos en se déculottant lors de la visite d'un ecclésiastique venu bénir les armes à Alger. Sous la forme du militarisme antinazi, c'est bien le souffle de la révolution qui pénétrait dans les forces armées.

Le caractère intenable de cette politique, malgré le terrain particulier qu'est le milieu colonial, est manifesté par le fait que De Gaulle peut venir en Algérie où il commence à s'imposer contre Giraud, sous une unité de façade. Et dans les masses colonisées, un ébranlement s'amorce : Ferhat Abbas lance, en janvier 1943, son Manifeste qui réclame les droits démocratiques et une autonomie, cependant que les indépendantistes messalistes progressent et imposent l'unité d'action aux partisans de Ferhat Abbas et aux ulémas.

Lorsque les troupes alliées, après la jonction en Tunisie, effectuent le débarquement de Sicile (juin 1943), une option du type « dictature militaire octroyée » n'est toujours pas écartée pour la France, d'autant qu'elle est à présent envisagée pour l'Italie. C'est la révolution, latente jusque-là, qui frappe ouvertement à la porte de la guerre. Les grèves de masse se sont en effet mises à déferler avant le débarquement : le 5 mars, l'usine Rasetti de Turin part en grève, entraîne Fiat et 9 autres entreprises, et la vague s'étend. La défaite en Tunisie et le débarquement en Sicile précipitent la crise au sommet : le 25 juillet, le roi et le maréchal, jusque-là fasciste, Badoglio, bourreau des peuples d'Ethiopie, renversent Mussolini. Après Darlan et Giraud, voici Badoglio comme homme de continuité : tout en négociant en secret l'armistice, qui sera signé le 8 septembre, il fait tirer sur les manifestants. Mais les manifestations continuent, entreprenant de détruire l'Etat fasciste ...

La révolution italienne contenue et ses leçons.

Les masses italiennes déferlent, libérant Naples avant l'arrivée des troupes anglo-américaines, qui sont entourées par une foule en liesse au lieu de se retrouver, comme c'est officiellement le cas, en pays ennemi. Comités populaires et syndicats reconstitués sous la direction de communistes et de socialistes indépendants, de bordiguistes et de trotskystes (la CGL, Confederazione Generale del Lavoro), apparaissent. L'armistice est signé, mais les SS kidnappent Mussolini et le réinstallent à la tête de la « République sociale » de Salò. Les troupes allemandes occupent la moitié du territoire.

Dans la zone Nord où l'occupation allemande recule lentement, un Comité de Libération Nationale (CNL), d'union nationale, reporte à « après la victoire » les questions sociales et institutionnelles, cependant que la guerre civile, guerre sociale, éclate dans les villes et les campagnes. Dans la zone Sud, les troupes alliées ont bien du mal à faire « régner l'ordre » et Badoglio doit lui-même concéder l'élection de comités d'entreprises. Sortant de l'ombre, des militants de formation communiste bordiguiste (c'est-à-dire héritier du PC des années vingt), socialiste maximaliste (héritiers de même du vieux PS), voire anarchiste, commencent la révolution sociale tout en tendant la main aux troupes alliées, et en s'illusionnant sur l'URSS. L'extrême lenteur de la progression alliée vers le Nord s'explique par ces causes sociales et politiques, et non par des facteurs purement militaires.

Cette situation instable sera dénouée par le retour de Moscou du dirigeant du PCI, Palmiro Togliatti, qui, lors du discours dit du « tournant de Salerne » (31 mars 1944) appelle à un gouvernement d'union nationale, avec comme seule « condition » une abdication du roi en faveur de son fils -et Badoglio se soumet à la volonté conjointe de Togliatti-Staline et d'Eisenhower. La reprise en main par le PCI des formations, initialement plus nombreuses, de communistes autonomes ou indépendants qui, souvent, s'imaginent que c'est Togliatti qui est infidèle à Staline, se déploie dans une relative souplesse dans les semaines qui suivent, le PCI parvenant souvent à intégrer les militants les plus radicaux tout en étant aussi rejoint, en tant que facteur d'ordre, par les milieux bourgeois et petit-bourgeois, comme en Espagne en 1937, intellectuels ci-devant fascistes y compris. Sous des formes diverses, à Naples comme à Rome et à Turin comme à Legnano, le PCI d'en haut a à chaque fois dû supplanter, liquider et absorber un PCI d'en bas ou d'autres organisations spontanément révolutionnaires. Le profil spécifique du stalinisme italien prend ici ses racines (la référence trompeuse à Gramsci en sera par la suite une sorte de manteau idéologique).

La réussite de l'opération passe par la normalisation-intégration des syndicats, qui doivent être sous le contrôle des partis membres du CNL, partis bourgeois comme la Démocratie chrétienne comprise, représentés dans leur direction à l'instar du CNL : la CGL est remplacée par la CGIL (*Confederazione Generale Italiana del Lavoro*). Ces conditions politiques sont réalisées préalablement à la libération de Rome, début juin 44, suivie de la formation du gouvernement d'unité nationale dans sa forme finale, écartant Badoglio, présidé par l'ex socialiste et politicien bourgeois ayant soutenu l'ascension de Mussolini dans les années vingt Ivanoe Bonomi, avec la participation ministérielle de Togliatti et du PCI, l'élection d'une assemblée constituante étant renvoyée à plus tard.

Si la guerre sociale est loin d'être terminée – elle va se déchaîner dans tout le Nord de l'Italie – les conditions politiques assurant un évitement de la révolution, et une transition vers une démocratie bourgeoise penchant plus vers le parlementarisme que vers le bonapartisme, car s'appuyant sur les partis issus du mouvement ouvrier, PCI et PSIUP puis PSI, sont désormais assurées. Les généraux alliés et la direction du PCI se sont étayés mutuellement, dans une collaboration quasi organique. Roosevelt et Eisenhower ont compris que l'on pouvait s'entendre avec les staliniens et ne pas nécessairement miser que sur des figures issues des régimes renversés. Et même qu'ils étaient obligés de s'entendre avec eux. L'expérience italienne, y compris la pression exercée par les masses en mouvement sur les soldats alliés eux-mêmes, a tranché pour que les alliés, là où les troupes US sont hégémoniques, jouent le jeu, pour éviter la révolution, de la restauration de la démocratie bourgeoise parlementaire avant tout en France, ainsi qu'en Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Danemark et Norvège.

L'implosion des forces italiennes d'occupation.

La crise révolutionnaire italienne produit la capitulation et souvent l'implosion et la désertion en masse des troupes italiennes implantées notamment dans les Balkans, fournissant quantité d'armes voire d'hommes aux partisans, et conduisant parfois les allemands à les massacrer, coulant par exemple un train militaire italien dans l'isthme de Corinthe. La dynamique révolutionnaire de l'implosion de l'armée italienne, première armée de la seconde guerre mondiale à se décomposer, ne doit pas être sous-estimée : c'est la décomposition de l'armée tsariste qui avait fourni la vapeur des révolutions de février et d'octobre 1917 lors de la première guerre mondiale. Mais l'armée italienne sera la seule à finir ainsi. Nul doute qu'un Churchill a beaucoup agi pour qu'il en soit ainsi ...

En Yougoslavie les armes « italiennes » assoient la puissance des partisans communistes, qui refusent de reconnaître le roi et de former un gouvernement d'union nationale avec les tchetniks - ce que Moscou qualifie dans un télégramme, révélé plus tard par Milovan Djilas, de « *coup de poignard dans le dos de l'Union soviétique* ».

C'est probablement l'impact révolutionnaire de l'effondrement de l'armée italienne qui pousse Giraud à ordonner un débarquement en Corse. Ceci produit une situation de fait où Giraud se retrouve à la tête de forces de libération de l'île dominées par les déserteurs italiens et les communistes locaux, ce qui démontre l'impossibilité du régime militaire « continuiste » et achève de l'affaiblir par rapport à De Gaulle.

L'armée grecque du Caire : avertissement.

En Grèce, on ne se dirige pas vers une transition parlementaire, mais vers la reconduction de la monarchie, de la caste des officiers et des fascistes recyclés sous l'égide britannique, Churchill étant le maître d'œuvre. L'orientation stalinienne des sommets de la résistance nationale n'aura d'autre fonction que d'en exposer les troupes et une partie des chefs à la répression qui s'annonce. Tout cela est anticipé, dès le printemps 1943, par la crise explosive dans l'armée grecque regroupée en Egypte. Au commandement réactionnaire s'opposent les soldats, volontaires et rescapés de l'invasion allemande et de la bataille de Crète. Il est facile d'imaginer que leur état d'esprit était de même sorte que celui de mon oncle Benito évoqué ci-dessus : ils veulent combattre le fascisme, eux.

En mars 43 ils forment leurs comités élus et affrontent le commandement ; l'ambassade soviétique au Caire les éconduit, la population égyptienne les soutient. Les navires en rade d'Alexandrie sont assiégés et affamés par les forces de l'amiral Cunningham en lien direct avec Churchill. 20 000 combattants sont déportés en Lybie et en Erythrée. Le commandement allié a préféré liquider les plus valeureuses de ses troupes.

Cet exemple a été choisi, à juste titre, par Pierre Broué pour illustrer la pertinence de la « politique militaire » inconnue pensée par Trotsky, dans le *Cahiers Léon Trotsky* de septembre 1985.

Ce n'est pas pour rien que Joseph Goebbels, dans une de ses interventions radiophoniques, a dénoncé la soi-disant prise du pouvoir par des « conseils de soldats rouges » au Caire. Or, Goebbels ne visait sans doute pas que les Grecs : des mouvements se produisirent aussi parmi les soldats britanniques, j'y reviendrai ci-après à propos de la seule intervention interne à l'armée de trotskystes pendant la guerre.

Front Est.

Pendant ce temps, sur le front Est, la machine nazie s'effondrait, mais la contre-révolution stalinienne avançait en réalité plus que jamais. Stalingrad, comme l'expriment deux grands romans – *Vie et destin* de Vassili Grossman et *Stalingrad* de Theodore Pliever – est au carrefour des contradictions (ne serait-ce que par son nom !), car la guerre côté russe et soviétique est sans conteste alors une guerre populaire de masse pour la survie et la libération, alors que les « punitions » de peuples entiers – Allemands de la Volga puis bien d'autres – ont déjà commencé. Après Stalingrad et Koursk, l'avancée de l'armée dite rouge s'effectue essentiellement en Ukraine et va de moins en moins vite au fur et à mesure qu'elle approche des régions annexées en 1939 en alliance avec Hitler. L'enjeu impérial et politique qu'était l'Ukraine, et non des considérations techniques, explique ce choix.

Au printemps 1944 se produit le choc avec les nationalistes ukrainiens – des courants initialement nationalistes intégraux fascisants, hégémoniques sous l'effet repoussoir du sort de l'Ukraine soviétique depuis le Holodomor -, qui avaient, contre les allemands, pris le contrôle de la Volhynie et, assez largement, de la Galicie et de la Ruthénie. Situation meurtrière, où l'UPA-Bandera élimine un général de l'armée « rouge », Vatutin, et très confuse, en raison de la multiplicité des forces armées – armée « rouge », Wehrmacht, SS, armée Vlassov, AK polonaise (*Armia Krajowa*, Armée de l'Intérieur), partisans, et UPA-Bandera, OUN-Melnik, UPA première du nom de Tarass Boulba-Borovets. L'UPA-Bandera sans Bandera (déporté après avoir tenté de collaborer avec les nazis), opposée à la fois aux nazis et à l'armée « rouge », a adopté un programme démocratique radical reposant sur l'appropriation communautaire du sol, dénoncé comme « bolchevik » par les vrais bandéristes, mais elle est restée ethno-nationaliste, antisémite et antipolonaise. L'OUN-M bascule du côté allemand et forme la division SS « Galicie ». L'UPA de Borovets connaît en partie la même évolution programmatique que la première, s'oppose au massacre des polonais et certains de ses cadres s'opposent à l'antisémitisme, mais le nationalisme intégral ethnique reste sous-jacent.

Cette histoire – que je viens de simplifier – mal connue, et son exploitation fantasmagique par le stalinisme sur la nation ukrainienne traitée de « nazie », d'une part, par les nationalistes bourgeois ukrainiens plus tardifs faisant de Bandera et des divers bandéristes des héros sans nuance, de l'autre, forme le substrat des mythes, légendes et fakes visant l'Ukraine aujourd'hui.

L'étirement vers le Sud-Ouest et les difficultés ukrainiennes, ainsi que l'ouverture véritable du second front en France, conduisent les généraux soviétiques à programmer la grande reconquête de la Biélorussie et des pays baltes (opération « Bagration ») différée jusque-là (été 44). La Biélorussie, où pas un village n'est épargné (voir Svetlana Alexeïvitch, *Derniers témoins*), était un fruit mur gorgé de sang sur le point de tomber. Les trois pays baltes ont vu leurs minorités allemandes et polonaises persécutées et expulsées lors de la première occupation soviétique en 39-40, et les juifs éliminés par les nazis avec l'aide des nationalistes locaux. Les populations lituanienne, lettone et estonienne ont plus souffert, elles, des occupations soviétiques de 40-41 et de la reconquête de 44, ce qui favorise les guérillas nationalistes (« frères de la forêt »). L'armée « rouge » arrive alors devant Varsovie, début août 44 ... et elle s'arrête.

Le calendrier et la géographie des opérations militaires ne sont pas suffisamment éclairés par les explications militaires. L'avancée sur l'Ukraine était la première priorité, la poussée vers la Baltique la seconde. A ce stade, l'arrêt devant Varsovie ne vise à rien d'autre qu'à permettre à Hitler de détruire la ville, où la résistance polonaise avait déclenché une insurrection précisément pour la tenir

lorsqu'arriverait l'armée « rouge » (il est assez comique de voir un historien militaire « purement militaire » comme Liddle Hart, *Histoire de la seconde guerre mondiale*, Paris, Fayard, 1970, s'évertuer à expliquer « militairement » cet arrêt pile, montrant seulement qu'il n'y a rien compris). Des dizaines de milliers de morts plus tard, elle reprendra sa marche, en se comportant comme un ennemi envers la résistance polonaise et juive, craignant particulièrement les traditions du PPS et du Bund, les mouvements socialistes historiques de ces deux nations.

Le III^e Reich craque mais tient.

Nous sommes à un moment clef : Staline ne veut en aucun cas d'une nation polonaise indépendante, sous quelque forme que ce soit ; la révolution a été contenue en Italie, de manière encore précaire, et les méthodes qui ont permis de la contenir en Italie (union nationale avec rôle clef dévolu à l'appareil stalinien), vaudront pour la France ; l'armée allemande donne, de haut en bas, des signes de craquement.

Au sommet, c'est l'attentat manqué contre Hitler du 20 juillet 1944, coup d'Etat raté qui écarte les possibilités de « révolution » par en haut et rend encore plus inexorable la fuite en avant du régime.

A la base, ce sont, d'une nature différente, les nombreux gestes prudents de lassitude, neutralité ou recherche d'une issue, tels ces soldats allemands jetant des cigarettes à des manifestants à Brest.

Des mouvements dans la jeunesse allemande, dont le plus connu mais pas le seul est celui de la Rose blanche, féroce réprimés, ont précédé de quelques mois ce flottement, qui concerne les troupes occidentales – les troupes orientales sont sans doute démoralisées elles aussi, mais beaucoup plus profondément compromises dans des crimes de masse.

La réalisation des conditions politiques d'une révolution en Allemagne, aux buts démocratiques et au contenu inévitablement social, surmontant donc l'ampleur immense de la défaite de 1933, n'était pas impossible en soi, mais elle fut interdite par l'évitement de la révolution dans les pays libérés les uns après les autres, et aussi par le type de guerre mené par les alliés : la terreur aérienne, alors que rien n'a été fait pour stopper matériellement ou simplement ralentir le génocide des Juifs et des Roms, n'a pas de logique militaire, elle tétanise la population allemande, rend plus difficile toute opposition, et elle ne se limitera d'ailleurs pas aux villes allemandes mais concernera aussi les villes ouvrières en insurrection antifasciste d'Italie du Nord ou même Marseille, des foyers insurrectionnels ouverts ou possibles contre l'occupant.

Le débordement par le Sud-Est.

Durant les derniers mois de 1944 et le début de l'année 1945, l'armée « rouge » volontairement arrêtée devant Varsovie, déferle par le Sud-Est.

Fin août, l'entourage du roi de Roumanie tente un coup « à la Badoglio » chassant le dictateur Antonescu ; les masses déferlent pendant quelques jours, l'armée « rouge » entre à Bucarest le 30 août et se forme un gouvernement d'union nationale, allant des ci-devant fascistes antisémites au petit PC roumain, sur lequel le contrôle du NKVD sera renforcé dès janvier.

En septembre la Bulgarie, qui n'était pas en guerre avec l'URSS, passe de la même façon sous contrôle, avec là aussi des mobilisations populaires contrôlées. L'effondrement soudain de la Roumanie et de la Bulgarie, régimes qui avaient perdu leur base populaire et ne tenaient plus que

par la laisse impérialiste allemande, a ouvert à l'armée « rouge » « ... *le plus vaste flanc découvert jamais vu au cours d'une guerre moderne* » (Liddle Hart).

Les troupes allemandes menacées d'être prises en sandwich, et donnant la priorité à l'Italie, évacuent alors Grèce, Albanie (où elles avaient relayé les italiens dès 1941), et Yougoslavie. En Yougoslavie, c'est la pression de leur retraite sanglante qui place Tito, temporairement, en situation d'otage de l'URSS : il est évacué de Drvar, en Bosnie, par un avion soviétique, et est conduit dans l'île de Vis où il doit signer un accord avec les tchetniks pour un gouvernement d'union nationale. Mais ceci fait, personne n'y croit sur le terrain, où les partisans prennent tout le pouvoir. Les troupes soviétiques arrivent à Belgrade le 24 novembre 1944, mais les partisans ont littéralement fait la course avec elles pour contrôler réellement le territoire et, très vite, Tito se plaint des viols commis par les soldats soviétiques à leurs généraux, sidérés que quiconque, surtout un communiste, puisse oser un tel acte de lèse-majesté.

La question des viols commis par l'armée « rouge » est tout sauf un à coté désagréable : elle est absolument centrale. Ils ont été nombreux tout le long de son avancée, mais lorsqu'elle arrive en pays étranger, le phénomène devient massif, et lorsque ce pays est réputé ennemi, comme la Hongrie, ou comme, de fait, la Pologne, il concerne carrément la majorité de la population féminine (et une part de la population masculine).

Le régime hongrois tentait lui aussi de négocier mais l'Allemagne en avait pris le plein contrôle en août 44. Loin d'aller à la rencontre des nombreux groupes de combats sociaux-démocrates, communistes et syndicalistes qui apparaissent alors, l'armée « rouge » avance, lentement, en pillant, et en violant en masse. Budapest est assiégée du 25 décembre 44 au 13 février 45.

Deux régions de la Tchécoslovaquie sont « libérées » fin 1944.

En Ruthénie, ukrainienne, on a une lutte triangulaire entre armée hongroise, partisans communistes, et UPA. L'armée « rouge » qu'appuient les seconds, qui sont ensuite, très vite, purgés, occupe le pays et l'incorpore à la RSS d'Ukraine soviétique, achevant ainsi la réunification ukrainienne, mais dans le cadre soviétique dominé par la bureaucratie grand-russe.

En Slovaquie, une insurrection est victorieuse avant l'arrivée de l'armée « rouge », formant un « conseil des commissaires du peuple » à Banska Bistrika, qui demande à faire de la Slovaquie, détachée de la Bohême, une république soviétique. Qu'à cela ne tienne : comme devant Varsovie, l'armée « rouge » s'arrête et attend que les nazis et la Wehrmacht les aient écrasés, ce qui est fait fin octobre – au moins 25 000 morts.

Le versaillais Churchill aidé par Staline en Grèce.

Dans les Balkans, la répartition des sphères d'influence a correspondu à ce sur quoi Staline et Churchill se sont accordés à Yalta, qui fut plutôt, en fait, une ratification (février 45) : emprise russe sur la Roumanie et la Bulgarie, britannique sur la Grèce, « fifty-fifty », ce qui voulait dire sans l'avouer que la question n'était pas tranchée en raison de l'indépendance factuelle des partisans, en Yougoslavie et en Albanie (Winston Churchill, *Mémoires sur la seconde guerre mondiale*, t.V, vol.1, Paris, Plon, 1948-1954).

L'évacuation allemande de la Grèce signifiait donc une « libération » qui fut une mise au pas. Ces événements d'une grande violence contre-révolutionnaire sont narrés – sans que le rôle du stalinisme ne soit bien compris - dans les trois derniers chapitres de la *Résistance grecque* d'André

Kédros, et dans la seconde partie du livre *Les kapétanios- la guerre civile grecque de 1943 à 1949*, de Dominique Eudes (Fayard, 1970), et P. Broué aux pp. 48-50 du *Cahiers Léon Trotsky* déjà cité en donne la substantifique moelle. C'est en même temps que se mettait en place le « tournant de Salerne » en Italie, que des discussions au Caire et la « charte du Liban » le 30 mai, voyaient les dirigeants extérieurs de l'ELAS condamner le « terrorisme » de leur propre base sociale et populaire, et l'indiscipline des soldats mutinés un an auparavant. Pour faire accepter cette soumission de l'ELAS en Grèce même, il faut un envoyé soviétique, le colonel Popov. Les troupes allemandes évacuent en bon ordre, ce qui leur permettra de ratisser ensuite, sur leur passage, la Yougoslavie. Le pouvoir réel est aux mains de l'ELAS quand les anglais sont intronisés. Sur ordre de Churchill, le général Scobie se livre à des provocations à la manière de Thiers à Paris en mars 1871 : reconstitution de la police fasciste, et ordre de désarmement général de l'ELAS. Contre celui-ci se déroule la plus grande manifestation de l'histoire grecque, à Athènes le 3 décembre, suivie de deux mois d'affrontements pendant lesquels l'armée des montagnes demeure immobile, ne rendant pas ses armes mais restant paralysée par la volonté de Staline et de son propre appareil.

Ils sont à leur tour livrés à la répression par l'accord de Varkiza du 15 février 1945. Aris Velouchiotis (son vrai nom était Thanasis Klaras, et Aris, c'est Arès, le dieu de la guerre) engage alors le combat. Le chef stalinien rescapé de Dachau, Zachariadès, le qualifie de traître dans *Rizospastis*, organe du KKE, le PC grec. Après quoi les milices fascistes armées par les anglais mettent la main sur lui : sa tête est proménée pour terroriser, de village en village, pendant tout l'été 45. Cette première « guerre civile » annonce la seconde, celle de Markos, en 1946-1949, que suivront toutes les convulsions du communisme grec jusqu'à aujourd'hui, empêtré dans la non-saisie de sa propre histoire. André Kedros, historien honnête de celle-ci mais participant de cet aveuglement, écrit sur la caractérisation postérieure des accords de Varkiza par le PC grec comme ayant été un « *compromis inadmissible* » :

« Ce jugement n'est guère satisfaisant. Car une capitulation n'est pas un compromis. (...) L'accord de Varkiza a été un acte politique pernicieux au suprême degré. (...) il accuse rétrospectivement ceux qui l'ont conçu et imposé d'un esprit de vengeance proprement versaillais et ceux qui l'ont signé d'incapacité et irresponsabilité politique. » Estimant erroné de croire qu'ils ont été conçus comme un coup d'arrêt à l'« expansionnisme soviétique » puisque Churchill et Staline se sont mis d'accord à Yalta dont ils sont l'expression directe, il formule l'hypothèse que « *le « coup d'Athènes » a été aussi un « coup de semonce » donné par les tenants de la politique occidentale à tous les mouvements de Résistance, animés par les Partis communistes* » en Italie, France et ailleurs.

Une politique « occidentale » ? La répression à Athènes valait aussi pour Bucarest et Sofia, mais là, la mise au pas de toute organisation indépendante du prolétariat était directement effectuée par l'armée « rouge ». En fait, la synchronie de l'écrasement de la révolution grecque et de la vassalisation de l'Europe centrale par l'URSS est frappante, et c'est là que réside la clef. Il n'y a pas de politique « occidentale » mais une politique contre-révolutionnaire assumée par l'armée dite « rouge » dans toute la partie orientale de l'Europe, et en Grèce par l'armée britannique et les fascistes grecs, mais permise seulement par l'appareil stalinien. L'élimination de centaines de trotskystes ou supposés tels en même temps que la trahison et la quasi livraison d'Aris sont simultanées et relèvent de la même politique.

La libération de la France.

La libération de la France voit une sorte de course entre le deuxième front des alliés et la poussée vers l'insurrection nationale, et sociale, dans le pays. Stalingrad et la révolution en Italie ont tendu

toute la situation politique et sociale française. Le mot d'ordre de préparation de l'insurrection nationale, que personne n'avait lancé en 1940, et que les gaullistes n'ont jamais mis en avant, est début 44 celui du PCF, de la CGT réunifiée et des FTP, mais entendue comme nécessairement combinée, en fait en position seconde, par rapport au débarquement attendu des anglo-américains et des FFL (Forces Françaises Libres).

En fait l'insurrection aurait pu précéder celui-ci : à Marseille les grèves culminent dans une grève générale sur la question du ravitaillement le 25 mai, suivie, en réaction aux rafles de syndicalistes, d'une insurrection de toute la ville avec prise d'assaut des prisons et des dépôts d'armes ... lorsque se produit le bombardement US de la ville le 27 au soir, faisant 5000 morts sans effets militaires.

Entre le 6 juin, où commence le débarquement de Normandie, et la percée d'Avranches après le 31 juillet, les maquis passent à l'offensive, mais n'occupent qu'une place subordonnée du point de vue des chefs militaires alliés, et ceux du Vercors et du Mont-Mouchet sont écrasés. C'est la désobéissance prudente de Guingouin, qui refuse de prendre Limoges comme on le lui ordonne, préservant ses forces, qui lui permet, tout en expropriant les entreprises de patrons collabos, c'est-à-dire la plupart, de former la plus grande armée de partisans que la France ait connu (sans doute 40 000 combattants à la fin). Dans la vallée du Rhône, les violences de masses des troupes allemandes en repli s'abattent sur la population, ainsi qu'à Oradour, mais avant l'arrivée des alliés suite au débarquement de Provence le 15 août, des comités patriotiques qui sont de fait des conseils ouvriers prennent le contrôle de nombre d'entreprises (Berliet à Lyon, 22 boîtes de Marseille, les mines du Tarn, l'arsenal de Tarbes ...).

Début août, la poussée vers l'insurrection armée autour des maquis, qui sortent justement du maquis, dans le Sud, et la grève des cheminots en région parisienne, mettent l'insurrection nationale à l'ordre-du-jour. La grève des cheminots est générale le 10 août, mais ils sont en même temps circonspects car ils voudraient des armes pour ne pas être écrasés. Mais c'est le point de basculement à la fois dans l'appareil d'Etat et pour les troupes alliées : la police entre en grève (raffleurs du Vél d'Hiv' compris !) et les troupes alliées foncent sur Paris le 15 août. C'est une ville en grève générale, où les FFI aidés par la police soucieuse de se préserver ont investi les bâtiments publics, dans laquelle les troupes alliées décident de permettre à De Gaulle d'entrer en triomphateur, le 26 août : la mise en place d'un gouvernement d'union nationale à participation communiste et socialiste présidé par De Gaulle, écartant toute élection immédiate d'une assemblée constituante est réussie – il faut reconstituer l'appareil d'Etat d'abord, depuis le haut : le président autoproclamé nomme les ministres et nomme, surtout, les préfets -, mais beaucoup plus autonome envers les généraux alliés que le gouvernement Bonomi-Togliatti en Italie.

Cependant, la stabilisation relative ne sera vraiment garantie qu'un peu plus tard, à l'automne, quand le dirigeant stalinien Thorez, demandé par De Gaulle qui l'amnistie pour sa désertion de 1939 et a négocié directement, par télégrammes, avec Staline, revient d'URSS pour lancer son « *Un seul Etat, une seule armée, une seule police* » - ceux du capital- et imposer la dissolution des groupes armés issus de la Résistance.

Guerre sociale en Italie.

En Italie, nous avons vu que le cadre politique de reconstitution d'un Etat bourgeois parlementaire est à peu près en place depuis le printemps 1944, mais la question s'est en fait reposée dans chaque région du Nord à conquérir par les alliés, rythmée par les vagues de grève de décembre 1943, mars 1944, septembre-novembre 1944 – grève victorieuse contre les déportations de main-d'œuvre en

Allemagne, et par les offensives des partisans en général réfrénées par les forces alliées. Temistocle Vaccarella, dirigeant des « communistes intégraux » de Turin, principale force ouvrière jusque-là dans cette ville clef du mouvement ouvrier italien, fut assassiné, vraisemblablement par les staliniens, le 19 juin 1944. Finalement, l'offensive finale fut très tardive : la défaite allemande était acquise et l'Allemagne envahie et détruite en profondeur lorsque l'offensive finale, avec appel à l'attaque générale des partisans, contre le régime « social » de Mussolini, fut lancée le 25 avril 1945.

Cette lenteur spécifique dans la libération de l'Italie, alors qu'elle avait été le premier pays européen où débarquèrent les alliés – de juin 1943 à avril 1945 – est la conséquence de ce problème clef : le risque du renversement révolutionnaire des tyrans qui dirigeaient les pays de l'Axe.

L'attaque finale ne rencontre aucune difficulté militaire : les troupes allemandes se replient où se rendent. Seuls des groupes de fascistes résistent. La haine accumulée, de longue date mais de manière concentrée au cours des deux années précédentes, fait que le CNL considère la mort des hiérarques fascistes après un « jugement populaire » comme inévitable. C'est ce qui arrive à Mussolini le 28 avril. L'exécution du fondateur du fascisme (et les outrages au corps du dictateur, corps qui était au centre de l'imagerie du régime d'une manière à laquelle ressemble, aujourd'hui, celle de Poutine), fut après coup assumée par les dirigeants du CNL, Luigi Longo en tête, mais elle a bien été la vengeance spontanée d'un groupe de partisans, agissant au compte de tous les peuples d'Europe et photographiée pour cela. Elle devait symboliquement, pour les tenants du retour à la « normalité », être la dernière catharsis expiatoire.

Lutte armée, stalinisme, constituantes : Grèce, Italie et France.

Grèce, Italie et France étaient trois pays en situation stratégique pour les enjeux de la révolution européenne dans la seconde guerre mondiale, car chacun était à sa façon un maillon faible du système impérialiste de domination mis en place par Hitler à l'échelle du continent.

Dans chacun, nous avons une poussée révolutionnaire qui s'inscrit complètement dans le prolongement du combat, aboutissant toujours à la lutte armée sans jamais s'y réduire, pour chasser l'envahisseur nazifasciste.

Dans chacun, le débarquement des « libérateurs » vise en fait à prévenir une explosion insurrectionnelle sociale et nationale, et ne parvient à jouer ce rôle que par la participation active des appareils staliniens. Le retour de Palmiro Togliatti avec le discours de Salerne et l'offre de la formule du gouvernement d'union nationale aux alliés et aux classes bourgeoises, le retour de Maurice Thorez souhaité par De Gaulle pour assurer l'unité de l'appareil d'Etat et éradiquer les éléments de « double pouvoir », et le retour de Nikos Zachariadès pour dénoncer Aris comme traître et le livrer à la mort et lancer la chasse aux trotskystes, sont à chaque fois les moments clefs, par-delà les différences, de la reconstruction d'un Etat bourgeois qui sera, en Grèce, une dictature militaire fascisante reconstituée, et en Italie et en France, une démocratie parlementaire.

Cette différence majeure entre le cas grec et les deux autres entraîne une différence tout aussi majeure dans l'attitude spontanée des masses, et dans ce qu'aurait dû être l'attitude d'organisations révolutionnaires, envers les troupes « libératrices » : en Grèce ce sont des ennemis qu'il va falloir combattre, en Italie et en France il faut les accueillir à bras ouverts, mais pour subvertir les soldats et ouvrir la voie à l'extension de la révolution par la liesse populaire et démocratique. D'où les souvenirs différents laissés dans la mémoire collective : en Italie ce qui avait été conçu comme une occupation fut converti par les masses (non sans heurts et exactions) en « libération » ; en France le souvenir

collectif est bien celui d'une « libération » - gâchée par la violence petite-bourgeoise et chauvine des tondeurs de femmes, ces sacrifiées lorsque les gros bonnets de la collaboration s'en tiraient bien mieux en général ; et en Grèce personne ne viendra appeler « libération » ce qui s'est passé en 44-45.

Dans chacun des trois pays, la question de l'élection dès que possible d'une assemblée constituante aurait également dû être au centre. En Grèce, la position en ce sens constitue le premier écart, l'écart initial, sur lequel la déviation « gauchiste », « trotskyste » ou bientôt « titiste », c'est-à-dire militariste et révolutionnaire, qui sera écrasée par les services spéciaux britanniques et guépéoutistes agissant de concert en 1944-1945, s'est ensuite développée - et ces élections n'auront jamais lieu. En Italie et en France, la tenue d'élections libres, au moins en Italie du Sud et en Sicile et Sardaigne dès 1943, et dans pratiquement toute la France dès l'automne 1944, est écartée car il faut d'abord faire en sorte qu'il y ait « un seul Etat, une seule armée, une seule police » : c'est cet Etat, et non la démocratie vivante du peuple en armes, qui pourra ensuite convoquer de manière octroyée, délimitée et contrôlée, les élections des assemblées constituantes française et italienne de 1946, et même ainsi ce ne sera pas complètement sans risques.

Enfin, dans leur enchaînement – qui, chronologiquement, commence par l'Italie, se poursuit par la France et se termine par la Grèce -, les trois grandes « libérations » apportent à leurs auteurs des leçons politiques qui fructifient dans les épisodes suivants. A cet égard, le tournant de Salerne et la main tendue de Staline aux puissances occidentales à travers lui, pour contenir la révolution en Europe et sur cette base opérer un partage de zones d'influence, est décisif, fondateur, initial.

Le capitalisme est sauvé, et Churchill, qui avait eu très peur, le sait : aux Communes il se permet de plaisanter, le 19 décembre 1944 : *« Je crois que « trotskysme » est une bien meilleure définition du communisme grec et de certaines autres sectes que le terme habituel. Il a l'avantage d'être également haï en Russie. »* (rires prolongés sur les bancs conservateurs ...). « Trotskysme » voulait dire, pour ces gens-là, lutte populaire antifasciste armée conduisant à la révolution. Dommage que cela n'ait pas voulu dire la même chose pour les trotskystes dès 1940, car cela a contribué au ricanement triomphateur de Churchill fin 44 ...

Belgique et Luxembourg.

La libération de la Belgique et celle du Luxembourg s'effectuent dans la foulée de celle de la France, en septembre 1944, et dans des conditions politiques en partie similaires, le rôle clef étant joué ici par le Parti Ouvrier Belge qui assure d'abord le retour du gouvernement exilé en 1940. La volonté populaire d'amélioration des conditions de vie du plus grand nombre et d'épuration s'exprime vigoureusement : grèves, manifestations de ménagères pour le contrôle des prix à Bruxelles, sur laquelle le général anglais Erskine fait tirer, cependant que certains de ses soldats fraternisent. Lors de l'offensive « Rundstedt », des groupes de volontaires civils exigent des armes pour combattre la Wehrmacht – et, notons-le, le PCR trotskyste soutient cette revendication, sans en tirer de conséquences politiques générales. La question royale va cristalliser l'affrontement social et politique qui est directement sorti de la guerre, car Leopold II avait joué un rôle proche de celui de Pétain en 1940, devenant la question institutionnelle clef à partir de laquelle va se développer, par la suite, la question nationale flamande et celle du statut de la Belgique.

Au Luxembourg, la résistance intérieure conteste le retour de l'ancien gouvernement, puis lui impose un élargissement et des élections générales.

Libérations et secondes occupations dans les mémoires collectives.

La défaite de l'Axe a été vécue comme une victoire à Washington, Moscou et Londres, mais le sentiment populaire lors de la « libération » des pays d'Europe occupée fut en réalité très variable en raison des réalités.

Ce ne fut une libération réelle, avec ses espoirs et ses désillusions, mais une vraie libération, qu'en Italie (ici, contre les plans des alliés), en France et dans les pays occidentaux occupés, ainsi qu'en Yougoslavie et en Albanie, mais ici comme issue d'une guerre civile mettant en place un régime autoritaire.

En Europe centrale, que ce soit en Grèce d'une part, dans tous les pays « libérés » par l'armée « rouge », ce fut le passage d'une occupation à une autre (et pour les régions ayant fait l'objet du partage entre Hitler et Staline en 1939, pas pour la première fois).

Apocalypse allemande.

La dernière séquence de la guerre en Europe commence avec la surprenante contre-offensive allemande des Ardennes belges et luxembourgeoises, dite abusivement « offensive Rundstedt » alors que ce général n'y est pour rien, car son auteur est Hitler qui, à la suite de la crise de l'été 44, est plus que jamais le chef militaire effectif du III^e Reich.

L'échec de cette dernière attaque, lancée le 16 décembre 1944, est immédiatement suivi de la reprise de l'avancée de l'armée « rouge » en Pologne, Varsovie étant détruite, le 12 janvier 1945. Depuis Yalta où il confère avec Roosevelt et Churchill, Staline ordonne à Joukov, le 6 février, de stopper pour donner le temps aux occidentaux d'avancer de leur côté. C'est alors qu'Auschwitz est libéré, par une division ukrainienne de l'armée « rouge », et que Vassili Grossman entrant dans Maidanek et Treblinka comme correspondant de guerre documente ce que l'on appellera plus tard la Shoah, dans des écrits qui seront bientôt mis sous embargo en URSS. L'Etat bureaucratique polonais, formé autour d'un parti qui n'est pas l'ancien PC polonais, totalement massacré et dissous par Staline en 1937, mais un appareil nouveau, est implanté à Varsovie.

A partir de fin janvier, les bombardements de terreur redoublent : ils sont menés par les aviations américaine et britannique mais fortement sollicités par Staline. Le crime de masse du bombardement de Dresde se produit mi-février. Cette campagne ne répond à aucune nécessité militaire et, répétons-le, n'a jamais non plus visé la logistique des camps de concentration ou d'extermination. Au contraire, les décombres accumulés seront un obstacle, reconnu comme tel, à la progression des troupes occidentales à partir de l'avancée puis du franchissement du Rhin début mars. Cette progression est désormais rapide et concerne aussi la plus grande partie des Pays-Bas.

Les 6-9 avril l'armée « rouge » s'empare de la Prusse orientale, où Staline a prévu une épuration ethnique remplaçant la population par des russes et des biélorusses. Tardivement la marine allemande évacue un million de civils. Dans le reste de la Prusse orientale, en Silésie et en Poméranie, les viols de masse produisent une panique qui rend inopérantes les interdictions nazies de reculer. 7 millions d'allemands, pris entre le rouleau compresseur du viol de masse, car l'armée « rouge » c'était cela, et les mitraillettes SS, « passent à l'ouest » : cette expression apparaît là. Le déplacement de population qui se produit, où les allemands chassés, tués ou fuyards seront remplacés par les polonais eux-mêmes expulsés à l'Est, cumulé avec le génocide nazi des juifs et des roms, et complété ultérieurement par l'expulsion des ukrainiens, crée une Pologne ethniquement « pure », réalisant sous l'égide stalinienne le vieux programme de la droite polonaise non

pilsudkiste : cette situation ne sera réellement modifiée que 77 ans plus tard, en 2022, avec l'arrivée des réfugiés ukrainiens dans les villes polonaises.

Le 13 avril l'armée « rouge » entre à Vienne. L'Autriche étant reconnue comme indépendante par les vainqueurs, le vieux chef social-démocrate Karl Renner prend la tête d'un gouvernement de coalition dès le 27 avril. Les exactions soviétiques à Vienne et dans les Länder de Burgenland, Haute-Autriche et Basse-Autriche qui ont été attribués à l'armée « rouge » à Yalta légitiment, si l'on peut dire, par contrecoup, la coalition rouge-noire (sociaux-démocrates et chrétiens-démocrates) qui va gouverner ce pays.

Fin avril se produit l'effondrement des troupes allemandes en Italie dont j'ai déjà parlé : les généraux capitulent en désobéissant à Hitler. L'appareil d'Etat répond de moins en moins à ses ordres : si les SS montent des opérations, l'armée laisse les occidentaux progresser en espérant qu'ils occuperont Berlin. Mais les Länder de Brandebourg, Mecklembourg, Saxe, Saxe-Anhalt, Thuringe (la future RDA) ont été définis comme zone d'occupation soviétique à Yalta, les américains occupant le Sud de la future RDA et les britanniques le Nord, moins les morceaux un peu plus tard attribués à la France.

En résumé, trois faits définissent l'Apocalypse allemande en 1945 : les bombardements dantesques détruisant les villes ; le viol d'une majorité des femmes là où arrive l'armée « rouge » et la purification ethnique des régions orientales ; et la poursuite presque jusqu'à la fin du génocide antisémite par l'appareil SS.

Derniers actes et vrai début de la guerre d'Algérie.

La guerre en Europe ne se termine pas à Berlin et à la capitulation allemande peu après le suicide de Hitler dans son bunker, mais dans la ville non allemande qui fut la première à avoir été prise par la Wehrmacht et qui est la dernière à être libérée : Prague, dévolue à l'occupation soviétique à Yalta, ce pour quoi les troupes américaines, qui avaient investi les Sudètes, avaient stoppé leur avance. Le 5 mai une insurrection menée par les syndicats reconstitués et s'emparant des casernes et des usines, nationalise les entreprises allemandes et collabos, et liquide les SS. L'armée « rouge », comme à Varsovie, comme à Banska Bistrica, attend un peu, mais les forces allemandes ne sont plus en mesure de commettre une répression de masse : elles peuvent négocier leur retrait. L'armée « rouge » entre le 9 mai. Tous les comités populaires élus sont remplacés par des comités de libération aux membres nommé par les partis du « front national » que préside Bénès, vieux politicien national tchèque, et les entreprises sont rendues à leurs propriétaires – ou étatisées si ceux-ci ont disparu. C'est en somme la première « normalisation » de Prague qui se produit là ...

En outre, le Danemark est libéré autour du 9 mai lui aussi. Une grève de masse, appelée la « grève populaire », a précédé l'entrée des troupes alliées. Environ 250 000 réfugiés allemand ont été accueillis par la population, parfois rejetés, parfois soutenus par des gens qui, en même temps, luttèrent pour en finir avec la domination du Reich. En Norvège, où l'on aurait pu craindre la formation d'un réduit nazi ultime, la capitulation allemande produit l'effondrement instantané de l'occupation, dans une situation où la désobéissance civile de la population était largement majoritaire depuis des semaines.

Ainsi se termine le récit édifiant de la seconde guerre mondiale en Europe. A Sétif et Guelma, en Algérie, dès le 8 mai, un soulèvement des ouvriers agricoles musulmans est sauvagement réprimé par les colons : c'est la suite directe de l'ébranlement de l'impérialisme français et de son ordre colonial causé par la guerre, et c'est le vrai point de départ de la guerre d'indépendance algérienne.

Conclusion sur l'Europe.

En conclusion de ce développement sur l'Europe dans la seconde guerre mondiale, et avant de dire quelques mots de l'Asie, nous devons souligner trois éléments d'analyse politique que les événements réels font bien ressortir.

Premièrement, la ligne dite de la PMP a correspondu à l'attitude qui, un peu plus tôt ou un peu plus tard, sera celle de l'immense majorité du prolétariat et des nations opprimées.

Deuxièmement, les choix stratégiques et la nature des opérations militaires des deux côtés ne sauraient en rien être compris sans ce facteur premier et pour l'éviter, le réprimer ou l'absorber, quelle qu'ait été le degré de conscience de la chose dans la tête des chefs militaires (il fut sans doute le plus conscient dans celle de Winston Churchill).

Troisièmement, l'armée « rouge », appelée par les masses les troupes russes, mène sous le nom de « lutte antifasciste » ou de « dénazification » repris aujourd'hui par Poutine contre l'Ukraine, la plus ahurissante campagne de viols de masse et de purification ethnique sur la moitié de l'Europe, plus grande vague de crimes de masse, après ceux commis par les nazis, de l'histoire du continent. Son rôle réel est totalement contre-révolutionnaire si l'on veut bien comprendre qu'Hitler était perdu et qu'elle a servi à empêcher les peuples de le défaire eux-mêmes et d'en tirer profit - il ne faut bien entendu pas la confondre avec les armées de partisans, y compris celles structurées verticalement à la façon stalinienne (Yougoslavie, Albanie, Grèce).

Quelques mots sur l'Asie.

L'autre volet de la guerre mondiale concerne l'Asie, et pour ne pas dilater encore plus le présent article, je ne lui donnerai pas le développement qu'il mérite mais m'en tiendrai à quelques mots. Les conclusions politiques, validant la PMP plutôt trois fois qu'une, que nous venons de tirer, sont encore renforcées par la prise en compte de la guerre en Asie.

La forme de la lutte armée, soit à travers des armées étatiques existantes et dans ce cas-là en contradiction avec leur commandement, soit à travers des armées de mouvements de partisans comme celles de Mao en Chine, mais il y en eut d'autres, soit à travers la volonté directe d'en bas de s'armer et de combattre, est ici prédominante de manière plus affirmée encore qu'en Europe, à la fois contre la dilatation sauvage de l'impérialisme japonais et contre le maintien ou le retour des puissances coloniales européennes. L'exception est bien entendu le Japon lui-même où la position des révolutionnaires ne pouvait qu'être défaitiste, y compris à la fin pour stopper le massacre et les crimes de masses des bombardements atomiques US.

Cette prédominance plus forte encore qu'en Europe, de l'aspect militaire de la lutte, est bien sûr lié à l'importance des questions coloniales et de libération nationale.

C'est ainsi que la guerre mondiale débouche ici directement sur la guerre civile en Chine, latente tout au long de l'alliance théorique entre PCC et Guomindang (en 1941 la seule force rouge en contact direct avec les troupes du Guomindang, la IV^e armée nouvelle, est attaquée et désarmée par celles-ci), sur une révolution prolétarienne à Saïgon contre le retour de l'impérialisme français, qui sera en 1945 défaite par les troupes à direction stalinienne du Vietminh (c'est alors que sont assassinés les trotskystes vietnamiens autour de Ta Thu Thâu), sur la poussée démocratique, agraire et révolutionnaire du peuple coréen pour son indépendance et sa souveraineté, contrée par la coupure du pays en deux, sur des guerres de libération nationale dans les colonies françaises (Indochine),

néerlandaises (Indonésie), britannique (Malaisie), américaine (Philippines, ici à l'encontre du régime néocolonial rapidement octroyé), malgré les tentatives d'union nationale en Chine ou au Vietnam.

Dans l'empire britannique des Indes, même le grand leader nationaliste bourgeois Gandhi lance en pleine guerre avec le Japon le mot d'ordre « *Quittez l'Inde* » adressé aux britanniques, en août 1942 – c'est alors le PC qui préconise l'alliance avec la puissance coloniale au nom de la guerre. L'indépendance de l'Inde, et sa partition, prennent leurs origines dans les possibilités offertes par la seconde guerre mondiale, dans la mesure où les larges masses et, avec des limitations, des secteurs du mouvement national officiel, n'ont pas respecté l'union sacrée avec la puissance coloniale.

Enfin, disons pour conclure ce trop rapide rappel que 'antagonisme entre « notre guerre » et la guerre impérialiste réellement menée éclate dans l'abominable crime de masse contre l'humanité et le peuple japonais que furent les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki.

Les trotskystes dans la guerre.

Pour appréhender la question.

Cet article ne prétend pas faire le point de manière exhaustive sur ce qu'a été l'attitude effective des trotskystes dans la guerre, mais simplement donner une synthèse générale de l'essentiel. Car nous connaissons déjà la réponse à la principale question. En effet, si nos camarades avaient mis en œuvre l'orientation suggérée, sans d'ailleurs qu'il ait eu le temps de la développer pleinement, par Trotsky, on le saurait. On ne refait pas l'histoire avec des « si », certes, mais l'examen des possibilités manquées, dans l'histoire des révolutions, est une tâche politique – une tâche politique pour aujourd'hui, pour les situations d'aujourd'hui.

Nous pouvons distinguer, du point de vue du sujet abordé ici, trois types de situations et d'action politique des trotskystes dans les années 39-45 selon les pays.

Premièrement, nous avons les situations où la question de la seconde guerre mondiale, évidemment importante partout, ne déterminait toutefois pas l'attitude politique à avoir à l'intérieur du pays donné. Chose importante, trois pays ont connu des percées de masse de la part des trotskystes et ils entrent dans cette catégorie. Le Vietnam, dans la seconde partie des années 1930, a été le premier d'entre d'eux, et ceci a nourri la véritable révolution qui tient la ville de Saïgon pendant quelques jours de 1945, avant la répression française d'une part, stalinienne d'autre part. Sri Lanka, à l'époque Ceylan, a été le suivant : le principal parti combattant pour l'indépendance nationale, le LSSP, est considéré comme « trotskyste » - il serait plus exact de dire qu'il a été fondé et dirigé par des trotskystes, et s'est développé comme parti national de masse. Ceylan, via la domination coloniale britannique, était impliqué dans la seconde guerre mondiale. Mais l'on peut toutefois estimer que l'orientation de la petite et valeureuse équipe qui a fondé le LSSP, fondamentalement anticoloniale et, en ce sens, « défaitiste » envers l'empire britannique (ils n'étaient pas les seuls), n'a pas eu à souffrir des enjeux liés à la PMP, de même en ce qui concerne les trotskystes indiens. Le troisième pays dans ce cas est la Bolivie, où l'adoption des « Thèses de Pulacayo » par le syndicat des mineurs de cuivre en 1946 matérialise l'influence de masse d'un petit parti, le POR. Là aussi, le fait qu'il se soit contenté de généralités sur la guerre mondiale n'a pas modifié son orientation nationale.

La déconnexion entre interventions nationales et orientation internationale est toutefois un problème, dans un mouvement se voulant justement être une Internationale, la IV°. Ces trois

percées, avec leurs forces et leurs faiblesses, n'ont pas été analysées ni épaulées par l'organisation internationale, et se sont faites pour ainsi dire sans elle, même si la référence internationaliste est pour elles un marqueur moral et politique déterminant. J'y reviendrai plus loin.

Les deux autres types de situations sont ceux des organisations se considérant comme parties prenantes de la IV^e Internationale directement concernés par la seconde guerre mondiale. Le cas le plus fréquent est celui où elles n'ont pas du tout ou fort peu entendu parler de la PMP de Trotsky. Des échos ont pu en parvenir, ils donnaient alors à connaître vaguement la PMP dans sa version « SWP » et ont suscité des réactions négatives, comme celle de ces trotskystes de la zone « libre » en France fin 1940. Reste le cas des organisations dont les groupes dirigeants en avaient connaissance, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

Je vais donc rapidement traiter de ces deux types politiques de situations, puis revenir sur la question de la nature de l'organisation internationale au début et la fin de la guerre.

En Europe continentale : le paradigme français. Sa documentation.

Le paradigme de cette histoire est fourni par les trotskystes français. Il est vrai que leur place est grossie par le fait qu'elle est bien documentée. La bibliographie de base comporte d'abord le très précieux fac-similé de l'organe clandestin de la section française, *La Vérité*, de sa reparution le 31 août 1940 au 25 décembre 1945, ainsi que des publications du fameux travail auprès des soldats allemands, fac-similé et traduction française de *Arbeiter und Soldat* et de ce qui a pu être sauvé de *Zeitung für Soldat und Arbeiter im Westen*, et des thèses de la conférence européenne de février 1944, avec un bon appareil critique de Jean-Michel Brabant, Michel Dreyfus et Jacqueline Pluet (Paris, EDI, 1978), et le recueil des textes « officiels » les plus importants de la IV^e Internationale en 1940-1946 (qui ne se limite pas à la France), dans le second volume des *Congrès de la IV^e Internationale* (Paris, La Brèche, 1981), sous l'égide de Rodolphe Prager, ainsi que les études de Jacqueline Pluet, *Les trotskystes et la guerre 1940-1944* (Paris, Anthropos, 1980), et Michel Dreyfus, *Les trotskystes français et la question nationale pendant la seconde guerre mondiale*, in *Revue d'histoire de la seconde guerre mondiale* de juillet 1976, et les livres de souvenirs : Jean-Pierre Cassard, *Les trotskystes en France pendant la deuxième guerre mondiale*, (Selio, années 80), présenté comme vérité historique, reflète en fait les souvenirs et positions de Pierre Lambert et est intéressant à ce titre, le précieux André Calvès, *Sans bottes ni médailles, un trotskyste breton dans la guerre* (Paris, la Brèche, 1984), Yvan Craipeau, *Contre vents et marées, les révolutionnaires pendant la seconde guerre mondiale* (Paris, Savelli, 1977), et le dernier chapitre de Paul et Clara Thaelmann, *Combats pour la liberté. Moscou-Madrid-Barcelone-Paris* (Quimperlé, La Digitale, 1983), des auteurs non trotskystes (en clair : des sectaires, mais sympathiques) très mêlés à l'histoire des trotskystes en France.

Il y a donc un effet de loupe sur les trotskystes français, au détriment par exemple des sections belge ou grecque. Ceci étant, cette focalisation a elle-même une cause historique, ou plusieurs : la place des trotskystes français dans l'histoire générale du mouvement, la place de la France dans la politique mondiale, et la spécificité de la situation française, grand pays impérialiste lui-même soumis à une oppression nationale, en 1940-1944. Ces causes font que nous avons bien là un paradigme, dont l'intérêt historique et politique est donc majeur.

Le paradigme français : de juin 40 à juin 41.

La « section française » après la tourmente de la première phase de la guerre et de la débâcle, regroupe à Paris un noyau de jeunes et très jeunes issus de l'ancien POI (Parti Ouvrier Internationaliste) dans un *Comité pour la IV^e Internationale* ; ils vont investir les structures, encore légales pour quelques mois, des Auberges de jeunesse, republier *la Vérité* clandestinement, réalisée par Marcel Hic et Marcel Pennetier, reprendre progressivement contact avec les noyaux de Brest (André Calvès) et de la zone Sud. Disons-le, cette publication qui fut le premier journal clandestin créé sous l'occupation à Paris, a un immense intérêt. Car ces jeunes militants sont sans dirigeants « au-dessus » d'eux, ils improvisent. Le résultat est brouillon et tâtonnant, mais captivant. Entre les grandes formules sur la révolution, et les revendications les plus « terre à terre » sur le ravitaillement, le dégagement d'une perspective politique orientée sur la question du pouvoir dans l'esprit de la PMP, à savoir la mise en avant de la préparation, à terme, d'une insurrection nationale pour chasser l'envahisseur nazi, sans aucune concession au chauvinisme, ne se fait pas, mais il y a des amorces en ce sens. Celui qui se dégage comme le principal dirigeant de cette période, Marcel Hic, rédige des thèses partant du fait que la France est devenue une nation opprimée. Il envisage l'alliance avec des secteurs bourgeois, d'ailleurs mal identifiés car ils ne doivent être inféodés ni à Berlin, ni à Londres : ce sera le péché originel de ce qui sera bientôt appelé « la déviation opportuniste française » et que critiquera une opposition menée par Marcel Gibelin. Ils ont pris part à la manifestation « gaulliste » des étudiants parisiens du 11 novembre 1940. Voilà qui indique que ce groupe n'est pas une secte, mais les formules attestent d'une recherche erratique, telles que « *Pour une France française dans une Europe socialiste* » ...

Parallèlement à ce principal groupe, les héritiers du courant concurrent, l'ancien PCI (Parti Communiste Internationaliste) délestés du tandem de leurs deux dirigeants « historiques », Pierre Frank passé en Grande-Bretagne et Raymond Molinier parti en Amérique latine, se regroupent aussi autour d'Henri Molinier (Testu), qui théorise bientôt que l'ordre Hitler-Staline en Europe est parti pour durer, et qu'il faut s'adapter à la situation en plaçant clandestinement des militants dans les deux organisations issues du mouvement ouvrier qui existent encore dans ce cadre, à savoir ... le PCF et le RNP de Déat ! En fait, le groupe est tourné sur lui-même car polarisé par la discussion de ces trouvailles de Testu, fortement critiquées (entre autres, par le jeune Pierre Lambert) et non mises en œuvre.

Un troisième groupe, en marge, décide que la guerre n'est que nationalisme bourgeois et qu'il n'y a rien d'autre à faire que de l'implantation lente et souterraine en usines en expliquant patiemment aux ouvriers ce qu'ils savent déjà, à savoir que patrons français, allemands ou anglais sont tous des patrons : c'est le groupe Barta (David Korner), ancêtre indirect de Lutte Ouvrière.

Le paradigme français : après le tournant de juin 41.

L'invasion hitlérienne de l'URSS rebat les cartes de la situation politique et de l'activité et des débats de ces groupes, sauf peut-être du groupe Barta pour qui, déjà, rien de nouveau sous le soleil ne saurait advenir. Concernant leurs orientations, elle les rebat dans un sens « orthodoxe », à savoir que l'on peut maintenant appeler à fond à la « défense de l'URSS » et à l'intensification de la lutte des classes.

La Vérité donne des exemples pathétiques de croyance en la résurrection de l'armée rouge de Trotsky sous la forme de *fakes*, comme on dirait aujourd'hui, auxquels ses rédacteurs veulent croire : une radio des « vieux-bolcheviks » aurait été entendue, Van Heijenoort serait accueilli à Moscou,

Mao aurait adhéré à la IV^e Internationale ... La croyance – mortelle - en ce que « *les drapeaux de l'armée rouge se joindront à nos drapeaux rouges* », titre de février 44, est présente dès le début.

Dans le groupe « Molinier » les théorisations de celui-ci sont abandonnées par l'intéressé lui-même, et une publication, *La seule voie*, est réalisée, mais la tendance aux pronostics risqués demeure : début 1943 un débat de plus en plus conflictuel est suscité par de nouvelles thèses affirmant que la colonisation de l'URSS par l'impérialisme américain va embrayer directement sur la guerre et déclencher la guerre des classes dans toute l'Europe ...

Le Comité pour la IV^e Internationale rectifie son nom en Comité « de » la IV^e Internationale début 1942 et se lance en direction des usines de la région parisienne, organisant des « groupes du Front ouvrier », un peu syndicaux, un peu « résistants », un peu « soviétiques », en fait des groupes larges de sympathisants autour de mot d'ordre de refus de la « relève » et du STO, se présentant comme défiant les occupants et les collabos sans pour autant faire partie du « front national » de la Résistance. Les militants de la « Seule voie » ont des contacts pompiers : ils publient donc une feuille titrée *Le soviét des pompiers de Paris* !

A leur échelle, les deux groupes recrutent. En décembre 1942, le Comité reprend le nom de POI, et en février 1943, les diffuseurs de *La seule voie* prennent le nom de CCI (Comité Communiste Internationaliste).

La formation du Secrétariat européen.

En janvier 1942 une réunion clandestine dans les Ardennes belge, avec Hic, Craipeau et Swann de France, Henri Opta et Abraham Léon de Belgique, et Monat-Widelin, militant allemand vivant clandestinement en France, constitue un *Secrétariat européen de la IV^e Internationale* qui se donne pour buts de reconstituer une section allemande et les liens entre sections d'Europe ainsi qu'avec le secrétariat international créé avant-guerre aux Etats-Unis. Elle adopte des *Thèses sur la question nationale* de Marcel Hic qui, sans reprendre le thème de l'alliance avec des secteurs bourgeois qu'il avait formulé à l'été 40, appelle à participer aux mouvements nationalistes de résistance qui apparaissent dans la petite-bourgeoisie, pour y combattre les tendances réactionnaires en leur sein. Ce texte est alors adopté par les directions française et belge, avec l'opposition de la tendance Gibelin en France.

Courant 1943, ce secrétariat européen s'est étoffé de deux nouveaux membres importants, Paul Spoulber dit Marcous et le grec Mikhalis Raptis dit Pablo, sorti récemment du sanatorium où il était réfugié. Pablo semble avoir eu rapidement un projet de développement politico-organisationnel, priorisant les mesures d'organisation avec de toute urgence une adaptation sérieuse aux règles de la clandestinité, et la mise en avant de la réunification entre POI et CCI, passant selon lui par la critique des déviations « opportunistes » du premier, ce qui vise Marcel Hic, et des déviations « sectaires » du second. Cela signifie une organisation tournée vers le « travail ouvrier » mais se coupant des luttes directes de libération nationale.

Fait très significatif : à la nouvelle de la chute de Mussolini, Hic rédige tout seul, au nom du secrétariat, un tract appelant notamment à des élections immédiates à une « *Convention nationale* » ouvertes aux femmes et hommes de plus de 18 ans à l'exclusion des fascistes. Pablo repasse derrière et fait condamner cette initiative sur la forme – indiscipline- et sur le fond – l'assemblée constituante est « *inopportune* ». Le POI français et le PCR belge – avec l'opposition du jeune Ernest Mandel auquel ce mot d'ordre ne semblait pas « *inopportun* » pour l'Italie – s'alignent.

Les cellules clandestines dans la Wehrmacht.

C'est aussi courant 1943 que Martin Monat-Widelin et quelques militants du POI, aidés matériellement par le couple Thalmann qui forme à lui seul une « Union des Communistes Internationalistes », réussissent à organiser clandestinement une vingtaine de jeunes soldats allemands contre la guerre et le régime hitlérien, qui diffusent *Arbeiter und Soldat* dans les casernes – le but est la reconstitution d'une section allemande décidée par le Secrétariat européen ; à Brest, c'est un groupe de soldats qui rédigent eux-mêmes le poignant *Zeitung für Soldat und Arbeiter im Westen*.

En octobre 43, la Gestapo retourne l'un des jeunes soldats et remonte la filière, ce qui conduira à une catastrophe : l'arrestation des dirigeants du POI Marcel Hic, David Rousset et Roland Filiatre. Déporté à Dora, Marcel Hic périra avec ses camarades Georges Berthomé et Yves Bodenez, car les staliniens les boycottaient et faisaient en sorte qu'ils soient envoyés dans les pires « commandos » ...

Le « travail allemand » a continué, Widelin-Monat, caché, parvenant à le poursuivre : la Gestapo l'a découvert juste avant la libération ; torturé et laissé pour mort, mais conduit à l'hôpital, il y est abattu par la Gestapo à laquelle le directeur de l'hôpital l'avait dénoncé, alors qu'Henri Molinier et Michel Pablo, armés, tentaient de l'évacuer.

Il faut le dire : cet épisode est à l'honneur de ces militants et atteste du « *droit à l'existence* » de la IV^e Internationale, selon une expression de Pierre Broué. Dans une orientation « militaire prolétarienne » conséquente, le travail défaitiste dans l'armée allemande et la fraternisation auraient eu toute leur place. Les héritiers politiques de ceux qui furent les agents et les partisans du pacte Hitler-Staline n'ont de cesse, des décennies après, de calomnier les trotskystes qui auraient soi-disant tendu la main à l'armée allemande. En réalité, ce moment politique atteste d'une possibilité et brille de l'éclat de la révolution non advenue : il nous appartient, nous pouvons nous en réclamer.

Et la lutte armée ?

L'arrestation et la mort de Marcel Hic ont vraisemblablement coupé court au conflit politique naissant qui allait l'opposer à Pablo. Il sera désormais acquis dans la « mémoire trotskyste » qu'une « déviation nationaliste » avait commencé en 1940 mais fut enrayée par la suite (selon le courant Barta, elle ne le fut jamais, mais passons), et que, dorénavant, plus question de lutte nationale antinazie, mais seulement de révolution sociale.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la question de la lutte armée en général et des maquis en particulier ait tenu une place très secondaire, subsumée sous l'appel à des groupes armés d'usines, dans l'action et les publications du POI et moins encore dans celles du CCI. Un article, isolé, fait exception dans *la Vérité*, intitulé « *Réfractaires !* », le 25 septembre 1943 : il alerte sur le massacre que l'armée allemande prépare contre les maquis et appelle à exiger des armes. « *Que Londres et Alger donnent des armes* » et que « *nous nous libérons nous-mêmes* ». Mais c'est là l'exception, certes tout à fait significative. Les maquis sont tenus pour un à-côté de l'essentiel, le « travail en usines », qui, certes, prend de l'ampleur. Un secteur militaire de l'organisation unifiée, c'est-à-dire non un secteur intervenant parmi les masses en armes mais une équipe armée de l'organisation, qui évoluera ensuite en service d'ordre, n'est constitué qu'à la libération. Henri Molinier est tué dans les combats parisiens, et André Calvés s'honore d'avoir dirigé l'exécution du maire collabo de Puteaux le 10 juillet 44.

Le fait que les staliniens aient assassiné un groupe de militants trotskystes qui se trouvaient dans le maquis du Meygal en Haute-Loire, suite à l'évasion de la prison du Puy, le 20 novembre 43, ne permet aucunement de conclure qu'un travail dans les maquis était impossible. Pietro Tresso dit Blasco, figure de premier plan comptant parmi les anciens dirigeants du PC d'I autour de Gramsci, Pierre Salini, Abram Sadek et Jean Reboul (Albert Demazière s'étant échappé un peu par hasard) ont été exécutés non pas dans un maquis « ordinaire », mais dans un camp de cadres FTP où intervenait directement le Guépéou. Et même dans ce contexte, ils ont influencé de jeunes maquisards : un jeune communiste, Paul Maraval, a été assassiné à leurs côtés (voir Pierre Broué et Raymond Vacheron, *Meurtres au maquis*, Paris, Grasset, 1997).

Mais bien entendu, un travail dans les maquis aurait été beaucoup moins risqué si ses militants avaient eu une assise politique plus large et une image moins marginale, autrement dit « si » la PMP avait prévalu depuis le moment clef – juin 40.

Rappelons qu'un trotskyste isolé, l'arménien Arpen Tavtian ou Davtian dit Tarov dit Manoukian (à ne pas confondre avec Manouchian), évadé du Goulag en 1934, ami de Léon Sedov, a fait partie du groupe Manouchian et des fusillés de l'« affiche rouge », dont l'arrestation soulève la question des responsabilités de l'appareil stalinien, pour le moins.

Rappelons aussi que l'instituteur, syndicaliste et trotskyste Marc Bourhis et son camarade le maire communiste de Concarneau Pierre Guegen, ayant rompu avec le PCF à cause du pacte Hitler-Staline, ont fait partie des otages remis aux nazis par la police française à Chateaubriand le 22 octobre 1941, alors que l'appareil du PCF a organisé l'évasion des dirigeants ayant soutenu le pacte, les Léon Mauvais, Fernand Grenier et Eugène Hénaff. Fusillés, Bourhis et Guegen, qui avaient été mis en quarantaine par la direction du PCF, ont été jetés dans la même fosse commune que Guy Moquet.

En 1944.

La période de la poussée insurrectionnelle, du débarquement et de la libération, voit la fusion du POI et du CCI dans le PCI, sous l'égide d'un secrétariat européen dont la principale tête politique est Michel Pablo, qui s'est réuni en février 1944 à Saint-Germain-la-Poterie, dans l'Oise, sous la protection du secteur militaire juste constitué du POI, avec les français Craipeau, Spoulber, Gibelin pour le POI, Grimblat et Prager pour le CCI, les espagnols Font-Farran et Mauricio, le vietnamien vivant en France Le Dem, les belges Abraham Léon (peu après tué par les nazis) et Mandel, les grecs Vitsoris et Pablo. Pour comprendre la nature des problèmes politiques, il suffira de citer trois passages clefs de ses *Thèses sur la liquidation de la seconde guerre impérialiste et la montée révolutionnaire* :

« En définitive, il n'y a pas de voie intermédiaire possible : les contradictions de la bourgeoisie sont trop aigües, la menace de la révolution est trop urgente pour qu'on puisse assister à la renaissance de la démocratie bourgeoise. Ou l'Etat réactionnaire féroce et sénile, s'appuyant sur l'armée, la police, l'Eglise, ou l'Etat ouvrier, telle est l'alternative devant laquelle se trouvent les masses italiennes. »

Ce diagnostic ne valait pas que pour l'Italie dans l'esprit de ses auteurs, mais pour toute l'Europe. Il découle en fait du refus de tout mot d'ordre démocratique (qui auraient pu, après tout, apparaître nécessaires dans la situation ainsi décrite !) et de l'incompréhension de ce que les mots d'ordre démocratiques posent la question du pouvoir. Il impuissante par avance envers la situation réelle que connaîtront tous les pays libérés à l'ouest de l'Europe.

« ... l'action contre-révolutionnaire stalinienne ne saura prendre le caractère d'occupation par l'Armée rouge que sur une échelle infime (pays limitrophes).

D'un côté, la bureaucratie craint trop l'effet du contact des masses soviétiques avec les masses prolétariennes révoltées des autres pays et se sent incapable d'empêcher leur fraternisation finale. Elle se rend, en outre, compte, de son incapacité de maîtriser les mouvements révolutionnaires que l'occupation et même l'approche de l'Armée rouge déclencherait dans les pays de l'Europe centrale et occidentale. »

Vous avez bien lu : l'armée rouge, sans guillemets, est hors d'état de réprimer ! Par essence, elle porte l'émancipation !

« Il faut dénoncer comme un mot d'ordre grossier et trompeur le mot d'ordre de « l'insurrection nationale » destiné, en réalité, à couvrir la transmission de la direction de l'appareil militaire et policier à une « direction » du même acabit. La tâche de la IV^e Internationale n'est pas de « ruser » avec les mots-d'ordre de la bourgeoisie, mais de mettre en avant sa propre politique, celle de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. »

Or, une insurrection révolutionnaire en 44 en Europe occupée, c'était forcément une insurrection nationale – qui n'a d'ailleurs jamais été, ou alors au tout dernier moment, un « mot d'ordre de la bourgeoisie ». Et par où passait la « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile » si ce n'est par des insurrections nationales ? Sous couvert de rejet de l'alliance avec la bourgeoisie, nous avons ici le rejet de la révolution par ceux qui se tiennent pour « les révolutionnaires ».

De sacrés militants ...

Il n'est pas question ici de jeter l'opprobre sur ces militants, par lesquels d'une certaine façon nous sommes là, nous aussi. Ce furent de « sacrés militants » car, avec les limites posées par leur propre orientation, ils ont réalisé des tâches remarquables, dont on donnera un dernier exemple : l'organisation, par Claude Bernard dit Raoul, du CCI, et Hoang-Dong-Tri, des travailleurs « viets » parqués dans des camps en France, préparée avant la libération, formant un mouvement à la fois syndical, national, humain, qui a empêché les Waffen SS de les manipuler contre les « blancs », aboutissant à l'élection de représentants par 15 000 travailleurs à la libération.

Ce ne sont donc ni le courage, ni les capacités militantes, de nos camarades qui sont en cause, mais bien leur orientation, et, littéralement, la manière d'être et la vision du monde qu'a construite cette orientation : celle des révolutionnaires sans révolution, dont la révolution est l'identité, mais n'est pas une réalité, la réalité du monde dans lequel ils vivent.

Le paradigme français : conclusion politique.

Au final, le PCI réunifié passe de quelques 300 militants (près de 200 venant du POI, une soixantaine du CCI et le reste du « groupe Octobre », séquelle des conflits du CCI, et de quelques isolés), à 700 fin 44. Il n'a pas « percé » : l'explication qui en sera donnée, bien plus tard, dans la tradition lambertiste par exemple, sera que nous n'avions pas compris que les masses se dirigeraient d'abord vers leurs « organisations traditionnelles » et donc que les illusions de ces militants étaient énormes. Certes, mais cette incompréhension s'insère dans un cadre politique plus général : le potentiel révolutionnaire de la seconde guerre mondiale a été refoulé, dénié, ignoré, censuré, occulté. Ce n'était pas là une politique révolutionnaire ...

... ce n'était pas là une politique révolutionnaire, et pourtant, l'histoire du trotskysme en France en 40-44 est autrement plus complexe et passionnante, car elle nous montre des militants qui, souvent (et, il faut le dire aussi, surtout au début et moins à la fin, ce qui est paradoxal car l'explosion révolutionnaire est survenue à la fin et pas au début), approchent de l'orientation révolutionnaire que je résume ici du sigle de « PMP ». Qu'est-ce qui les a fait reculer du but au fur et à mesure que, paradoxalement, il approchait ? N'amplifions pas outre mesure la responsabilité contingente des individus, comme la perte d'un Hic et le poids d'un Pablo. Il me semble qu'un fait politique, qui était en même temps une représentation affective et fantasmatique d'un grand poids, a joué considérablement : la « défense de l'URSS » et les extraordinaires illusions, pire, les légendes, qui se font jour dans *la Vérité* sitôt que Staline et Hitler sont en guerre parce que ce dernier l'a voulu. Les camarades les plus réalistes sur la question nationale ont versé dans ces visions et ont cru entendre des voix venues de l'Est tout autant que les autres. Nous avons sans doute là le facteur politique clef qui les a fait rétrograder à leur insu.

Quelques mots sur le reste de l'Europe continentale : Grèce et Italie.

La manière dont les choses se sont passées en France donne un canevas pour les autres pays où existaient des organisations ou groupes trotskystes, généralement dans un mode plus sectaire, tendant vers le pacifisme et plus éloigné encore de la PMP, sans doute un peu moins fortement pour la section belge, mais un peu plus pour les hollandais.

Il nous faudrait une étude sur les trotskystes grecs, dont je ne dispose pas. Ils furent massacrés par la sinistre OPLA, la police politique stalinienne qui recrutait dans la pègre, l'appareil stalinien se vantant d'en avoir tué 600 (liste de victimes dans Prager, *op. cit.*), en même temps qu'Aris était assassiné, pour les mêmes raisons mais sans aucune jonction entre eux. Tout indique une orientation sectaire, à un degré élevé, assimilant par exemple l'affrontement entre ELAS et officiers fascistes à un affrontement entre agents de l'impérialisme britannique et agents de la bureaucratie russe, voire déplorant qu'ailleurs dans le monde les trotskystes fassent trop de concessions au social-patriotisme (Agiros Stinas, *Mémoires. Un révolutionnaire dans la Grèce du XX^e siècle*, préface de Michel Pablo, Montreuil, la Brèche, 1990). Et pourtant, ils avaient des positions syndicales qui ne pouvaient pas ne pas les impliquer dans la poussée populaire qui portait l'ELAS, comme la direction des fédérations d'invalides de guerre dont les manifestations jouèrent un rôle symbolique important dans la résistance de l'Athènes occupée. Nous aurions donc besoin d'éclaircissements sur les contradictions de cette histoire. La perte de cadres de valeur a certainement joué son rôle – Pantelis Pouliopoulos, principal dirigeant trotskyste grec, fut fusillé par les troupes italiennes en juin 1943. En outre, Mikhalis Raptis-Pablo est issu de leur histoire antérieure, bien qu'il n'intervienne plus lui-même en Grèce depuis les années trente.

En Italie, un groupe nouvellement constitué apparaît en 1943 suite à la sortie du bagne de Nicola di Bartolomeo, dit Fosco, ancien militant qui avait été proche de Molinier dans l'émigration en France, et d'une dizaine de jeunes qu'il avait réunis : leur premier tract appelle à une assemblée constituante. Alors qu'il avait commencé à s'implanter dans le PSI et la CGL, il découvre que l'ancienne fédération communiste des Pouilles, dirigée par le bordiguiste Mangano, appelle à une « IV^e Internationale », va le trouver à Foggia et proclame avec lui un POC, *Partido Operaio Comunista*. L'historiographie trotskyste dominante sur l'Italie estime généralement que ce fut là une impasse conduisant à perdre beaucoup de temps, aboutissant, en 1948 seulement, à dégager le groupe de Livio Maitan et Libero Villone de cette ornière.

C'est sans doute là un résumé un peu rapide. En effet, la tradition bordiguiste en Italie, comme la tradition archiomarxiste et celle du groupe Spartakos de Pouliopoulos en Grèce, consistaient en courants assez sectaires, mais solidement ancrés dans une génération d'organiseurs ouvriers. Ce milieu militant était imperméable à toute « PMP », ce qui nous rappelle que les travers de nos trotskystes – schématisme, en retard d'une guerre, incapacité à trouver une troisième voie entre les pires illusions sur l'URSS et l'armée « rouge » et le rejet en bloc de toutes les forces en présence ... - sont aussi ceux d'un milieu plus large, celui de la plupart des militants oppositionnels, ou demeurés ancrés dans les bastions, voire dans leurs prisons, à leurs traditions, formés par la poussée révolutionnaire de 1917 et les défaites qui ont suivi. Ce qui n'a pas été tenté, c'était de ressourcer et dynamiser ces militants aux fortes traditions par une ligne militariste révolutionnaire leur rendant une perspective de victoire. Sous des formes différentes, les expériences grecque et italienne soulèvent ces questions.

Norvège, Allemagne, Autriche.

Je ne ferai nullement ici un parcours de tous les pays, mais il faut, concernant les positions politiques prises, signaler le cas norvégien, puis revenir sur celles des militants se trouvant dans les pays où régnait le nazisme, Allemagne et Autriche.

La Norvège est un cas spécial mais révélateur. Il n'y a pas de groupe constitué mais des militants qui se comptent sur les doigts d'une main mais ont des responsabilités dans la social-démocratie ou les syndicats. En 1940 ils se sont prononcés pour la défense de la Finlande voisine contre l'URSS. Et lors de l'invasion allemande, ils ont pris leur place dans l'armée puis dans les réseaux de résistance armée (voir Nils Kare Dahl, article dans les *Cahiers Léon Trotsky* de septembre 1990).

Quelques militants demeurés isolés et cachés en Allemagne ont tenu, mais la section que voulait créer le secrétariat européen est morte avec les jeunes soldats gagnés en 43 et Widelin tué en 44. Les émigrés, cependant, dont l'histoire a été étudiée par Maurice Stobnicer (*Contributions à l'histoire du trotskysme en Allemagne, Cahiers du CERMTRI* n° 29, 1983), ont pris des positions « originales » jugées ultra-pessimistes et liquidatrices dans l'historiographie interne du mouvement, qui les condamne. Le groupe des IKD (*Internationalen Kommunisten Deutschlands*), animé par Ludwig Johre et Benjamin Suhl, basé aux Etats-Unis, adopte en octobre 1941 le texte dit des *Trois thèses* : la régression barbare du capitalisme est là ; le nazisme est l'ennemi principal ; le mouvement des masses revient à des formes nationales-démocratiques, rappelant 1848, partout. Ces positions vont au final effectivement conduire leurs tenants à s'éloigner du marxisme en estimant qu'il ne répond plus aux besoins purement démocratiques de l'heure, mais elles représentent, d'une certaine façon, une prise en compte extrême de cette question nationale en Europe que la majorité des autres sections du trotskysme négligeaient ou méprisaient. Au moins les trotskystes allemands déterminaient-ils toute leur vision du monde par le rejet de l'horreur nazie ...

Pour mémoire, il faut aussi signaler en Autriche la position spécifique de Josef Frey, dirigeant un tantinet mégalomane, mais ayant une immense expérience de combattant, comme ingénieur militaire puis comme responsable du conseil de soldats de Vienne en 1918. En 1937 il formule une « *politique combinée de guerre* » qui se prononce, en relation avec la défense de l'URSS, pour une forme de militarisme révolutionnaire. Ces positions ont sans doute eu quelque influence en Autriche, et en Suisse où Frey s'était réfugié. Mais elles étaient formulées de manière abrupte – elles devaient remplacer totalement l'ancien « défaitisme révolutionnaire » - sans doute peu propice au débat, restèrent peu connues et ne correspondent sans doute pas, dans leur esprit, à la véritable démarche

de la PMP telle que Trotsky l'avait dessinée en 1940. Inversement, un groupe d'émigrés clandestins trotskystes venus en France d'Autriche, les RK (*Revolutionnären Kommunisten*), ont développé des positions « ultra-gauche » excluant toute forme d'intervention dans la guerre.

Un point doit être dit : les ralliements à la collaboration avec les nazis ou les fascistes furent exceptionnels. En fait, le trotskysme est probablement le courant où ceci fut le plus rare. Des anciens ont pu prendre de positions ambiguës au début de la guerre, et il y a le cas de Walter Dauge, ancien socialiste de gauche passé par le trotskysme, rallié à la collaboration en Belgique. Mais c'est tout. La campagne permanente du mensonge stalinien, animée par les partisans du pacte Hitler-Staline, sur ce sujet, fait passer soit la fraternisation, soit l'impression causée par des analyses politiques baroques à la manière d'Henri Molinier en 41, pour de la « collaboration ». Nous sommes là dans le registre du mensonge.

Les guerres qui s'intégrèrent à la seconde guerre mondiale.

Les trotskystes chinois et Chen Duxiu forment au autre chapitre de cette histoire, ce qui requiert un petit retour sur la guerre sino-japonaise, composante essentielle de la seconde guerre mondiale.

L'agression impérialiste japonaise contre la Chine commence dès 1931 et monte en puissance tout au long de la décennie, atteignant son point culminant en 1937 où se produit le terrible sac de Shanghai par les troupes japonaises. La mémoire trotskyste a généralement retenu cette guerre comme l'un des deux exemples paradigmatiques où Trotsky a défendu, contre les sectaires, le soutien d'un « pays colonial ou semi-colonial » contre un « pays impérialiste », en l'occurrence donc, soutien à l'armée du Guomindang de Jiang Jieshi (Tchang Kai Tchek dans l'ancienne version), malgré son caractère réactionnaire, sa répression de la révolution chinoise, etc., soutien ne signifiant pas union sacrée et alignement derrière lui mais permettant au contraire de continuer à le combattre avec efficacité, puisque le chef d'une « bourgeoisie compradore » s'avère incapable de réaliser les tâches qu'il prétend réaliser, à savoir l'unification et la souveraineté de la Chine, la constitution de la Chine en nation, et donc sa défense contre une puissance impérialiste. L'autre exemple paradigmatique est celui de l'Ethiopie, dirigée par une caste tenue pour féodale, agressée par l'impérialisme italien en 1935 (elle l'avait déjà repoussé à la fin du XIX^e siècle). Dans les deux cas, la leçon première à retenir est donc la défense de l'Etat non pleinement constitué comme capitalisme indépendant, et plus généralement la défense des colonies et des semi-colonies, contre la domination impérialiste et coloniale, soutien dont la perspective finale est la révolution permanente puisque le plein règlement des problèmes démocratiques, nationaux et agraires, relève du prolétariat comme classe internationale et ne peut être assumé par les bourgeoisies nationales même quand elles le prétendent.

Bien. Ceci posé, la guerre sino-japonaise comme la guerre italo-éthiopienne participaient aussi des conflits entre puissances impérialistes à l'échelle mondiale. De sorte que l'Ethiopie a reçu des armes britanniques et que la SDN (Société Des Nations, ancêtre de l'ONU) a imposé des « sanctions » à l'Italie, non respectées par l'Allemagne, ce qui a favorisé leur rapprochement, et pas non plus par ... l'URSS, qui vend du pétrole à Mussolini. La Chine de Jiang Jieshi reçoit le soutien, d'abord indirect et prudent, des Etats-Unis pour qui le Japon est une menace dans le Pacifique, et de la Grande-Bretagne qui tient à son propre empire colonial. Elle reçoit aussi le soutien de Staline, dosé prudemment là aussi : il craint une attaque du Japon contre l'URSS et la Mongolie extérieure, et préfère que le Japon soit affairé en Chine. Il impose au PCC de Mao une orientation d'union nationale, que Mao décide

d'endosser (c'est le sens de l' « incident de Xian », en décembre 1936, où le PCC sauve Jiang qu'un général rebelle avait pris en otage, inaugurant le « front uni antijaponais »).

De sorte qu'il aurait été parfaitement possible, et certains sectaires ont pris de telles positions, de prétendre que ces guerres n'étaient que des guerres inter-impérialistes par procuration, éthiopiens et chinois n'étant que les instruments des impérialismes « occidentaux », exactement comme les campistes et leurs idiots utiles sectaires prétendent aujourd'hui que les ukrainiens ne sont que les instruments des mêmes impérialismes « occidentaux » contre la Russie.

Pire : quand la seconde guerre mondiale éclate, ces deux guerres, qui se poursuivent, en deviennent des composantes. Faut-il alors que les militants qui s'étaient positionnés du côté chinois ou du côté éthiopien révisent leur position ? Concrètement la question s'est posée en Chine.

Chen Duxiu et les trotskystes chinois.

Les trotskystes chinois s'étaient réunis le 1^{er} mai 1931, avec parmi eux une kyrielle de cadres historiques du PCC des années 1920, à commencer par le fondateur du parti qui était aussi l'un des plus grands rénovateurs de la culture chinoise : Chen Duxiu. La répression détruit l'organisation en relation avec la décomposition des structures urbaines du PCC, et la dizaine des principaux cadres, dont Chen Duxiu, sont incarcérés à partir du 10 octobre 1932. Leur procès public comme communistes est le seul auquel s'est risqué le régime Guomindang, qui l'a regretté : Chen appelle à la défense antijaponaise sous la conduite d'une assemblée constituante souveraine prenant le pouvoir.

Durant son séjour en prison, Chen a étudié et est parvenu à la conclusion que l'URSS n'est pas ou n'est plus un « Etat ouvrier », ce qui le brouille avec son principal camarade et codétenu, Peng Shuzi. En outre, Chen se désespère du peu de réactivité de ses camarades au sujet de la guerre avec le Japon et rend ses critiques publiques lorsque, justement sous l'effet de la guerre, le régime Guomindang relâche ces prisonniers politiques fin 1937.

La plupart des militants trotskystes chinois, accuse Cheng, reconnaissent du bout des lèvres que la guerre est progressiste du côté chinois mais n'assimilent en rien que « *la lutte contre l'impérialisme japonais* » est bien par elle-même une « *guerre révolutionnaire* », n'envisageant aucune démarche unitaire et militaire tant envers le Guomindang qu'envers le PCC. Cette critique vise notamment Peng. En gros, elle se résume ainsi : l'acceptation formelle de la position de Trotsky va de pair avec un abstentionnisme pratique par rapport aux problèmes et aux tâches soulevés par la guerre, alors que la révolution passe maintenant par elle.

Chen propose une orientation en deux volets : lutte démocratique clandestine en zone occupée et affirmation de l'objectif selon lequel « *les groupes et partis défendant la démocratie et la liberté* » doivent se doter de « *leurs propres forces armées* ». La démocratie, affirme-t-il, est un fil conducteur de l'histoire humaine, but de la lutte des classes. Ces conceptions passent pour « révisionnistes » : il est indispensable aujourd'hui d'affirmer le contraire. Evidemment que nous nous battons pour la réalisation la plus totale, la plus intégrale et la plus absolue de la démocratie, et d'ailleurs, l'expression « *réalisation de la démocratie* » chez Marx désigne la prise du pouvoir par le prolétariat !

Chen est donc coupé des trotskystes chinois pour qui « le Vieux » les boude, et réciproquement. Mais l'autre Vieux, Trotsky, s'inquiète de lui, craignant qu'à Chongqing, où il se trouve, Jiang ne le réduise au silence ou, pire, que Staline demande à son ami Jiang de le lui livrer. Chen Kichang lui transmet, après un long voyage, la proposition de Trotsky de le faire sortir de Chine – et sans doute de se

rendre auprès de lui. Sur le principe, il accepte, mais cela ne se réalisera pas. Trotsky ne s'était donc pas empressé de décréter que Chen était un « révisionniste ». Ajoutons que l'émissaire, Chen Kichang, mourra sous la torture des militaires japonais, en 1943, sans avoir parlé.

Chen cherche à peser : il contacte un général Guomindang de gauche, plus tard rallié à Mao, He Jinfeng, pour encadrer politiquement une division de l'armée en entraînant dans ce projet les trotskystes Wang Fanxi et Luo Han, mais He Jinfeng est privé de son commandement. Il lance des projets pour le regroupement de forces démocratiques antijaponaises ne dépendant ni du Guomindang ni du PCC. A son insu, Luo Han contacte un général de Mao, Tong Piwu, et Mao fait répondre que Chen pourrait être réintégré au PCC s'il « renie le trotskysme », ce qui n'est nullement son intention. A la différence de la faction directement liée à Moscou de Wang Ming, Mao et le PCC évitent d'insulter publiquement Chen, qui est un vrai symbole national.

Pendant ce temps, le gros des trotskystes chinois est à Shanghai ou à Hong-Kong. La majorité de Peng Shuzi, avec Wang Fanxi et Chen Kichang, développe l'orientation critiquée par Chen, et est elle-même critiquée par une tendance pour qui il n'y a pas à prendre parti dans la guerre (Zheng Shaolin).

La guerre ouverte entre Etats-Unis et Japon après Pearl-Harbour conduit la majorité à préciser que les Etats-Unis ne soutiennent pas réellement la Chine, tout en condamnant par avance un éventuel débarquement US en Chine (qui n'aura jamais lieu) ; cette position est en substance la même que celle du secrétariat international de la IV^e Internationale basé aux Etats-Unis.

La minorité, déjà exclue par Peng, s'élargit alors à Wang Fanxi. Cette exclusion divise définitivement les trotskystes chinois en deux groupes. Wang Fanxi estime alors que, en s'intégrant à la guerre impérialiste, la guerre sino-japonaise est surdéterminée par elle et perd son caractère premier de guerre nationale, qui passe au second plan.

Notons que les trotskystes indiens lors de leur 1^{re} conférence en 1944, tout en dénonçant la PMP dont ils venaient d'avoir connaissance dans sa version du SWP, ont adopté la même position – mais, sans la justifier, ceci peut s'expliquer par le fait que, justement, la lutte nationale indienne contre la domination britannique entraine, elle, en collision avec le défensisme antijaponais, et pouvait même justifier ici, comme en Birmanie, un certain degré de défaitisme face aux Japonais, ce qui prouve en réalité qu'à leur insu c'est bien parce que la dimension nationale ne devait pas plus passer au second plan pour eux qu'en Chine, qu'ils avaient une telle position !

Wang Fanxi dans ses mémoires (*La marche de Wang. Mémoires d'un révolutionnaire chinois*, Paris, La Brèche, 1998), nous apprend qu'à deux occasions, des trotskystes chinois ont dirigé des forces armées, et même s'il présente ces faits comme des exceptions, force est de comprendre que ce sont des faits qui pèsent lourd : « *Durant toute la période de la guerre de résistance, le mouvement trotskyste chinois dans son ensemble ne s'engagea jamais dans la lutte militaire. A ma connaissance, les deux seules exceptions furent Wang Changyao et sa femme Zhang Sanjie qui dirigèrent une colonne de guérilla de près de deux mille combattants dans le Shandong et qui fut finalement détruite par une attaque du PCC à l'arrière, lors d'un engagement avec les Japonais, et Chen Zhongxi qui mena un groupe de guérilla dans la région de Zhongshan dans le Guangdong et qui fut tué au combat par les Japonais.* »

Chen Duxiu, de son côté, après s'être prononcé pour la défense de la Finlande contre l'URSS en 1940, se prononce clairement, lorsque s'engage la guerre nippo-américaine, pour la victoire du camp

impérialiste représenté par les Etats-Unis, défini comme le seul groupement de forces en présence dans lequel se trouvent des Etats où existent des libertés démocratiques. Il meurt en 1942.

La question que nous pose Chen Duxiu : être pour la victoire des alliés. Evidemment !

Ces positions choquent, par exemple, un trotskyste se voulant orthodoxe comme Francesco Giliani (dans sa thèse soutenue en 2020 à Lyon sous le patronage de Gilles Vergnon : « *Troisième camp* » ou *nouvel « Octobre » ? : socialistes de gauche, trotskystes et deuxième guerre mondiale (1938-1948)*, un travail touffu et souvent confus), pour qui, lorsque Pierre Broué écrit que les positions de Chen Duxiu étaient similaires à celle de Trotsky sur la PMP, il exagère : Chen se serait même « *avancé à expliquer que la question de la démocratie était sous-estimée dans les textes de Lénine et Trotsky* » !

Ne soyons donc pas choqués : cette critique de Lénine et de Trotsky devrait relever aujourd'hui du bon sens le plus élémentaire. Non seulement Chen me semble en effet avoir élaboré indépendamment de Trotsky l'équivalent de la « PMP », mais il en a tiré les conséquences plus fortement (parce qu'il a été dans une situation de guerre plus longuement), et les a reliées à deux autres questions fondamentales : la démocratie et son contenu social, et la nature de l'URSS.

Enfin, sous réserve de connaître plus précisément ses positions finales (la source de F. Giliani se trouve en fait, comme l'indiquent ses notes, dans les mémoires de Zheng Shaolin, G. Benton éd., *An Oppositionist for Life. Memoirs of the Chinese Revolutionary Zeng Chaolin*, Humanity Press International, Atlantic Heights, New York, 1997), il est nécessaire de s'interroger sur la cohérence de la prise de position en faveur de la victoire des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, ou plus exactement d'ailleurs, en faveur de la défaite de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon dans la seconde guerre mondiale.

Une telle position semble en fait logique, tout l'enjeu étant de la formuler en des termes et de mener sur sa base une politique qui ne donnent prise à aucun ralliement à l'union sacrée, et aucun soutien politique aux dirigeants des pays capitalistes et impérialistes concernés, lesquels ne changent pas de nature.

Pour les sectaires, les « orthodoxes » et les campistes, c'est impossible : Chen se faisait donc un agent de l'impérialisme américain, comme en sont accusés aujourd'hui les partisans du soutien à la « résistance ukrainienne armée et non armée ».

Mais en fait, les choses se ramènent simplement à ceci : si nous employons le terme « défaitiste » non dans son sens historique très général que j'ai rappelé, mais dans son sens immédiat, alors, des révolutionnaires socialistes pouvaient-ils ne pas être défaitistes en Allemagne nazie, en Italie fasciste ou dans le Japon militariste ? Et réciproquement, pouvaient-ils l'être aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, comme d'ailleurs en URSS après le 22 juin 1941 ? Poser la question, c'est y répondre !

Si Trotsky ne l'a pas posée ainsi, ou n'a pas eu le temps de la poser, rappelons qu'en juin 1940 il se prononce de fait en faveur d'une agitation pour une intervention américaine en Europe occupée !

Le vieux militant ouvrier français Pierre Monatte, qui n'envisageait rien de tel que la « PMP », mais qui avait des réflexes de classes bien solides, disait alors que la victoire des anglais valait mieux, pour la classe ouvrière, que celle de l'Allemagne nazie. Ou si l'on préfère, qu'elle était un moindre mal. C'est une évidence. Mais toute orientation politique révolutionnaire doit admettre les évidences !

Cela ne signifie en rien, au contraire, cautionner les buts de guerre, les méthodes et les choix stratégiques des dirigeants alliés ; en passant maintenant à l'examen de la politique du SWP nord-américain, nous allons pouvoir le préciser.

Le Socialist Workers Party des Etats-Unis pendant la seconde guerre mondiale : la PMP version Cannon.

Deux organisations trotskystes, en tout en pour tout, ont pris position officiellement en faveur de la PMP : le SWP américain, et la WIL (Workers International League) britannique, qui imprime ensuite son orientation à l'organisation britannique unifiée, le RCP (Revolutionary Communist Party). C'est très peu, mais le SWP était central dans ce qu'était la IV^e Internationale : donnant plein d'espoirs de développement, dans la première puissance impérialiste du monde, il avait été le pilier de la proclamation de la IV^e Internationale en 1938, aussi bien que le foyer de sa première crise existentielle en 1940.

Le terme même de PMP, *Military Policie of the Proletariat*, n'est pas de Trotsky, mais de Cannon : il est intronisé à la conférence nationale du SWP du 28 septembre 1940, marquée par l'hommage à Trotsky assassiné, et sans doute présenté comme son dernier legs. Cannon résume abruptement les choses ainsi : 1) nous sommes contre la guerre mais la guerre est inévitable et il faut faire avec, 2) Roosevelt et la classe dominante vont chercher à la faire à la manière de Pétain, 3) nous auparavant en cas de guerre on voulait y mettre un terme puis faire la révolution, cette fois-ci on veut à la fois faire la guerre et faire la révolution, 4) les pacifistes sont des petits-bourgeois, et ça tombe bien le WP (partisans de Schachtman) sont pacifistes, 5) la PMP équivaut à l'action syndicale dans un milieu nouveau : il faut revendiquer de bonnes conditions pour les soldats et un encadrement syndical, 6) pas d'imprudences, on obéit au gouvernement tant que nous ne sommes pas les plus forts, 7) tout ça c'est Trotsky qui l'attend de nous, au garde-à-vous camarades. Il se garde bien de dire le moindre mot sur la position de Trotsky concernant l'action pour une intervention américaine en Europe. Le tout, faut-il le dire, parfaitement sincère : c'est ainsi que Cannon a absorbé une partie de ce que Trotsky a tenté de lui enfoncer dans le crâne.

Le résultat est plus qu'équivoque, même s'il est probable que le fait qu'une organisation révolutionnaire américaine notoire déclare accepter la guerre contre Hitler a pu susciter de l'intérêt. Le SWP est contre la guerre mais il se dit militariste et traite les pacifistes de petits-bourgeois ; il appelle à la formation d'officiers encadrés par les syndicats. Le bastion syndical du SWP, la section AFL des teamsters (camionneurs) de Minneapolis, appela à l'entraînement militaire contrôlé par les syndicats – ce qui n'était déjà pas tout à fait la même chose que l'appel des mineurs de Blackpool, en Grande-Bretagne, salué par le SWP, qui avait exigé, lui, l'armement des ouvriers contre Hitler.

En résumé : « bien que nous ne soyons pas d'accord nous acceptons la guerre et nous entreprenons de défendre de manière syndicale les droits des soldats et d'injecter une dose de syndicalisme dans le fonctionnement de l'armée ». Nous sommes là fort loin de ce que l'on pouvait réellement déduire des écrits de Trotsky sur le sujet. Car si les révolutionnaires devaient être bellicistes, c'était pour faire leur guerre, celle du prolétariat, contre Hitler : dans la situation des Etats-Unis, la « guerre contre Hitler » en 1941 n'était pas la guerre du Pacifique que préparait Roosevelt, pas plus que la guerre pour les Indes et Singapour n'était celle des ouvriers anglais en 1940.

Rappelons qu'à partir de décembre 1941, grâce à Pearl Harbour qui fut utilisé sciemment comme une provocation, les Etats-Unis s'engagent dans la guerre non pas comme dans une guerre antifasciste,

mais comme dans une guerre appelée *antijaunes*, les « japs » aux Etats-Unis étant internés dans des camps de concentration.

Combattre le militarisme japonais ? Certes, mais la meilleure manière était-elle d'envoyer les *boys* dans la jungle ? Le peuple chinois, les peuples d'Asie, pouvaient se lever contre l'impérialisme japonais, et on pouvait les armer, ce qui bien entendu ne cadrerait pas avec la préservation des empires coloniaux britannique, français, et américain (Philippines), mais qui aurait été d'une efficacité redoutable contre les généraux du Mikado. Voilà le type d'orientation *belliciste* mais assumant concrètement, et pas par des formules abstraites ciselées au marteau à la Cannon, le fait que la guerre de Roosevelt et Churchill n'était pas notre guerre, mais que nous, les prolétaires, avons une guerre à mener dans laquelle nous voulions lancer l'armée américaine. Ainsi, la formule de Cannon selon laquelle auparavant, on combattait la guerre pour faire la révolution ensuite, mais que maintenant, on devait faire les deux à la fois, aurait pu être autre chose qu'une imprécation obscure.

Le procès de Minneapolis.

Les préparatifs de guerre de Roosevelt, après sa réélection – sur un « programme de paix » - en 1940, étaient étroitement liés aux plans de mise au pas et d'intégration des syndicats, présents depuis le début dans le *New deal* et mis à mal par les grèves de masse et la formation du CIO (Central for Industrial Organizations).

Le SWP est ciblé par une offensive centrale de la bureaucratie syndicale et de l'Etat. Daniel Tobin, dirigeant de la Fraternité internationale des Teamsters, lance une grande offensive contre les « trotskystes » du syndicat de Minneapolis, en selle depuis la grève à juste titre légendaire de 1934, et prétend nommer un administrateur du syndicat. Le 9 juin, une AG de 4000 syndiqués décide de quitter son organisation en passant au CIO. Le 13 juin, le secrétariat de la présidence des Etats-Unis fait savoir à la presse que Tobin s'est plaint à lui et qu'il l'a adressé au FBI : on ne saurait dire plus clairement que la Maison blanche sera derrière ce qui se prépare.

Le 27 juin, le FBI perquisitionne les locaux du SWP à Minneapolis et à Saint-Paul. Le 15 juillet, un jury fédéral émet contre 29 militants du SWP une double accusation : conspiration pour renverser le gouvernement par la violence et diffusion d'idées subversives, cette seconde accusation étant la première mise en œuvre de la loi réactionnaire Smith, promulguée en 1940. Le 26 juillet, Cannon publie un *statement* vigoureux contre Roosevelt et la « *Gestapo de Roosevelt* » et son « *parti de la guerre* » : on est loin de la PMP, y compris lorsqu'il répète « *nous ne sommes pas des pacifistes* ». Il n'utilise même pas le fait qu'Hitler vient d'attaquer l'URSS pour affirmer qu'il faut aller battre Hitler en Europe et que Roosevelt n'y est pas disposé ...

Le procès public débute le 27 octobre. Les audiences se déroulent les 18-21 novembre et consistent essentiellement dans le questionnement de Cannon par l'avocat du SWP, lui-même au nombre des inculpés, Albert Goldman, qui avait été avocat de Trotsky devant la commission Dewey sur les procès de Moscou en 1937. C'est un exemple de vulgarisation populaire et en même temps prudente des idées révolutionnaires assez classique, qui, médiatiquement parlant, est une victoire pour le SWP (voir *Le socialisme en procès. James P. Cannon.*, édition française de Pathfinder, Montréal, 2015).

Sur la guerre, Cannon a expliqué qu'elle est inhérente au capitalisme, que les révolutionnaires sont contre l'entrée en guerre des Etats-Unis, que « *tant que nous sommes une minorité, nous n'avons d'autre choix que de nous soumettre à la décision qui a été prise* », que « *Hitler est le plus grand*

ennemi de l'humanité » mais que *« nous ne croyons pas que les capitalistes américains peuvent vaincre Hitler et le fascisme »*, qu'un gouvernement des travailleurs, lui, en serait capable en formant la plus grande armée du monde tout en poussant le peuple allemand à la révolte en s'engageant à ne pas le *« saigner »*, que les membres du SWP sont pour la conscription et l'acceptent, qu'ils sont *« de bons soldats »* comme ils sont *« le meilleur mécanicien »* à l'usine, qu'ils défendent les droits civils des soldats et combattent les différences de classes entre soldats et officiers, et qu'ils préconisent un entraînement militaire sous contrôle syndical, par les syndicats *« tels qu'ils sont »*.

Juridiquement et politiquement, le verdict, édicté juste au lendemain de Pearl Harbour, est une demi-victoire : non-culpabilité sur le premier chef d'accusation, mais culpabilité sur le second, ce qui enclenche une série d'appels mettant en cause la constitutionnalité de la loi Smith, validée par la Cour suprême le 2 novembre 1943. S'ensuivra l'emprisonnement de 18 militants, l'essentiel de la direction du parti en fait, qui se rendent démonstrativement, en cortège, aux sheriffs fédéraux de Minneapolis, le 31 décembre 1943, et seront emprisonnés avec une relative liberté de correspondance jusque début 1945. En outre, le trésorier du syndicat des Teamsters a écopé, en appel après avoir gagné dans un premier temps, de 5 ans de prison, à la demande de Tobin, pour le *« vol »* des fonds du syndicat, en fait volés par Tobin aux syndiqués. Et Grant Dunne, l'un des frères Dunne de Minneapolis, dirigeants grévistes, qui souffrait de traumatismes de guerre, s'est suicidé à l'approche du procès.

Immédiatement après le procès, Grandizo Munis, le plus important des militants trotskystes espagnols à cette date, réfugié au Mexique où il avait harangué l'immense foule venue aux obsèques de Trotsky assassiné, a âprement critiqué la défense de Cannon et à travers elle ce qui était considéré comme la *« PMP »*. Il déplore que ce n'était *« rien d'autre que de la propagande, et encore de la propagande »*, renonçant à tout appel concret, notamment à toute défense de principes d'actions défaitistes effective contre la guerre et contre l'armée. Sur l'aspect placement propagandiste il a raison ...

Sa critique et la réponse de Cannon sont diffusées en bulletin intérieur du SWP. Le fait que la pseudo-PMP de Cannon ait fait tout de suite l'objet d'une critique conséquente *« gauchiste »*, s'est cumulé dans les rangs du SWP puis dans la tradition trotskyste avec la teneur réputée *« pessimiste »* et faisant des concessions au *« nationalisme »* des *Trois thèses* des IKD, envers lesquelles la réponse de la direction du SWP avait été confiée à Felix Morrow, lui aussi l'un des 18 de Minneapolis. Dans cette conception, Munis joue le rôle du gauchiste, les IKD des droitiers, Cannon du léniniste pur et dur - et les vraies questions politiques de la guerre sont étouffées.

La tendance Goldman-Morrow (et Van).

Elles vont ressurgir, du développement même de la guerre, lorsqu'éclate la révolution italienne. C'est Jean Van Heijenoort dit alors Marc Loris, l'ancien secrétaire de Trotsky, responsable du secrétariat de la IV^e Internationale constitué par la conférence de proclamation en 1938 et renouvelé en partie par la conférence d'alarme de 1940, qui, après avoir très précisément analysé la crise ouverte par la *« ligne Darlan »* de l'impérialisme US au Maghreb colonial, avance les mots-d'ordre d'assemblée constituante, de république, et de gouvernement Togliatti-Nenni en Italie. La révolution italienne est la pierre de touche de la seconde crise majeure de la direction du SWP, après celle causée par le pacte Hitler-Staline et le partage de la Pologne.

En décembre 1943, deux dirigeants de premier plan, Felix Morrow et Albert Goldman, l'avocat du procès de Minneapolis, tentent de faire adopter des amendements aux textes de la conférence nationale du SWP, se font promettre une semi-intégration, acceptent de ne pas perturber l'unanimité puis constatent qu'ils se sont fait avoir. Juste avant qu'ils soient tous ensemble emprisonnés à Sandstone, Cannon s'aperçoit que les deux figures les plus brillantes et les plus autonomes, et pour cela les plus efficaces, de son équipe, sont en train de reprendre les analyses de Van sur la révolution en Europe, dont il n'encaisse pas les éléments nouveaux à ses yeux, que sont la prise en compte des questions nationales et des mots d'ordre démocratiques.

Felix Morrow précise que les amendements qu'ils auraient voulu faire passer, et les divergences montantes, se concentrent sur deux points : premièrement, la sous-estimation des questions démocratiques et des mots d'ordre démocratique en Europe, comme si mettre l'accent sur la démocratie revenait à différer la révolution alors que la révolution prolétarienne se fera sur ces exigences démocratiques et de libération nationale – ce que Morrow avait déjà exposé en répondant aux IKD - ; et deuxièmement, la sous-estimation du danger contre-révolutionnaire présenté par la progression de l'armée « rouge » en Europe, qui n'est pas un facteur de révolution mais d'écrasement de la révolution.

La majorité du comité politique du SWP, quant à elle, et de manière de plus en plus schématique, explique que les revendications immédiates en Europe doivent être « soviétiques » et viser à l'expropriation du capital et qu'il n'y a pas d'espace entre la révolution socialiste et la dictature bonapartiste, et donc pas de possibilité de stabilisation de régimes parlementaires, et que la progression de l'armée rouge, sans guillemets, porte avec elles la marche de la révolution que Staline le veuille ou non. Ce sont grosso modo, mais de manière plus simpliste encore, les mêmes positions que celle du secrétariat européen provisoire après la disparition de Marcel Hic et l'affirmation du rôle de Michel Pablo.

Natalia Sedova-Trotsky contre Cannon.

Une séquence assez remarquable et dramatique doit ici être rapportée, qui constitue la première expression, en désaccord, de personne d'autre que Natalia Sedova-Trotsky dans la vie du mouvement après l'assassinat de Léon Trotsky : elle marque une étape à mon avis décisive de l'évolution de la seconde crise historique du SWP, et est passée sous le boisseau de la mémoire collective du trotskysme et de l'historiographie dominante.

Le 19 août 1944, l'hebdomadaire du SWP, *the Militant*, a titré, à propos de l'arrêt de l'armée « rouge » devant Varsovie : « *Varsovie trahie* ». Le 25 août, le numéro suivant publie une lettre de Farrel Dobbs envoyée de la prison, et sans aucun doute (Morrow le dira et c'est très vraisemblable) dictée par Cannon : « ... *le devoir de la guérilla – et dans ces circonstances c'est ce qu'est le détachement de Varsovie – est de se subordonner au commandement de la force principale, l'armée rouge ...* », et poursuit en jugeant inadmissible que l'édito du numéro précédent ait pu suggérer « ... *que Staline manœuvrerait délibérément pour permettre à Hitler d'écraser la révolte* ». C'est la mise au pas prostalinienne de la ligne éditoriale du *Militant* lors d'une nouvelle étape cruciale de la guerre en Europe. Mais survient ce que Cannon n'avait sans doute pas prévu : le 28 août Natalia Sedova adresse une lettre à toute la rédaction, s'indignant de cette position, affirmant qu'en effet Staline trahit l'insurrection de Varsovie, et expliquant que si la « *défense de l'URSS* » reste une nécessité, la première menace contre les conquêtes d'Octobre, à nouveau, n'est plus Hitler, mais bien Staline, et

que ce mot d'ordre doit maintenant passer « *au deuxième ou au troisième plan* » derrière la défense de l'URSS contre Staline, et surtout la défense des prolétaires d'Europe centrale contre l'armée « rouge » et la contre-révolution stalinienne.

Cette intervention de Natalia Sedova est historique, mais elle a été ignorée, car sa lettre ne sera pas publiée, ni dans le *Militant*, ni au bulletin intérieur ; par contre, Cannon en tient compte pour auto-amender sa position, en B.I. puis dans les textes adoptés (en son absence puisqu'il est en prison) par la conférence nationale du SWP de novembre 1944 : s'il faut défendre inconditionnellement l'URSS contre les attaques impérialistes, ce n'est plus l'enjeu immédiat et la défense de l'URSS fait maintenant partie d'un mot d'ordre plus général, qui est la « *défense de la révolution européenne contre tous ses ennemis* », dont Staline fait partie. Seule une seconde lettre de Sedova, du 23 septembre, moins brutale, et reprenant ses explications sur le fait que la « *défense de l'URSS* » passe derrière la défense du prolétariat européen, est publiée au bulletin intérieur. De la sorte, les membres du SWP peuvent avoir l'impression que c'est Dobbs qui a dérapé et Cannon qui a souverainement rectifié, d'une manière d'ailleurs ambiguë laissant ouvert le champ des illusions sur l'armée « rouge » ... (la première lettre de Sedova est mentionnée par Paolo Gillardi d'après le fonds Jock Haston des archives de la Hull University, la seconde et l'adaptation qu'en fait Cannon le sont par Daniel Gaido et Velia Luparello, *Strategy and tactics in a revolutionary period : US trotskyism and the european revolution 1943-1946*, in *Science and Society*, vol. 73, n°4, octobre 2014).

C'est un peu comme si Cannon s'était trouvé pris à partie par le fantôme de Trotsky, non seulement parce qu'il s'agit de Sedova, mais aussi parce que ses autres principaux contradicteurs ont été son secrétaire, Van, et l'orateur de ses obsèques, Munis – et Sedova les apprécie tous les deux.

L'extension de la lutte de tendances.

Quand Cannon et Dobbs aussi bien que Morrow et Goldman sortent de prison, début 1945, le conflit va s'aggraver en s'étendant, très logiquement, à tous les sujets. Le plus critique est celui du régime interne du SWP : Goldman, Morrow et Van protestent contre le sort fait à leurs textes et leur non diffusion auprès des sections européennes avec lesquelles les contacts sont repris.

Cannon réplique en parlant, comme avec Schachtman en 1940, d'une « *opposition petite-bourgeoise* », s'autorisant de cette formule de Trotsky. Cannon se réclame du « *léninisme* » et pas, précise-t-il, du « *trotskysme* » d'avant 1917 ; il n'admet pas que des « *mencheviks* » et des « *petits-bourgeois* » suggèrent qu'il aurait des « *méthodes staliniennes* ». Morrow précise : il n'accuse pas Cannon de méthodes staliniennes, mais estime que son « *léninisme* » est le pseudonyme d'un « *zinoviévisme* » qui historiquement, fut bien un pont vers le stalinisme. Nous avons là des « *éléments de langage* » que l'on retrouvera des décennies plus tard – chez Barnes affirmant son « *léninisme* » contre tout « *trotskysme* », ou chez Broué diagnostiquant le « *zinoviévisme* » de sa propre organisation, l'OCI ...

Morrow rappelle alors qu'il était d'accord avec Trotsky pour juger que Cannon avait tort de vouloir éviter la discussion et que Schachtman avait eu le tort de ne pas étayer sur des points précis ses remarques sur l'ambiance stalinisante qu'aurait fait régner Cannon. Et il jette un énorme pavé dans la marre : l'avenir du trotskysme a à présent besoin d'une *réunification* entre le SWP et le WP. Le WP en effet, explique-t-il, premièrement n'a pas failli dans la guerre impérialiste, en ce sens qu'il est resté irréconciliable avec la bourgeoisie et le gouvernement US – en fait il fut beaucoup plus classiquement

pacifiste que le SWP, et, comme le bureaucrate du syndicat des mineurs John Lewis, il s'est opposé à la conscription, mais il n'a pas versé dans l'union sacrée. Deuxièmement, le WP a rompu ou vu rompre les éléments réellement « petit-bourgeois » ou ralliant l'idéologie bourgeoise, comme James Burnham. Troisièmement la divergence sur la nature de l'URSS est relativisée par le fait que le mot d'ordre de défense de l'URSS n'est pas premier par rapport à la défense de la révolution européenne y compris contre l'URSS, événements dans lesquels d'ailleurs, comme le pensait Trotsky, se joue la nature de l'URSS. Quatrièmement, il a tout autant, voire mieux, que le SWP, défendu la perspective d'un Labor party aux Etats-Unis, et a fortement recruté en milieu prolétarien, ouvrier, féminin et noir. Une réunification permettrait de surmonter les défauts de chacune des deux organisations en réalisant l'existence d'une organisation formée de plusieurs tendances – trois, pense Morrow, lui-même se situant donc comme la troisième composante entre Cannon et Schachmann.

De l'avis des historiens se voulant trotskystes orthodoxes (peu nombreux) qui se sont penchés sur cette histoire, là commence le dérapage de Morrow qui, finalement, donne raison à Cannon, à tout le moins lui offre les bâtons pour battre sa nouvelle opposition. Mais pour Morrow la patate chaude de la réunification n'est pas un thème isolé. Il va avec les points déjà signalés sur la révolution européenne, et maintenant avec une forte insistance sur l'absence de partis révolutionnaires comme facteur objectif privant les situations révolutionnaires de possibilités de victoire, et sur l'intérêt qu'aurait une politique d'entrisme ouvert dans les partis ouvriers existants, principalement sociaux-démocrates. Morrow estimera aussi, après coup, qu'il aurait fallu participer activement aux mouvements de résistance armée. Enfin, la nature de l'URSS fait partie du *package*.

Tout cela répond à une nécessité politique profonde et confirme que la première crise existentielle du mouvement trotskyste a bien été celle de 1940, à laquelle finalement reviennent Morrow, Goldman et Van. Vouloir valider la première partie des critiques de cette tendance, et rejeter le bienfondé de son évolution à partir de 1945, comme le font tant P. Giliani que D. Gaido, ce dernier dans sa réponse à mon commentaire critique du livre de souvenirs de Livio Maitan (*Daniel Gaido, Observations on Vincent Presumey's review of Livio Maitan, Memoirs of a Critical Communist*, texte diffusé en octobre 2021), c'est amputer notre réflexion, surtout à la lumière de l'année 2022 ...

Inutile de préciser que le tout finira mal : la tendance Goldman-Morrow sera exclue, passera au WP et sera finalement liquidée, ses animateurs démoralisés. A l'avortement de la PMP au début de la guerre, répond l'avortement du débat dans le SWP, cette « *IV^e Internationale dans un seul parti* » comme le disait une phrase astucieuse de l'époque, à la fin de la guerre.

Les trotskystes britanniques.

Réserve faite des Irlandais, de la Socialist Workers League canadienne qui s'est opposée à la conscription vécue ici comme symbole de l'empire britannique, et des Australiens sur lesquels P. Broué avait souhaité une investigation, sachant leur militantisme syndical notable, la Grande-Bretagne est le seul pays hors Etats-Unis où les organisations trotskystes ont eu le même niveau de connaissance des positions de Trotsky sur ce que Cannon a appelé la PMP, c'est-à-dire l'appel à se faire militaristes, la dénonciation des chefs « démocrates » voulant faire la guerre « à la manière de Pétain », et les revendications visant l'armée, mais pas la prise de position belliciste pour une intervention US en Europe.

Il y avait deux groupes en Grande-Bretagne. Le principal *a priori*, section officielle, était la Revolutionary Socialist League (RSL), d'une centaine de membres, flanquée d'une « clique » d'activistes agités, aux traits « moliniéristes », la Workers International League, d'une petite trentaine de membres. Or, la RSL réagit très négativement à la PMP, allant, en 1942, jusqu'à faire de son rejet un critère d'adhésion, alors que la WIL est l'organisation trotskyste qui, comme telle, l'a mise en œuvre de la façon la plus conséquente. Le résultat s'impose : en 1943 la WIL approche les 400 membres, elle a plus que décuplé, alors que la RSL a stagné, confinée dans un rôle de commentateur des événements (voir Sam Bornstein et Al Richardson, *War and the International. A history of the Trotskyist movement in Britain 1937-1949*, Socialist Platform, London, 1986).

La WIL était délestée de son fondateur, le truculent et parfois délirant Ralph Lee, malade, et animée par quelques jeunes qui pensaient et agissaient par eux-mêmes, dont plusieurs auront, pour le meilleur et le pire, un avenir important dans l'histoire du trotskysme : Ted Grant, Jock Haston, Gerry Healy ... Avant même d'être informés, par les textes du SWP, de la PMP, ils avaient, juste après la débâcle française, écrit que le scénario Pétain pouvait aussi se produire en Grande-Bretagne, et mis en avant le mot d'ordre de gouvernement du Labour rompant avec les capitalistes pour mener la guerre populaire contre Hitler.

Un débat remarquable en son sein fut mené sur la manière de mettre en œuvre la PMP. Une minorité avec Sam Levy et Millie Lee (également connue comme Millie Kahn), rejointe dans un second temps par Jock Haston, s'interrogeait sur le contenu réel de la mobilisation des masses - si les français ont été apathiquement pacifiste, les anglais sont apathiquement, par résignation, défensistes, disaient-ils -, estimait que l'option « Pétain » était nulle dans la bourgeoisie britannique, et reprochait à la WIL de faire de Hitler l'ennemi principal alors que celui-ci est « dans notre pays ».

Un point précis du débat portait sur la formation des *Home Guards*, c'est-à-dire de la Défense territoriale, dirons-nous, pour parler l'ukrainien de 2022 : initiative d'une bourgeoisie consciente d'elle-même ou concession forcée à la volonté de combat montant d'en bas ?

La dynamique de ces arguments aurait pu conduire à une remise en cause de la PMP, mais ce ne fut pas le cas, la discussion permit plutôt de l'approfondir et de mieux s'en saisir. Les résultats en furent sensibles en 1943, année où la pression par la gauche, pour le combat antinazi et antifasciste partout, se fait sentir en Europe.

Dans les armées du désert.

Peu après l'adoption du rapport Beveridge promettant le *Welfare state* pour après la guerre, l'état-major concéda, à la fois pour céder à la pression et pour mieux encadrer les soldats, la tenue de réunion de soldats dans les armées d'Afrique du Nord, avec des simulacres d'assemblées parlementaires, afin de montrer « pourquoi nous nous battons ». Ce furent les « parlements de soldats » qui débordèrent l'état-major. Des soldats membres de la WIL, mais aussi beaucoup de militants du Labour et de l'Independent Labour Party, intervinrent dans ces assemblées, particulièrement importantes au Caire et à Héliopolis, où se produisirent des mouvements de sympathie et de refus de faire le blocus contre les soldats grecs insurgés, et à Benghazi dans la 8^e armée.

Virtuellement, le printemps 43, entre la crise de l'appareil d'Etat français au Maghreb et les réactions des soldats, l'insurrection des soldats grecs du Caire, la pression montante dans les « masses arabes », portait la possibilité d'un débordement révolutionnaire au Sud de la Méditerranée, nourrissant les soulèvements anticoloniaux. Des lettres de soldats publiées dans la presse travailliste nous apprennent aussi que les soldats australiens envoyés dans le désert libyen disaient se battre « pour King Joe » (Joe étant Staline).

Dans un cours sur la défense de la démocratie organisé par les officiers, le militant WIL John Williams obtient un vote unanime des 70 participants pour le « système des conseils ». A Benghazi, le militant WIL Arthur Leadbetter est élu « premier ministre » du « parlement des soldats » de la 8° armée. La pression est telle que dans les publications officielles de la 8° armée, paraît une condamnation des procès de Moscou et un télégramme prenant la défense des grévistes de Grande-Bretagne : « *droit de grève fait partie de ce pourquoi nous combattons* ». C'en est trop pour l'état-major, dument alerté par le CPGB, le PC britannique qui, après avoir été pacifiste au temps du pacte Hitler-Staline, est maintenant le doberman de l'union sacrée et dénonce les militants à l'état-major. Les parlements de soldats seront suspendus pour que cette expérience de « démocratie participative » octroyée ne devienne pas une vraie démocratie, les militants et plusieurs cadres militaires sont sanctionnés ou déplacés.

Où Ted Grant se fait traiter de social-patriote et (à juste titre) le prend fort mal.

L'épisode, oh combien significatif, de la 8° armée – car on ne fera croire à personne que les soldats de cette armée du désert étaient différents des autres ! -, va avoir un prolongement interne tout aussi significatif dans la IV° Internationale. Ted Grant, dans un BI de la WIL, s'était enthousiasmé au point d'écrire : « *Vive la 8° armée ! Elle est notre armée !* » C'est dans la même période que se déroule l'unification de la WIL et de la RSL, sous l'égide de la WIL, donnant naissance début 1944 au Revolutionary Communist Party, RCP. L'affaiblissement de la RSL l'avait conduit à accepter, sous la pression, tout d'abord, du secrétariat international basé aux Etats-Unis où Van Heijenoort l'avait demandée avec insistance, relayée ensuite par le premier émissaire du SWP en Grande-Bretagne, Sherry Mangan. Le *Militant* avait publié quelques articles favorables à l'action de la WIL-RCP dans les armées du désert. Aussi, grande fut la surprise des dirigeants du RCP nouvellement proclamé de lire, dans le compte-rendu interne de la fondation du RCP fait au nom du SWP par son deuxième émissaire, Sam Gordon alias Georges Stuart, une dénonciation en bonne et due forme de la petite phrase de Ted Grant comme « *social-patriote* » !

Le RCP réagit violemment à cette attaque inopinée, et réalisa soudain que sa « PMP », somme toute, n'avait pas été celle de Cannon comme il l'avait cru jusque-là. Cette cassure, qui se produit à la naissance du RCP, allait s'élargir. Quelques mois plus tard, alors que les militants du RCP étaient impliqués dans la plus grande vague de grèves de la période de guerre en Grande-Bretagne, son équipe dirigeante se rapprochait de la tendance Goldman-Morrow-Van du SWP.

Où survient un tandem ...

Elle était alors confrontée à l'activité fractionnelle virulente d'un nouveau tandem agissant en émissaires de Cannon, et très bientôt de Pablo : Gerry Healy, militant activiste, souvent indiscipliné, et autoritaire, certes efficace, s'était lié avec le français Pierre Frank, libéré de son internement par les autorités britanniques.

Tous deux attaquaient la direction du RCP pour sa prétention excessive et ses tendances à l'auto-proclamation, défendant la nécessité de faire de l'entrisme dans le Labour party. Proposition certes fondée, mais astucieuse du point de vue fractionnel, voire motivée d'abord par lui, car Morrow défendait lui aussi un tel entrisme et c'était là son point initial de divergence avec l'équipe Haston-Grant. Jusqu'en 1951 et l'invention de l'« entrisme sui generis » chez les staliniens par Pablo, c'était là la seule forme d'entrisme préconisée par le Secrétariat européen, futur nouveau Secrétariat international : une sorte de traitement spécial réservé au RCP. Il est permis d'ironiser un instant sur les Dupont-Dupond Healy et Frank quand on connaît leur destinée ultérieure dans l'histoire des courants trotskystes ...

Le RCP a cessé de suivre Morrow quand celui-ci a appelé à la fusion SWP/WP, sentant qu'il y avait là une impossibilité pour le mouvement trotskyste tel qu'il était. Mais le mal avait été fait : de façon définitive la section britannique était devenue le vilain petit canard du trotskysme européen que ses grands dirigeants n'auront de cesse de faire exploser, engendrant une série de futurs courants internationaux durables, « cliffistes », « healyistes », « grantistes ». Comme par hasard, cet acharnement fut consacré à la seule organisation trotskyste du monde qui, par elle-même, avait sérieusement entrepris de mettre en œuvre la PMP.

Quelle Internationale ?

Au terme de ce parcours des trotskystes dans la seconde guerre mondiale, la question initialement posée : s'agit-il bien du courant auquel pensait Trotsky sur le plan historique ? - appelle une réponse.

Cette réponse est négative : du point de vue de Trotsky, et de la conférence de proclamation tenue clandestinement en septembre 1938 à Périgny au domicile d'Alfred Rosmer qui l'avait prêté pour cela, conférence appelée seulement plus tard « premier congrès mondial », l'organisation créée avait pour finalité de transformer la seconde guerre impérialiste mondiale en guerre civile, ce pour quoi l'existence d'un pôle de regroupement sous la forme d'une Internationale affirmée comme n'étant ni stalinienne, ni réformiste, avait été jugée indispensable.

Au terme de cette période, que ce soit lors de la conférence de 1946 ou lors du « second congrès mondial » de 1948, l'un et l'autre tenus à Paris, le bilan tiré fait l'impasse totale sur la distorsion absolue entre les motifs de la proclamation de 1938 et ce qui s'est effectivement passé dans les huit puis dix années suivantes. Autrement dit il n'y a pas de bilan, hors de l'autosatisfaction explicite « nous avons tenu, nous existons encore et c'est déjà beau ».

Si bilan il y avait eu, il ne se serait d'ailleurs pas réduit à « pas de PMP du tout » : le présent article montre qu'au contraire, la tendance à la « PMP » a été, consciemment ou non, omniprésente, puisqu'elle répondait aux besoins de la révolution !

Une organisation révolutionnaire pour qui un bilan est positif uniquement du fait qu'elle peut constater sa propre existence, en dehors de toute percée dans les masses et de tout rôle révolutionnaire effectif à l'échelle de pays entiers (exceptions : Vietnam, Ceylan, Bolivie, mais justement ces exceptions sont ignorées par la dite « IV^e Internationale » et, au moins au plan organisationnel, ne lui doivent strictement rien), une telle organisation est-elle bien révolutionnaire ? C'est une vraie question.

Il ne s'ensuit pas que l'organisation dénommée IV^e Internationale qui est reconstituée en 1946-1948 n'ait aucune justification, ni raison d'être. **Mais il s'ensuit qu'elle n'est pas la même organisation, en fait, que celle qui avait été proclamée en 1938.** La nature de cette organisation se concentre dans l'occultation de la PMP, le grand cadavre dans le placard.

D'un secrétariat international ... à un autre.

Y compris au plan proprement organisationnel, il y a discontinuité. L'Opposition de gauche internationale, puis le Mouvement pour la IV^e Internationale, puis la IV^e Internationale, avaient eu, entre 1930 et 1940, des instances internationales désignées dans ses conférences et réunions, qui fonctionnaient souvent difficilement et qui étaient sous l'influence de Trotsky, à lui seul formidable centre d'élaboration, qui recevait autant que possible des militants et des responsables, et qui était formellement membre de ces instances internationales, en fait en correspondance avec eux, apparaissant sous le pseudonyme de Crux dans les procès-verbaux. Suite à la « conférence d'alarme » de mai 1940, tenue à New York, le secrétariat international formellement désigné se compose de Trotsky, Walter Held, Benjamin Suhl, tous deux émigrés allemands, Jean Van Heijenoort, Ernesto Gonzales, mexicain, le SWP devant fournir l'infrastructure technique à son fonctionnement. Trotsky fut assassiné peu après, Held n'y participa pas car il résidait en Suède puis fut, l'année suivante, kidnappé par le Guépéou lors d'un imprudent voyage aérien passant par l'URSS pour se rendre aux Etats-Unis (on ne l'a jamais revu), et Gonzales a dû rentrer au Mexique. Suhl, à partir de 1941, est l'un des partisans des *trois Thèses* des IKD et se rapprochera de Schachtmann en 1944. Autant dire que le secrétariat international se réduisit pratiquement tout de suite à Van, qui fut flanqué d'un collaborateur permanent du SWP : Sam Gordon, qui fut mobilisé, suivi de Charles Curtiss, et finalement Bert Cochran dit E.R. Frank.

Ce secrétariat garda pourtant des liens avec Marseille jusqu'en 1942 et renoua des contacts avec l'Europe continentale par les émissaires-soldats du SWP. Il resta en contact avec les britanniques. Selon Cochran, Van travaillait en « *free-lance* », selon Van, Cochran avait la mission bureaucratique confiée par Cannon de lui lier les mains.

En effet, Van a favorisé la PMP dans sa version WIL-RCP, et défendu à partir de 1943 une orientation européenne prenant en compte les questions nationales et démocratiques, en mettant en avant les mots d'ordre d'assemblées constituantes (Italie, France, Belgique, Grèce) en relation avec l'armement des masses et leur auto-organisation, combinée à la perspective des États-Unis socialistes d'Europe : orientation qui a nourri les positions de Goldman et Morrow et est devenue contraire à celle du SWP. Début 1944 il voulait déjà démissionner de son « secrétariat ».

Pendant ce temps, comme je l'ai rappelé ci-dessus en traitant des trotskystes français, se formait clandestinement un Secrétariat européen, appuyé sur le POI français et le PCR belge, plus des militants allemands, espagnols, grecs, vietnamiens, clandestins en France, organisé par Hic puis par Pablo, secrétariat qui impulsa la réunification française et le travail dans la Wehrmacht. Il tient conférence, nous l'avons vu, début 44 ; alors, le SE et le SWP s'émerveillent d'avoir les mêmes positions après avoir été coupés les uns des autres. Elles sont en effet aussi étrangères à la réalité les unes que les autres, sans doute un peu plus abruptes côté SWP ...

Van, dès 1944, préconise de stopper ce qu'il considère désormais comme la tromperie du secrétariat international basé aux Etats-Unis, et de passer le relais au secrétariat européen appelé à s'élargir,

qu'il espère plus vivant que le SWP, ce grand stérilisateur. Cannon, d'abord méfiant, une fois qu'il a la garantie que le secrétariat européen ne sera pas influencé par Van ou par Morrow, et qu'il défendra la même orientation générale que lui, garantie apportée par les Pablo, Frank et Healy, est du même avis. Leur seul point d'accord s'explique donc par des motivations opposées. Formellement, le transfert de fonctions est acté par la conférence de début 1946.

Ces péripéties n'auraient pas grande importance si, causées au fond par la mise de la PMP sous la moquette et le refus de tirer un vrai bilan tout en se félicitant d'avoir « tenu » et d'avoir « préservé nos orientations fondamentales », elles ne suggéraient pas l'idée que c'est, d'une certaine manière, une *autre* organisation que celle qui avait été proclamée en 1938, qui est constituée après-guerre, installée, elle, dans la longue durée, et donc appelée à durer ainsi que les divers courants concurrents qu'elle n'allait pas tarder à engendrer.

Suite de cette histoire, ou le refoulé qui fait coucou.

Comprendre la discontinuité entre Trotsky et les trotskystes, entre les perspectives révolutionnaires au plan organisationnel à la veille de la seconde guerre mondiale et le nouveau cours historique qui l'a effectivement suivie, ne signifie pas censurer ou mésestimer l'histoire et le rôle des « trotskystes » après ce ratage à l'allumage, mais signifie comprendre le poids du cadavre dans le placard dans cette histoire et dans ce rôle.

Je ne ferai pas, ici, de longs développements, mais me contenterai de signaler quelques retours significatifs et plutôt malheureux du refoulé.

« Les deux notions de la révolution et de la guerre, loin de se distinguer en tant que deux étapes fondamentalement différentes de l'évolution, se rapprochent et s'entrelacent au point de se confondre par endroits et par moments. A leur place, c'est la notion de la révolution-guerre, de la guerre-révolution qui émerge, et sur laquelle doivent se fonder les perspectives et les orientations des marxistes-révolutionnaires de notre époque. Un tel langage pourrait peut-être choquer les amateurs de rêves et de rodomontades "pacifistes", ou ceux qui se lamentent déjà sur le sort apocalyptique du monde qu'ils prévoient à la suite d'une guerre atomique ou d'une expansion mondiale du stalinisme. Mais ces cœurs sensibles ne doivent trouver aucune place parmi les militants et surtout les cadres marxistes-révolutionnaires de cette époque, la plus terrible, où l'acuité de la lutte des classes est portée à son paroxysme. C'est la réalité objective qui pousse à la première place ce concept dialectique de la révolution-guerre, qui détruit implacablement les rêves "pacifistes" et qui ne laisse aucun répit au déploiement simultané gigantesque, et à leur conflit à mort, des forces de la révolution et de la guerre. »

De qui sont ces mâles paroles et de quand datent-elles ? Les connaisseurs auront reconnu Michel Pablo, « *Où allons-nous ?* », son article phare de janvier 1951 censé analyser la guerre de Corée et donner la ligne pour le prochain « III^e congrès mondial » de la IV^e Internationale. Comme on le sait, était ainsi inaugurée la « crise pabliste » : la direction centralisée de l'Internationale, après avoir détruit la section britannique en provoquant la gestation de plusieurs futurs courants internationaux ainsi qu'il a été dit, en faisait autant cette fois-ci à l'échelle de l'internationale tout entière, provoquant en réaction à ses positions la gestation des courants « lambertiste », « moréniste », « healyste » (Healy devenant d'un coup adversaire de Pablo en 1953), « loriste », et une scission

entre le Secrétariat international issue du Secrétariat européen de 1942-1944 et ce SWP qui s'était lavé les mains en sa faveur en 1945. Car de quelle guerre parle Pablo ? Comme on le sait, il prophétise que la guerre froide deviendra chaude, et c'est pour lui une bonne nouvelle : la « révolution-guerre », celle qu'il n'avait pas vue dans les combats populaires de 1938 à 1945, va cette fois-ci éclater !

Comme on le sait aussi, ce fameux pronostic ne se réalisant pas (et heureusement !), l'entrisme dans les partis staliniens pour faire la guerre à leurs côtés, au nom duquel Pablo a explosé la section française, perdra sa raison d'être n°1.

Difficile de ne pas voir dans ce « pablisme » un retour du refoulé, un ricanement du cadavre de la PMP dans son placard. Mais c'est une contrefaçon, car qui doit ici faire la guerre ? Les « *forces matérielles et techniques opposées à l'impérialisme* », expliquait par ailleurs Pablo, c'est-à-dire le « camp soviétique ». Pas les masses en lutte pour leur auto-émancipation. Dès lors, ces lignes, qui résonnent déjà comme un curieux mélange de prophétie millénariste de la guerre d'Armageddon et des notes de Trotsky sur la PMP, apparaissent pour ce qu'elles sont : elles nous disent, comme Mao, que « le pouvoir est au bout du fusil ».

Eh bien non, pour les révolutionnaires prolétariens, même militaristes, le pouvoir n'est pas au bout du fusil, et c'est absolument capital. **Le pouvoir dépend du degré d'organisation, de conscience et de lutte du prolétariat dont l'émancipation ne peut être que l'auto-émancipation.** Ceci implique, malheureusement, le fusil et les armes. Mais le pouvoir n'est pas au bout. Le pouvoir, fusil compris, est au bout de la conscience, de la lutte et de l'organisation. Croire que le pouvoir est au bout du fusil, c'est exproprier les masses, les prolétaires, les êtres humains. C'est le contraire de la révolution. La poussée de fièvre militariste de Pablo, à contretemps des besoins réels, est combinée à la sous-estimation de la démocratie et à la valorisation du stalinisme. Van, Morrow et Goldman avaient averti en 1943, tout en appelant à soutenir la lutte armée des peuples : place à la démocratie, et gare aux illusions sur le stalinisme et l'armée « rouge ». Le militarisme prophétisé par Pablo n'est pas prolétarien – il est bureaucratique.

Poursuivons ce survol.

« La perspective fondamentale, la seule réaliste pour l'Amérique latine est celle d'une lutte armée susceptible de durer de longues années. C'est pourquoi la préparation technique ne saurait être conçue tout simplement comme l'un des aspects du travail révolutionnaire, mais comme l'aspect fondamental à l'échelle continentale ... ».

« ... la priorité à la guérilla rurale avait un fondement beaucoup plus géographique et militaire que socio-politique ».

La première de ces citations est une autocitation de Livio Maitan dans son livre de souvenirs, *Pour une histoire de la IV^e Internationale. Itinéraire d'un communiste critique* (édition française : La Brèche, 2021), qui date de 1962 quand celui-ci préparait la « ligne de la guérilla » inspirée par le Che en Amérique latine, et la seconde est le propre commentaire qu'il en fait dans son livre. Le fusil, les armes, la « puissance matérielle et technique » comme aurait dit Pablo, et la préparation technique à leur emploi, sont définis ici comme le cœur du travail révolutionnaire (pour l'Amérique latine) dès 1962, et Maitan tient à bien préciser que la question était « géographique et militaire » avant d'être « socio-politique ». Dans [mon article de 2021](#) sur ce livre et l'histoire qu'il brosse, *Remarques sur l'histoire d'une organisation dénommée « IV^e Internationale »*, j'ai donné les détails correspondant à

cette position et n'y reviens pas ici. L'essentiel est que là encore, le « refoulé », c'est-à-dire le fusil et sa « préparation technique », passe au-dessus de l'auto-émancipation, de la conscience, de la lutte et de l'organisation des prolétaires eux-mêmes, femmes et hommes.

Ajoutons que dans l'effort de plusieurs courants trotskystes vers une réunification surmontant ce type de « retour du refoulé » et remettant au centre l'unité du prolétariat, les épisodes militaristes liés à la révolution nicaraguayenne (affaire « Fausto Amador » puis affaire « de la Brigade Simon Bolivar », je renvoie à mon même article), ne furent pas étranger à l'échec.

En psychanalyse, le retour du refoulé, incontrôlé, est souvent névrotique. Nous avons besoin d'une pleine conscience. Le fusil n'est pas un fétiche et ne saurait l'être sous peine de danger mortel, il n'est qu'une nécessité. Une triste nécessité.

Considérations sur l'union sacrée, le défaitisme et le fétichisme de 14-18.

Encore un coup d'œil sur juin 40 ...

En juin 40 en France, participer à l'union sacrée, c'était se proclamer pacifiste voire défaitiste. Bien entendu, il n'était pas possible d'appeler ou d'organiser une résistance armée immédiate, mais par contre, donner comme perspective politique immédiate la préparation à la lutte armée pour chasser les envahisseurs nazifascistes, et comme perspective à moyen terme une insurrection nationale et sociale, était tout à fait concevable, se serait situé dans la prolongation des lignes générales de la « PMP », et aurait certainement conféré à la force politique affirmant cette orientation un prestige et des positions précieuses pour toute la suite des événements, justement parce qu'elle aurait été la première et pour longtemps la seule à fixer cette ligne !

Une telle orientation ne se serait pas confondue avec celle de De Gaulle qui ne parlait pas du tout d'insurrection ni même alors de lutte antifasciste intérieure, mais de continuation de la guerre par l'armée existante, notamment, à cette date, celle des colonies, ce qui impliquait le maintien de la domination coloniale, et le ralliement à sa personne présentée comme incarnation de la continuité de l'Etat.

Elle aurait, par contre, certainement entraîné des accords techniques et pratiques avec les gaullistes et les réseaux de résistance qui naissent à partir de l'automne 40, ainsi que des appels communs à diverses initiatives, en clair : des alliances, tout en ayant des objectifs politiques différents. Je devine le lecteur « orthodoxe » en train de lever les bras au ciel sur ce « ralliement à l'union sacrée » : il ne réalise même pas, dans sa vision schématique et éternellement figée du passé comme du présent (ne parlons même pas de l'avenir ...), que l'union sacrée en 40 n'était pas de ce côté-là, car elle était d'abord avec Pétain, ensuite avec le soutien au pacte Hitler-Staline.

Plus généralement, la réflexion sur « ce qu'il aurait fallu faire » en juin 40 comme ce que nous savons de la PMP de Trotsky et ce qu'inspirent les diverses situations rencontrées dans mon résumé de la seconde guerre mondiale en Europe, montrent bien que le « défaitisme », le « ni dans un camp ni dans un autre », et la « fraternisation », ne sauraient résumer la stratégie révolutionnaire, particulièrement quand elle se concentre dans la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

La fétichisation d'août 14.

Force est de prendre conscience que l'ensemble du mouvement ouvrier, au XX^e siècle (car le phénomène est très loin de se réduire aux trotskystes qui, sur ce plan, ne furent pas des marginaux mais exprimèrent les faiblesses d'une génération), a été victime d'une véritable fétichisation de la tragédie d'août 14, lorsque deux coalitions impérialistes ne valant pas mieux l'une que l'autre jettent des millions de prolétaires vers la mort, que Jaurès est assassiné et que la social-démocratie, et la plupart des partis de l'Internationale dite depuis la « seconde », votent les crédits de guerre.

Les composantes nationales et coloniales occupent une place secondaire dans la première guerre mondiale - elles furent pourtant présentes : Belgique, un pays impérialiste et opprimé comme le sera la plus grande France en 40, Serbie, Irlande, Arménie ... Mais pourtant, dès 1917 avec la révolution russe, et 1918 avec le traité de Brest-Litovsk, les choses deviennent plus compliquées, déjà.

La fétichisation d'août 14 consiste dans la représentation selon laquelle en cas de guerre « inter-impérialiste », il n'y a rien d'autre à faire que de s'opposer à tous les camps en présence à commencer par « notre propre gouvernement » et à attendre en prenant une posture « au-dessus de la mêlée », les appels à la fraternisation et aux mutineries, servant à s'autocongratuler, demeurant en réalité tout à fait verbaux et abstraits, car lorsque ces choses-là se produiront, ce ne sera pas suite à de tels souhaits mais en raison du cours de la guerre et de la lutte des classes elles-mêmes.

D'ailleurs quand Trotsky, dans ses articles et notes de 1940, et notamment dans le dernier le jour de son assassinat, revient sur les ressemblances et différences entre 14 et 40, il estime qu'en 14 la perspective des révolutionnaires n'était pas la lutte pour le pouvoir alors qu'elle doit l'être à présent. Ceci peut surprendre sachant que les bolcheviks prendront le pouvoir en octobre 1917, alors qu'aucun courant révolutionnaire ne prendra le pouvoir dans la seconde guerre mondiale. Mais en fait, en 17, les bolcheviks étaient le parti traditionnel des ouvriers de la grande industrie russe. Et Lénine, aidé par des ralliés de l'extérieur dont Trotsky fut le plus notable, eut à batailler pour surmonter la pesanteur de leur appareil qui, justement, n'avait pas assimilé la « lutte pour le pouvoir ».

La vision de la lutte internationaliste en 14-17 comme une posture « au-dessus de la mêlée » ne permet pas de comprendre ce que fut réellement le combat des internationalistes zimmerwaldiens, particulièrement celui de Lénine qui brocarde, dès l'automne 1914, les positions purement pacifistes, et qui introduit les formules clefs de « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile » et de « défaitisme révolutionnaire ».

A propos du « défaitisme révolutionnaire » de Lénine.

Cette dernière formule avait en fait deux sens, car se situant à deux échelles différentes.

D'une part, d'une façon générale elle signifie que la lutte de classe et l'action révolutionnaire n'a pas à être retenue ou contenue par la crainte de favoriser la défaite de « mon pays », mais elle ne signifie pas nécessairement, par exemple, le sabotage et la désertion. Elle le signifiait dans l'Allemagne nazie, dans les Etats réprimant un soulèvement colonial, voire parfois dans l'Inde britannique face aux troupes japonaises, et maintenant dans la Russie de Poutine et la Biélorussie de Loukatchenko - les cheminots biélorusses et les anarcho-communistes russes en sont les héros -, tout cela à chaque fois en fonction des possibilités réelles et du rapport de force et pas à l'aveuglette, mais elles ne pouvaient signifier cela envers les troupes « alliées » en France en 44, par exemple.

D'autre part, dans le cas de l'empire tsariste en 1914 se situe l'échelle plus précise pour laquelle Lénine avait lancé cette formule de rupture : elle signifie que sa défaite, nécessairement combinée à des processus révolutionnaires, était de loin préférable à sa victoire. Ce qui n'était pas une innovation totale : en 1904-1905, lors de la guerre russo-japonaise, alors que la notion d'« impérialisme » n'était guère encore codifiée bien que l'on puisse juger que chacun des deux belligérants avait une dimension impérialiste, ce sont la plupart des courants révolutionnaires de Russie et même les opposants bourgeois du tsarisme qui avaient été défaitistes contre ce régime, et donc contre leur propre pays, la Russie, mais au bénéfice de ses peuples. En 1905 ceci, clairement, donnait une prime à l'impérialisme japonais en formation. En 1914-1918, à l'impérialisme allemand : même si la révolution l'a ensuite menacé à son tour il a d'abord tiré profit de la défaite russe liée à la révolution.

A nouveau sur les différences de 39-45 par rapport à 14-18.

Être en retard d'une guerre est fréquent, mais dans le cas de 14-18 ce fut plus grave, car en réalité si les esprits indépendants et les courants non conformistes furent internationalistes en 14 ils furent résistants en 40. Il était parfaitement possible d'être à la fois résistants et internationalistes, c'est-à-dire d'être sur la ligne de la lutte armée et de la préparation de l'insurrection pour chasser l'occupant, sans verser dans le chauvinisme, en priorisant la haine du nazisme et du fascisme, en montrant leur caractère impérialiste et capitaliste, en reliant systématiquement ce qui est par nature relié, à savoir les revendications, la lutte sociale et le rejet de l'oppression nationale, de rechercher les possibilités de fraternisation, et d'appeler à la défense et à l'autodéfense des juifs, le tout de manière combinée. Au plan organisationnel, tout cela imposait une forme clandestine et rigoureuse d'organisation : en juin 40 c'est sa préparation qui était à l'ordre-du-jour. De toute façon la situation était dangereuse, mais elle devait l'être d'autant plus que l'on se coupait des larges masses.

39-45 fut une guerre inter-impérialiste qui, beaucoup plus que 14-18, combinait des affrontements de différents types : questions nationales anciennes mais montantes dans les colonies et en Asie, questions nationales nouvelles résultant de la dilatation impérialiste allemande, et, c'est incontournable, le fait que les régimes fasciste et surtout nazi, ainsi que le régime stalinien, liquidaient toute liberté démocratique, politique et syndicale, et différaient en cela des régimes britannique et nord-américain.

Un signe égal entre impérialismes n'était pas possible car le nazisme et le fascisme devaient être détruits ; au contraire, les critiques et attaques contre Roosevelt, Churchill ou De Gaulle devaient être faites sous cet angle-là. De même, malgré le stalinisme, la défense non pas tant de l'URSS en tant que telle que des peuples qui y vivaient, à commencer par les juifs, était un mobile évident interdisant tout abstentionnisme entre armée « rouge » et Wehrmacht – sans qu'il soit indispensable de motiver ceci, ajouterai-je, par une théorie sur « l'Etat ouvrier ».

Dans aucune de ces situations, la participation au combat aux côtés des armées d'un des camps impérialistes ou dans leurs rangs, ou aux côtés de l'armée « rouge », n'impliquait le soutien politique à leurs chefs et la soumission politique à leur orientation, y compris, dans la mesure du possible, en matière militaire. « Dans la mesure du possible » : ce « possible », à savoir la marge d'autonomie pour des organisations armées prolétariennes, dépendait finalement de l'existence d'organisations ayant mis en avant et en œuvre cette orientation au plus tard depuis juin 1940 ...

Or, il n'y en avait pas, ou presque pas, bien que cette manière de « faire la guerre » fut sous-jacente, spontanément latente et présente, dans tous les moments clefs et tout au long de la guerre. Il n'y en

avait pas, d'où le ricanement de Churchill sur les « trotskystes » aux Communes. Il n'y en avait pas, mais à chaque étape il risquait d'y en avoir – la chasse aux trotskystes par l'appareil stalinien n'est donc pas aveugle, elle est reliée à l'élimination des communistes en armes trop indépendants, de tout risque de débordement prolétarien, et ce risque a été jugé très élevé par ces hommes sans scrupule de l'appareil, sélectionnés pour leur fidélité juste auparavant ... au pacte Hitler-Staline !

L' « internationalisme au-dessus de la mêlée » tend au final vers l'union sacrée.

En dernière analyse, l'idée selon laquelle quand éclate la guerre, les révolutionnaires n'ont rien d'autre à faire que de se tenir à l'écart en attendant, fronçant les sourcils à l'endroit des passions mauvaises du chauvinisme et des nationalismes supposées emporter les masses, est une idée contre-révolutionnaire.

Elle rejoint, en effet, comme son reflet inversé, la position réformiste formulée par Karl Kautsky en 1914 : la guerre est un malheur, les ouvriers sont obligés de défendre leurs patries respectives, c'est un mauvais moment à passer, participons à l'union sacrée et, quand ce sera fini, on reconstituera notre internationale. Internationale et révolution ne vaudraient donc que pour les temps de paix, qui, c'est ennuyeux, finissent par se faire rares.

En apparence, cette symétrie n'est pas parfaite : le « réformiste » rallie l'union sacrée et soutient « sa » bourgeoisie tandis que le supposé « révolutionnaire » dit se tenir en dehors de toute union sacrée et se targue même de rappeler que pour lui « l'ennemi principal est dans mon propre pays ». Mais d'une guerre à une autre, quand la guerre devient la marque de l'époque, cette apparence s'étiole, car dans de nombreux cas le refus d'« avoir un camp » veut dire réellement qu'on est dans le camp du vainqueur ou de l'envahisseur. L'union sacrée elle aussi est au bout de la posture faussement révolutionnaire « au-dessus de la mêlée ».

Aujourd'hui, en 2022 en Ukraine, nous y sommes : ceux qui se veulent « au-dessus de la mêlée » participent à l'union sacrée de très larges secteurs capitalistes dans tous les pays « occidentaux » contre l'armement des ukrainiens, et donc, de façon ouverte ou honteusement masquée, pour leur écrasement.

Prendre parti dans les guerres.

Avant le 24/02/2022.

Marx et Engels, on le sait, n'ont pratiquement jamais été neutres dans les guerres de leur époque. En même temps, jamais leur prise de partie pour tel ou tel Etat contre tel autre n'a signifié l'alignement politique et le soutien acritique des gouvernants de cet Etat.

L'idée selon laquelle, dans une guerre inter-impérialiste, aucun des camps en présence ne saurait être celui que soutient le prolétariat, est fondamentalement juste, car elle est objectivement fondée dans la nature réactionnaire du capitalisme parvenu au stade impérialiste. Mais, comme pour la formule du défaitisme révolutionnaire dans son sens historique le plus général, sa justesse est d'ordre général et n'exclut pas des positionnements concrets variables. Le « trotskyste orthodoxe » ou le simple « léniniste orthodoxe » s'étouffera sans doute à lire cette évidence concrète, mais la réalité est toujours concrète. Voyons donc les principaux cas concrets de guerres inter-impérialistes.

Les rivalités pour les colonies, autour de l'année 1900, sont un bon exemple où le renvoi dos-à-dos de tous les colonialistes s'impose. Toutefois, les peuples opprimés ont parfaitement le droit d'acheter des armes au diable, donc les éthiopiens, dès leur victoire d'Adoua contre l'Italie en 1896, de se faire armer par l'impérialisme britannique, ou les irlandais, se soulevant à Dublin à Pâques 1916 sous la direction du révolutionnaire prolétarien James Connolly, de se faire armer par l'impérialisme allemand (et même, plus tard, les indiens de jouer avec l'impérialisme japonais en pleine seconde guerre mondiale). En 1904-1905 je l'ai dit, la guerre russo-japonaise, pré-impérialiste sinon impérialiste, voit les révolutionnaires œuvrer à la défaite russe, par la révolution (pas par la collusion militaire avec le Japon, pratiquée seulement par le désormais contre-révolutionnaire Pilsudsky, nationaliste polonais).

Mais alors, 14-18 ? Bien sûr, 14-18 est le cas le plus net où les deux camps impérialistes se valent globalement et où la lutte révolutionnaire commence comme lutte pour la paix. Cela dit l'objectif d'une paix sans annexions signifie le retrait, par exemple de l'impérialisme allemand de la Belgique, ou de l'Autriche de la Serbie. Prime à l'Entente ? Mais alors, inversement, le défaitisme révolutionnaire de Lénine envers la Russie tsariste est une prime à l'Allemagne. Ce qu'il a été : Brest-Litovsk, conséquence à la fois de la révolution russe et de la non-révolution allemande à cette date, est une victoire allemande ! Victoire qui, par la suite, est dépassée par la révolution – mais pas tout de suite, de sorte que si la Russie rouge avait été écrasée avant la révolution de Novembre 1918 en Allemagne, ce que l'armée rouge, sans guillemets, de Trotsky, a évité de peu, les choses auraient été bien différentes. Donc, même 14-18 n'est pas si simple et si net. Une seule chose est, pour les révolutionnaires, simple et net : pas d'union sacrée et pas de chauvinisme.

A l'approche de la seconde guerre mondiale, deux guerres menées par des impérialismes contre des pays semi-coloniaux, le Japon contre la Chine et l'Italie contre l'Ethiopie, nous l'avons vu, s'intègrent aussi aux rivalités inter-impérialistes mondiales. A quoi s'ajoute une guerre civile convertie en guerre de plus en plus impérialiste, l'inverse de la formule de Lénine, en Espagne en 1936-1939. Dans chacune de ces trois guerres majeures, qui, sans être « inter-impérialistes », conduisirent tout droit à la seconde guerre mondiale, les révolutionnaires ont choisi un camp tout en n'épargnant pas leurs attaques aux chefs de ce camp.

Dans la seconde guerre mondiale, le présent travail aboutit donc à une prise de position défaitiste dans les impérialismes allemand, italien et japonais, et défensiste-offensive dans les impérialismes américain et britannique, ainsi qu'en URSS à partir de Barbarossa (après s'être opposé à ses annexions et agressions dans le cadre du pacte Hitler-Staline), combinée à l'opposition à la manière dont, tous, ont fait la guerre, en préconisant donc une autre guerre, « *notre guerre* », la guerre pleinement menée contre le fascisme et pour la démocratie. Cette opposition atteint son paroxysme quand Staline aide Hitler à écraser les polonais, puis quand l'armée « rouge » mène les viols de masse et la purification ethnique sur la moitié de l'Europe, et aussi quand l'impérialisme américain commet les crimes de masse d'Hiroshima et de Nagasaki. Enfin, en France ou en Belgique, une nation impérialiste est en même temps une nation opprimée, il faut donc préparer son soulèvement contre son oppresseur et en même temps celui de ses colonies contre elle, ce qui correspondait bien, en fait, au développement réel ...

De la fin de la seconde guerre mondiale à 1989-1991, le monde s'est trouvé officiellement sous la menace de la guerre entre Etats-Unis et URSS. Les « trotskystes orthodoxes » se préparaient à être, dans ce cas, du côté de l'URSS. Mais la réalité concrète a été totalement différente. Toutes les interventions soviétiques ont été dirigées contre des peuples et des prolétariats insurgés : RDA en

1953, Hongrie en 1956, Tchécoslovaquie en 1968, y compris les pressions militaires sur la Pologne en 1956 et en 1980-81, et aboutirent à une guerre coloniale contre les peuples d'Afghanistan en 1979-1989, sans oublier les interventions contre-révolutionnaires en Afrique entraînant Cuba (Angola, Ethiopie). Et réciproquement, toutes les interventions US menées sous la bannière de la lutte contre le communisme ont été dirigées contre des peuples cherchant à réaliser leur unité et leur indépendance, comme en Corée en 1950-53 (dans ce cas la Corée du Nord n'a pas défendu les aspirations de ce peuple, mais seulement consolidé son pouvoir), comme au Vietnam et comme envers Cuba, notamment. Dans la réalité concrète l'affrontement mythique prophétisé par Pablo, la guerre froide devenant « révolution-guerre », n'a pas eu lieu, et les interventions des deux puissances dominantes ont toutes été contre-révolutionnaires et réactionnaires sur toute la ligne.

Loin d'appeler à un tel affrontement (Sam Marcy) voire à la guerre nucléaire (Posadas), les révolutionnaires devaient, et doivent, appeler à l'empêcher, par les soulèvements des peuples dans toutes les parties du monde, guerres coloniales (Algérie, Indochine, Indonésie ...), insurrections démocratiques contre les régimes staliens, guerres visant la domination yankee comme en Amérique latine.

Avec le risque de guerre nucléaire, survient une nouvelle équation, celle de la barbarie absolue : la révolution prolétarienne passe par les fusils, mais pas par la bombe A ou H, et pas par les armes de destruction massive. Elle vise à la liquidation de telles armes, la revendique sans délai, et s'oppose à leur emploi y compris en tant que riposte. Par contre, logiquement, s'il existe des parades technologiques à leur emploi – missiles anti-missiles, boucliers lasers ...- elle ne peut avoir la même attitude et les assimiler purement et simplement, comme l'ont fait pratiquement tous les pacifistes russophiles, avec les armes nucléaires proprement dites.

Quand la menace globale théorique de la destruction mutuelle assurée entre puissances nucléaires, avant tout entre Etats-Unis et URSS, a paru s'estomper avec les années 1990, se sont succédées une série de guerres « contre le terrorisme et les Etats-voyous » menées par les Etats-Unis, notamment la première guerre du golfe (1990-91), la guerre d'Afghanistan (2001 et ensuite), la seconde guerre du golfe (2003 et ensuite). Toutes furent des guerres réactionnaires et destructrices, aux conséquences délétères, mais les adversaires des Etats-Unis dans ces guerres ont cessé d'être des dirigeants de pays semi-coloniaux même très réactionnaires, devenant eux-mêmes des aspirants impérialistes ou des morceaux de réseaux militaro-financiers et mafieux de type impérialiste (Saddam Hussein à ce titre ne pouvait combattre réellement l'impérialisme, ayant servi celui-ci contre l'Iran et ayant formé un régime totalitaire, et al-Qaïda fut l'archétype de ces réseaux, les talibans étant leur base d'appui).

Le fait que ces guerres aient reproduit un schéma d'affirmation de l'impérialisme US qui avait structuré les guerres de la période précédente (Corée, blocus de Cuba, Vietnam) a lourdement contribué à reproduire la vision « campiste » de régimes anti-impérialistes, aussi désagréables soient-ils, qu'il faudrait de toute éternité soutenir contre « l'impérialisme », par essence américain. C'est là une vision réactionnaire du monde, conduisant à l'alignement sur le nouveau programme impérialiste de Moscou et de Beijing, et interdisant toute compréhension des guerres génocidaires qui, depuis Hitler, se sont reproduites à plusieurs reprises, du Ruanda en 1994 à l'Ukraine aujourd'hui.

Ce nouveau programme impérialiste se dessine dans les guerres de « purification ethnique » initiées par les ultra-nationalistes serbes en ex-Yougoslavie, et dont on a des formes aussi dans le Caucase, en Moldavie et au Tadjikistan, dès les années 1990. Il devient ensuite l'axe de la montée du

militarisme de Poutine. La guerre coloniale en Tchétchénie (1994-1996 puis 1999-2000), l'agression contre la Géorgie (2008), l'entrée en guerre permanente contre l'Ukraine (2014), en furent les étapes, combinées à des interventions contre-révolutionnaires visant les révolutions arabes en Syrie, cependant que l'Arabie saoudite intervenait au Bahreïn puis au Yémen, et se prolongeant ensuite en Afrique en profitant de la crise de l'impérialisme français (Centrafrique, Mali, et de nombreuses ingérences ailleurs).

Depuis le 24/02/2022.

En entreprenant une guerre à dynamique génocidaire de destruction de l'Ukraine depuis le 22 février 2022, l'impérialisme russe joue son existence comme impérialisme sur la pierre de touche de la destruction de l'Ukraine, une entreprise réactionnaire sur toute la ligne qui réédite, sous une forme spécifique, les caractères du fascisme et du nazisme. La neutralité est donc impossible. La question de la prise de parti se pose à une double échelle.

A l'échelle de l'Ukraine, il s'agit de soutenir la résistance armée en aidant les secteurs les plus populaires et les plus prolétariens, et donc la gauche ukrainienne (Sotsialnyi Rukh, anarchistes, syndicats, féministes ...). L'état de la conscience dans la gauche mondiale, largement issu de l'histoire dont j'ai traité ici, fait que cette bataille consiste largement dans un affrontement visant les campistes et les soi-disant neutralistes-internationalistes.

Les « campistes » sont ceux pour qui Russie et Chine ne peuvent pas être impérialistes, donc il faut peu ou prou les soutenir. Ils sont dans le camp du rashisme russe et du totalitarisme capitaliste chinois. Les neutralistes-internationalistes sont les idiots utiles des campistes. Ils veulent bien entendre que Russie et Chine sont impérialistes, mais dans ce cas, comme, soi-disant, en 14-18, ils ne veulent être d'aucun camp dans le conflit inter-impérialiste. Campistes comme neutralistes-internationalistes sont des négationnistes en ce qui concerne l'existence des ukrainiens, nation opprimée. Et ceci se reproduit en ce qui concerne le sentiment majoritaire du peuple taiwanais ne voulant pas être chinois, ou chinois en mode « Xi ».

Il n'existe pas, et il n'a jamais existé, de guerre purement « inter-impérialiste » où l'on pourrait se contenter de distribuer des mauvais points à tout le monde, pas plus que les guerres non « inter-impérialistes » sont exemptes de facteurs inter-impérialistes. Moins encore aujourd'hui. Les rivalités inter-impérialistes sont un élément de la guerre de Poutine contre l'Ukraine, et cette guerre est en un sens la plus impérialiste de toute, visant à l'anéantissement d'une nation pour que la Russie impériale puisse s'affirmer. Sa défaite serait la meilleure issue, y compris pour les russes, quel que soit le bénéfice qu'elle pourrait procurer aux autres impérialismes, d'ailleurs douteux, car aucun n'y tient vraiment. Rarement, par conséquent, cause militaire plus clairement positive du point de vue prolétarien ne s'est présentée que la cause ukrainienne aujourd'hui.

Le fait que précisément, cette réalité élémentaire produise la pire des oppositions dans un univers de soi-disant « révolutionnaires » dont la majorité aujourd'hui sont soit campistes soit idiots utiles du campisme, voilà qui nous présente clairement toute l'ampleur du problème de l'organisation, de la conscience et de la lutte aujourd'hui, pour assurer un avenir à l'humanité.

A l'échelle mondiale, la défense des ukrainiens et de leur armement signifie en effet l'affrontement frontal contre le monde impérialiste tel que le théorisent et veulent le façonner Xi Jinping et Poutine, mais aussi de larges secteurs bourgeois dans les vieux pays impérialistes, comme Trump aux Etats-Unis : ce qu'ils appellent le « monde multipolaire » cher aux « géopoliticiens ». Ce monde

multipolaire, ce sont les sphères d'influence, c'est le repartage barbare du monde, c'est la barbarie impérialiste - sa préfiguration, c'est ce qu'ils ont fait en Syrie. C'est le monde des masses privées d'eau et pourchassées, « purifiées », « rééduquées », « dénazifiées », massacrées par des forces armées impérialistes n'ayant rien à envier à celles dont disposèrent Hitler, Mussolini et le Mikado, les armes nucléaires en sus.

En même temps, le refus de la barbarie impérialiste que nous promet le rapport social capitaliste ne conduit en aucun cas à vouloir préserver le statu quo ou à tenter de revenir à une domination dite « occidentale » du monde, à savoir celle des impérialismes de la première génération : Etats-Unis, puissances d'Europe occidentale et Japon, et de leurs propres alliances militaires (l'OTAN). Leur maintien est impossible. Eux aussi nous conduisent, au final, au repartage barbare - avec toutefois une différence qui ne les rend pas moins impérialistes et ne requiert aucune union sacrée, mais qui fait partie de la réalité concrète : c'est dans ce groupe de pays que les libertés démocratiques existent. Mais elles y sont menacées. Leur maintien, leur défense et leur extension ne passent pas par le statu quo.

Une politique militaire prolétarienne n'a de sens et ne peut finalement exister qu'orientée sur la question du pouvoir, comme Trotsky le notait, quelques heures avant son assassinat : il ne s'agit pas de s'auto-congratuler dans le rôle de l'opposition d'extrême-gauche de l'ordre existant, il s'agit d'être candidats au pouvoir, c'est-à-dire d'aider le mouvement réel du prolétariat à s'emparer du pouvoir. Lorsque ce mouvement en vient à réclamer des armes, à s'en procurer, à imposer qu'on lui en distribue, cette question est à l'horizon. C'est pourquoi la grande leçon de la PMP, c'est aussi la mise en relation de la question des armes avec celle de la démocratie, des mots d'ordre démocratiques posant la question du pouvoir, de quelle classe dirige, tel que l'assemblée constituante. Plus la guerre ukrainienne sera une guerre populaire, plus les véritables internationalistes l'aideront à se développer en ce sens en combattant pour son armement, plus elle aboutira à la question de la nature de l'Etat à l'issue de la guerre, la question du pouvoir.

Ni monde « multipolaire », ni statu quo « occidental » : révolution prolétarienne démocratique et écosocialiste de la majorité du genre humain pour sauver la possibilité d'un avenir. La signification de l'engagement de militants et de courants de diverses provenances dans le soutien à la résistance « armée et non armée » du peuple ukrainien, c'est cela. L'internationalisme aujourd'hui, c'est donc leur regroupement.

VP, le 20/08/2022.